

Université de Montréal

**Le vécu subjectif et les besoins des membres de la famille d'ex-détenus offrant
l'hébergement lors du retour du justiciable en collectivité**

Par

Laura-Li Doyon

École de criminologie de l'Université de Montréal
Facultés des Arts et Sciences

Rapport de stage présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise ès Sciences (M.Sc.)
en criminologie, option intervention avec stage

Mai 2019

© Laura-Li Doyon, 2019

RÉSUMÉ

Les études portant sur la famille font consensus quant au fait que celle-ci subit diverses conséquences (p. ex. sociales, identitaires, économiques, psychologiques) lorsqu'un de ses membres est incarcéré. Malgré les répercussions collatérales de cet emprisonnement, les membres de la famille du condamné sont les personnes les plus susceptibles de maintenir un lien durant la détention de ce dernier et de lui apporter du soutien (p. ex. psychologique, matériel et pour remplir ses obligations). En dépit des conséquences qui perdurent après la libération du condamné, il ressort des études que la famille apporte un soutien considérable durant la période post-incarcération. D'ailleurs, il est spécifié que les membres de la famille qui offrent l'hébergement au justiciable sont susceptibles de lui offrir d'autres types d'aide et de soutien. L'importance de la famille dans la réinsertion sociale du sentenced semble donc indéniable. À la lumière de ces constats, il semble pertinent de se pencher sur le vécu subjectif post-incarcération des membres de la famille des ex-détenus qui offrent l'hébergement à ces derniers. Ce rapport de stage porte donc expressément sur ce sujet. Ses objectifs sont d'en apprendre davantage (1) sur le moment de la libération du sentenced et (2) sur le quotidien depuis la réintégration du libéré au domicile du membre de sa famille. De plus, faisant un lien avec les deux objectifs précédents, nous souhaitons (3) dégager les besoins qui en auraient émergés chez ce dernier. Pour ce faire, après l'obtention d'un certificat éthique, nous avons effectué des entretiens avec des membres de la famille d'ex-détenus dont le justiciable est suivi par notre milieu de stage : l'Agence communautaire Maisonneuve, un service de suivi en communauté pour hommes adultes étant sous le joug d'une mesure judiciaire. À partir de l'analyse des quatre entrevues semi-dirigées que nous avons menées, nous avons constaté qu'après les réjouissances de la libération de leur proche, une période de désenchantement s'en suit, entraînant chez le membre de la famille une panoplie d'interrogations qui restent sans réponse, lui créant divers besoins à combler. Face à ces informations, à partir de notre perspective clinique, nous émettons des recommandations et des pistes d'intervention afin de tenter de répondre aux besoins des membres de la famille des ex-détenus.

Mots-clés : *famille, ex-détenus, post-incarcération, expérience carcérale élargie, hébergement, vécu subjectif, quasi-inmate, besoins, analyse qualitative*

ABSTRACT

There's an agreement in scientific literature about the fact that families suffer of various consequences (e.g. social, identity, economic, psychological) when one of its members is incarcerated. Despite the collateral effects due to his imprisonment, inmates' family members are those who are more likely to keep in touch with the convict during his detention and to offer him their support (e.g. psychological, material and obligations). It should be noted that despite the ever-present consequences, studies highlight that the family provides inmates considerable support during post-incarceration. Moreover, based on the scientific literature, family members who provide housing accommodation to the former inmate are more likely to offer him other types of assistance and support. Thus, the importance of the family in the social reintegration of the offender seems undeniable. Considering these findings, it seems appropriate to look at the post-incarceration subjective experience of the ex-inmate's family members who provide him housing accommodation. For that reason, this paper is expressly about that topic. We aim to learn more about (1) the moment when the incarcerated person is getting out of jail and (2) the daily life of the family member offering housing since the reintegration of the relative into their home. Furthermore, making a link with the two previous objectives, (3) to identify if the family member has any unmet needs. To do so, after receiving the certificate of ethical approval, we conducted interviews with family members of ex-inmate, which the offender is followed by the service our internship offers: Maisonneuve Community Agency, a community service monitoring adult men with legal conditions. From the analysis of the four semi-directed interviews that we conducted, it was possible to note that, after living the rejoice reunification, a period of disenchantment follows, bringing plenty of questions remaining unanswered, resulting various unresponded needs to the family member. With all these informations, from a clinical perspective, we present some recommendations and ways of intervention that could help to respond to ex-prisoners' family members needs.

Keywords: *family, ex-inmate, post-incarceration, extended penitentiary experience, housing, subjective experience, quasi-inmate, needs, qualitative analysis*

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ	i
ABSTRACT	ii
TABLE DES MATIERES	iii
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ANNEXES	vii
REMERCIEMENTS	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : ÉTAT ACTUEL DES CONNAISSANCES	5
PARTIE I. PORTRAIT DES DÉTENUS	5
PARTIE II. UNE HISTOIRE DE FAMILLE	6
2.1. Durant l’incarcération	6
2.2. Après l’incarcération	7
PARTIE III. VÉCU DES FAMILLES DURANT LA DÉTENTION D’UN PROCHE :	8
3.1. Les conséquences	8
3.2. Le soutien offert	22
PARTIE IV. VÉCU DES FAMILLES APRÈS LA DÉTENTION D’UN PROCHE :	25
4.1. Les conséquences	26
4.2. Le soutien offert	29
4.3. Les besoins	33
PARTIE V. PROBLÉMATIQUE :	34
CHAPITRE 2 : PRÉSENTATION DU STAGE ET DE LA MÉTHODOLOGIE	36
PARTIE I. MILIEU DE STAGE	36
1.1. Présentation de l’organisme, la Corporation Maison Charlemagne	36
1.2. Présentation du milieu de stage, l’Agence communautaire Maisonneuve	37
1.3. Processus obligatoire avant la prise en charge par le suivi communautaire	38
1.4. Tâches et activités effectuées dans le cadre du stage	39
PARTIE II. MÉTHODOLOGIE ET PARTICIPANTS	42
2.1. Méthodologie	42
2.2. Processus de recrutement	45
2.3. Échantillon	46
2.4. Entretiens	48
PARTIE III. ANALYSE DES ENTREVUES	49

PARTIE IV. LIMITES DU RAPPORT DE STAGE	49
CHAPITRE 3 : ANALYSE DU MATÉRIEL	51
PARTIE I. PORTRAIT DES PARTICIPANTS	51
PARTIE II. VÉCU DES FAMILLES AVANT LA LIBÉRATION DU JUSTICIABLE	54
2.1. Émotions et ressenti vécus	54
2.2. Investissement personnel	59
PARTIE III. VÉCU DES FAMILLES APRÈS L’INCARCÉRATION DU JUSTICIABLE	63
3.1. D’heureuses retrouvailles	63
3.2. Un désenchantement	64
3.3. Se conformer	68
3.4. Surveiller	69
PARTIE IV. UN SILENCE INTEMPOREL	70
4.1. L’entourage	70
4.2. Le justiciable	72
PARTIE V. POINT DE VUE CRITIQUE SUR LE SYSTÈME JUDICIAIRE	73
5.1. Un système défaillant	73
5.2. Une vision nuancée	75
PARTIE VI. BESOINS RELEVÉS	78
6.1. Informations	79
6.2. Soutien	80
6.3. Faire une coupure	82
PARTIE VII. SYNTHÈSE	83
CHAPITRE 4 : DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS	85
PARTIE I. CONSTATS SUR LES MEMBRES DE LA FAMILLE DES JUSTICIABLES	85
1.1. De quasi-inmates...	86
1.2. À quasi-agents	89
1.3 Besoins à combler	90
PARTIE II. RECOMMANDATIONS DE SOLUTIONS ET PISTES D’INTERVENTION	93
2.1. Une approche adaptée	94
2.2. De nouveaux programmes	94
2.3. Nécessité de formation chez les professionnels	96
CONCLUSION	98
RÉFÉRENCES	i
ANNEXE I : CERTIFICAT ÉTHIQUE	viii

ANNEXE II : FORMULAIRE D'INFORMATION AU JUSTICIABLE	x
ANNEXE III : FORMULAIRE D'INFORMATION AU MEMBRE DE LA FAMILLE	xiii
ANNEXE IV : DIAPOSITIVES DE RECRUTEMENT.....	xvi
ANNEXE V : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT LIBRE ET ÉCLAIRÉ AU JUSTICIABLE	xvii
ANNEXE VI : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT LIBRE ET ÉCLAIRÉ AU MEMBRE DE LA FAMILLE	xx
ANNEXE VII : FICHE SIGNALÉTIQUE	xxiii
ANNEXE VIII : CANEVAS D'ENTREVUE.....	xxvi

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I : Idéaux-types d'expérience carcérale élargie.....	13
Tableau II : Cycle émotionnel de l'incarcération.....	19
Tableau III : Caractéristiques de l'échantillon.....	47

LISTE DES ANNEXES

Annexe I : Certificat éthique.....	viii
Annexe II : Formulaire d'information au justiciable.....	x
Annexe III : Formulaire d'information au membre de la famille.....	xiii
Annexe IV : Diapositives de recrutement.....	xvi
Annexe V : Formulaire de consentement libre et éclairé au justiciable.....	xvii
Annexe VI : Formulaire de consentement libre et éclairé au membre de la famille.....	xx
Annexe VII : Fiche signalétique.....	xxiii
Annexe VIII : Canevas d'entrevue.....	xxvi

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je souhaite remercier les intervenants communautaires de mon milieu de stage qui m'ont si bien intégrée à l'équipe. Vous êtes une équipe formidable, à l'écoute, dynamique, prête à relever des défis et avec qui il fait bon rire. Merci aussi pour votre ouverture face à des nouveautés proposées.

Un merci tout particulier à Anick Fillion et Patrick Melançon qui m'ont supervisée avec brio. Vous m'avez aidée à pousser ma réflexion clinique et à me familiariser avec une nouvelle approche et un modèle d'intervention fort utiles auprès de notre clientèle. Également, grâce à vous, je connais davantage et ressors grandie de ce stage au niveau professionnel, mais aussi au niveau personnel.

Bien sûr, je tiens à remercier madame Marion Vacheret, ma directrice de maîtrise, qui s'est montrée compréhensive et patiente à mon égard. Merci de m'avoir éclairée avec vos bons conseils, ce qui m'a permis de m'orienter dans les diverses démarches et décisions que j'ai eu à prendre.

Merci à ma famille et mes ami(e)s de m'avoir écoutée, encouragée et épaulée dans les moments plus difficiles et de doute. Vous avez fait preuve de compréhension, ce qui m'a grandement aidée à continuer ce travail de longue haleine.

Un merci spécial au beau Auguste, pour ta présence et ta bonne humeur qui me redonnait toujours le sourire.

Mon dernier remerciement, mais non le moindre, à toi, Maxime. Je ne sais pas comment te remercier à la hauteur de l'aide que tu m'as apportée et pour la discipline et la structure que j'ai appris à développer grâce à toi. Ta présence, ton écoute, ta patience d'or, tes bons mots et tes encouragements m'ont aidée à avancer, foncer. Merci pour toute l'énergie déployée et les précieux conseils (et ta patience, encore une fois).

À vous tous, un sincère merci, du fond du cœur.

INTRODUCTION

Au Québec, pour la période 2016-2017, Statistique Canada dénombre un compte quotidien moyen d'adultes sous surveillance correctionnelle¹ à 18 542 individus, ce qui représente 277 personnes par 100 000 habitants (Malakieh, 2018). Selon les écrits scientifiques, il est bien établi que l'incarcération d'un individu a des impacts considérables non seulement sur le condamné, mais aussi auprès de sa famille, créant ainsi des victimes collatérales (Comfort, 2003, 2007a; diZerega & Verdone, 2011; Le Quéau, Aillet, Dubechot, Fonteau & Olm, 2000; Magnan, 2011; Touraut, 2009, 2012, 2013; Turanovic, Rodriguez & Pratt, 2012; Visser, La Vigne & Travis, 2004).

Dès l'entrée dans l'engrenage du processus judiciaire d'un contrevenant, il est reconnu que les répercussions vécues par les membres de sa famille se font ressentir au niveau social, identitaire, économique et psychologique (Dolwick Grieb, Crawford, Fields, Smith, Harris & Matson, 2014; Fontaine, Gilchrist-Scott, Denver & Rossman, 2012; Hannem, 2008; Naser & Visser, 2006; Shollenberger, 2009; Touraut, 2009, 2012; Travis, Cincotta McBride & Solomon, 2005; Travis, Solomon & Waul, 2001; Visser et al., 2004). En dépit de ces dommages collatéraux leur causant une détresse, les membres de la famille des prisonniers sont les personnes les plus susceptibles de maintenir des contacts avec ces derniers et de leur offrir divers types de supports (p. ex. psychologique, monétaire, etc.) durant la période d'incarcération.

Avant la libération du condamné, quelques auteurs indiquent que nombreux sont les justiciables qui, après leur sortie de prison, prévoient se fier à leur famille pour être hébergé, se trouver un emploi et obtenir un soutien émotionnel et financier (Dolwick Grieb et al., 2014; Robitaille, Guay & Savard, 2002; Visser et al., 2004).

¹ Sont considérés les adultes sous surveillance correctionnelle ceux étant en détention (détention après condamnation (y compris les peines discontinues), en détention provisoire et les autres types de détention temporaire) ainsi que ceux en collectivité, ce qui « comprend la probation, la condamnation avec sursis, la libération conditionnelle sous responsabilité provinciale, la libération conditionnelle totale, la semi-liberté, la libération d'office et la surveillance de longue durée. » (Malakieh, 2018, p.16) Les autres types de surveillance au sein de la collectivité et les détenus bénéficiant d'une permission de sortir sont exclus de ce décompte. (Statistique Canada, 2018)

Ensuite, les diverses publications portant sur la période post-incarcération et sur les proches du contrevenant révèlent que les conséquences qu'ils subissent et l'aide qu'ils offrent sont toujours d'actualité durant cette période, leur causant ainsi une souffrance qui n'est pas à négliger. Force est de constater que cette détresse vécue par les proches de justiciables semble désormais être de plus en plus rapportée (Dolwick Grieb et al., 2014; Le Quéau et al., 2000; Magnan, 2011; Naser & Visher, 2006; Shollenberger, 2009; Withers, 2000).

Malgré cette tendance à s'intéresser davantage au vécu des proches des délinquants, indifféremment du moment dans le processus judiciaire, plusieurs auteurs dénoncent le manque flagrant d'études ciblant la famille du justiciable (Green, Ensminger, Robertson & Juon, 2006; Guenat, 2016; Hannem, 2008; Lehalle, 2017; Magnan, 2011; Strimelle & Poupart, 2004; Vacheret, 2017; Visher et al., 2004; Withers, 2003). D'ailleurs, Comfort (2007b) met en lumière que ce manque d'études est d'autant plus aberrant sachant que les premiers écrits sur le sujet datent de près d'un centenaire (Bloodgood, 1928; Sacks, 1938; Morris, 1965; voir Comfort, 2007b). Plus près de nous, Magnan (2011) spécifie que l'impact de l'incarcération chez les parents dont le fils adulte est détenu est peu abordé dans les écrits scientifiques, surtout au Québec.

Notons qu'au Québec, en ce qui a trait au retour dans la collectivité, une étude récemment publiée par Lalande, Dolmaire et Lévesque (2018) via la Sécurité publique du Québec permet de constater qu'en 2010-2011, 8 960 individus (dont 90% sont des hommes) ont été libérés d'une peine d'emprisonnement continue. À ceux-ci s'ajoutent les personnes ayant reçu une permission de sortir à des fins de réinsertion sociale (peines de moins de six mois) ($n = 629$), celles ayant reçu une permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (peines de six mois et plus) ($n = 173$)² ainsi que celles ayant reçu une libération conditionnelle ($n = 465$). Cela augmente donc considérablement le nombre d'individus qui ont réintégré la collectivité durant ces années (Lalande et al., 2018).

² Ce nombre correspond seulement à ceux ayant obtenu une libération conditionnelle après leur permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle. Le nombre total de cas ayant obtenu cette mesure de remise en liberté n'est pas indiqué dans ce rapport.

À la lumière de ces informations, il appert nécessaire d'étudier le vécu des membres de la famille d'adultes ayant été incarcérées. L'objet de ce rapport de stage vise plus précisément à approfondir les connaissances portant sur le vécu subjectif post-incarcération des membres de la famille des ex-détenus qui offrent l'hébergement à ces derniers, identifier leurs besoins et voir à répondre à ceux-ci. Ajoutons que le Regroupement canadien d'aide aux familles des détenu(e)s (Withers, 2003), qui reconnaît l'importance que peut avoir la famille d'un délinquant dans sa réinsertion sociale, va jusqu'à affirmer que : « L'aide aux familles et aux enfants touchés par l'incarcération et la réinsertion sociale est avantageuse pour toute la société, du fait qu'elle contribue à la prévention du crime. » (p. 9). Quelques années plus tard, Ewald et Uggen (2012) ajoutent : « *A steady job, stable family relationships, and secure housing are among the strongest predictors of leaving crime.* » (p. 95)

Ce rapport est divisé en quatre chapitres. Tout d'abord, en se basant sur le survol des écrits scientifiques que nous avons effectué, nous présentons des informations se rapportant au vécu des proches des personnes incarcérées ainsi que l'aide qu'ils leur apportent, tant pour la période de détention que la période post-incarcération. Cet état des connaissances nous amène à exposer la problématique sur laquelle notre projet académique se concentre.

Au second chapitre, d'une part, notre milieu de stage, l'Agence communautaire Maisonneuve, est présenté afin de saisir comment il nous a été possible d'être en contact avec les membres de la famille de condamnés, individus n'étant pourtant pas au sein du mandat du milieu. En effet, notons que notre milieu de stage est un service de surveillance en communauté qui œuvre auprès d'hommes adultes étant soumis à diverses mesures légales. D'autre part, le procédé que nous avons suivi afin d'être en mesure de nous entretenir avec quatre membres de la famille d'hommes suivis par notre milieu de stage est expliqué, ainsi que la méthode d'analyse de ces entrevues.

Le chapitre trois débute avec un portrait des quatre participants rencontrés dans le cadre de ce projet. Ensuite, nous exposons les résultats que nous avons tirés de ces entrevues semi-dirigées. Portant sur la période d'incarcération et celle post-incarcération,

les émotions et le ressenti que ces proches ont vécus sont présentés ainsi que l'investissement personnel qu'ils ont mis auprès de ce dernier. Subséquemment, nous développons sur le point de vue que les membres de la famille ont développé face au système judiciaire, de même que les divers besoins non répondus que nous avons retracés.

À la lumière des éléments relevés au chapitre trois, le quatrième et dernier chapitre nous amène à exposer nos constats et faire un parallèle avec la recension des écrits présentée au chapitre un. À la suite de cela, nous proposons des solutions et des pistes d'intervention pour tenter de répondre aux besoins des familles de personnes judiciairisées.

CHAPITRE 1 : ÉTAT ACTUEL DES CONNAISSANCES

Bien que non exhaustive, cette recension des écrits vise à mettre en lumière les connaissances actuelles quant au vécu des membres de la famille de condamnés adultes pendant et après l'emprisonnement de ces derniers.

Pour ce faire, ce chapitre est présenté en cinq parties. Tout d'abord, quelques statistiques en lien avec les personnes incarcérées au Québec seront présentées (Partie I). La Partie II présentera l'importance des liens entre le justiciable et sa famille. S'en suivra le vécu des membres de la famille de ces sentenciés durant la période d'incarcération (Partie III), puis durant la période post-incarcération (Partie IV). Ces deux dernières parties sont chacune subdivisées afin de présenter les diverses conséquences vécues par les membres de la famille des justiciables, ainsi que les différents types de soutien qu'ils proposent aux délinquants. À la lumière des informations présentées, nous expliquerons la problématique portant sur les proches des condamnés (Partie V).

PARTIE I. PORTRAIT DES DÉTENUS

Sachant que la condamnation d'un individu touche de près ou de loin divers acteurs gravitant autour de lui, dont sa famille, nous souhaitons mettre de l'avant des données propres à cette population. Toutefois, pour notre réalité canadienne et québécoise, il ne nous a pas été possible de trouver des statistiques récentes expressément sur la famille du justiciable. Les quelques rares informations sur ces familles datent de la publication de Robitaille, Guay et Savard, en 2002. Puisqu'aucune autre donnée de ce genre n'a été publiée par la suite, celles-ci représentent tout de même la meilleure approximation de l'état actuel des familles. Notons également que ces informations sont selon la perspective des contrevenants et non des membres de leur famille.

Robitaille et ses collaborateurs (2002) ont brossé un portrait de la clientèle correctionnelle du Québec en 2001 ($n = 1\,726$) touchant quatorze sphères différentes, allant de l'historique de vie de l'individu, à des données diverses en lien avec le moment de sa judiciarisation ainsi qu'à ses besoins futurs. Par exemple, ce portrait met en lumière que :

- 59,1 % des 1 693 répondants étaient en relation conjugale ou amoureuse au moment de leur arrivée aux services correctionnels (p. 32);
- 57,7 % des 1 713 répondants ont au moins un enfant (p. 34);
- 13,9 % des 992 répondants ont quatre enfants et plus (p. 34);
- 63,5 % des 1 651 répondants croient qu'être conseillé et soutenu par la famille d'origine pourrait les aider (p. 46);
- 57,9 % des 1 659 répondants croient que de se faire dépanner par la famille d'origine pourrait les aider (p. 46);
- 45,9 % des 1 665 répondants croient que de faire appel à ses proches pourrait les aider à régler leurs problèmes (p.46). (Robitaille et al., 2002)

PARTIE II. UNE HISTOIRE DE FAMILLE

Il ne semble pas y avoir de consensus parmi les chercheurs en ce qui a trait à la définition de la famille. Par exemple, certains auteurs incluent dans la famille toute personne partageant un lien de sang ou un lien légal, tel que les parents, la fratrie et les enfants, ainsi que les conjoints (Naser & Visser, 2006; Désesquelles & Kensey, 2006). D'autres auteurs vont aussi ajouter les amis de longue date que les justiciables considèrent comme étant un membre de la famille (Shollenberger, 2009). Dans certains cas, la famille du conjoint peut être incluse (Désesquelles & Kensey, 2006), ainsi que les membres de la famille éloignée (oncles, tantes, cousins, etc.) (Dolwick Grieb et al., 2014).

2.1. Durant l'incarcération

Quelle que soit la définition employée de la famille, au sens étroit ou large, il est reconnu depuis des années et dans plusieurs pays que les membres de la famille des condamnés sont impliqués durant l'incarcération de ces derniers. En effet, des études provenant entre autres de France (Désesquelles & Kensey, 2006; Le Quéau et al., 2000; Touraut, 2009), du Royaume-Uni (Richard, McWilliams, Batten, Cameron & Cutler, 1995), des États-Unis (Hairson, 1990; La Vigne, Naser, Brooks & Castro, 2005) et du Canada (Hannem, 2008; Lafortune, Barrette & Brunelle, 2005; Magnan, 2011; Vacheret, 2005) traitent des contacts maintenus entre une personne incarcérée et ses proches. Ces

contacts sont habituellement effectués par appel téléphonique, par échange de lettres ou grâce à des visites en institution. Par exemple, en France, Désesquelles et Kensey (2006) ont constaté que six prisonniers sur dix reçoivent la visite mensuelle d'un membre de leur famille proche. Selon ces mêmes auteurs, un détenu sur dix n'a aucun contact avec cette dernière.

Au niveau du Canada et pour la période d'incarcération, malgré les diverses études et publications portant sur les justiciables, aucune statistique claire portant sur les liens maintenus entre ces derniers et leurs proches n'a été retrouvée. Cela vaut pour la population carcérale tant provinciale que fédérale.

2.2. Après l'incarcération

Dès 1999, Nelson, Deess et Allen ont mis en lumière l'importance de la famille dans la réinsertion sociale d'un contrevenant. En ce sens, le manque de données quant au justiciable et sa situation familiale est étonnante, d'autant plus que La Vigne, Visher et Castro (2004) rapportent que, dans les quatre à huit mois suivant la libération d'un contrevenant, le support familial est le facteur qui diminuerait le plus le risque de retour en détention du justiciable. De plus, La Vigne, Mamalian, Travis et Visher (2003), Nelson et al. (1999) ainsi que Strimelle et Poupart (2004) mentionnent dans leurs études respectives que, si les liens maintenus avec les membres de leur famille sont positifs et prosociaux, la famille du justiciable est un facteur qui diminuerait le risque de récidive du contrevenant et les risques de rechute de consommation, facteur contributif au passage à l'acte délinquant.

Ajoutons les conclusions de Travis, Salomon et Waul (2001) qui rappellent qu'un des premiers défis auxquels le contrevenant doit faire face dès sa libération est de se trouver un logis. En 2004, Visher, La Vigne et Travis ont dénombré que 41,9 % (n = 148) des détenus ont été vivre chez un membre de leur famille à leur sortie de détention. De plus, lors de la sortie de détention, Dolwick Grieb et al. (2014) vont dans le même sens que Robitaille et ses collaborateurs (2002) en mettant de l'avant que les justiciables rapportent se fier principalement sur leur famille tant pour l'hébergement que pour un support financier et émotionnel, que pour se trouver un emploi.

PARTIE III. VÉCU DES FAMILLES DURANT LA DÉTENTION D'UN PROCHE :

3.1. Les conséquences

S'intéressant à l'impact de l'incarcération sur les familles, Carlson et Cervera (1991) ont publié que l'emprisonnement est l'une des crises familiales les plus graves en raison des diverses conséquences vécues par les membres de la famille des prisonniers.

D'un point de vue socio-anthropologique, Touraut (2009) s'est intéressée à ce qu'elle nomme *l'expérience carcérale élargie*. En d'autres termes, elle s'est concentrée sur le vécu des proches de justiciables face à l'institution carcérale. Cette expérience singulière vécue par ce qu'elle indique être les victimes collatérales a été abordée par de nombreux auteurs (Ewald & Uggen, 2012; Green et al., 2008; Naser & Visser, 2006; Reese Walker, 2013; Rodriguez & Turanovic, 2016; Touraut, 2009, 2012; Travis et al., 2001; Turanovic et al., 2012; Withers, 2000, 2003; Withers & Folsom, 2007), et comprend un large éventail de conséquences : sociales, identitaires, économiques et psychologiques. En ce sens, la présente section présente ces quatre catégories de conséquences vécues par les familles des justiciables. À noter toutefois que, dans les faits, la distinction entre les diverses sphères abordées n'est pas aussi nette et hermétique que ce qui est présenté.

3.1.1. Les conséquences sociales

Que ce soit volontaire ou involontaire, les proches des condamnés voient non seulement leurs liens avec le détenu se modifier, mais également leurs rapports avec leur entourage proche, voire avec la collectivité.

A) Rejet et exclusion sociale

De nombreuses études démontrent que les enfants ayant un parent incarcéré sont plus sujets à être isolés socialement (p. ex. Withers & Folsom, 2007; Hannem, 2008; Reese Walker, 2013; Rodriguez & Turanovic, 2016; Touraut, 2012; Turanovic et al., 2012). Déjà en 1976, Sack, Seidler et Thomas ont constaté que les enfants de moins de 18 ans ayant au moins un parent incarcéré se retrouvent souvent isolés et jugés. Cette étude rapporte

notamment que certains de ces enfants n'ont plus de visite à domicile de la part de leurs amis puisque les parents de ces derniers le leur interdisent.

Au Canada, Hannem (2008) s'intéresse à la stigmatisation vécue par les membres de la famille (conjointes, parents, enfant et membres de la fratrie) d'individus incarcérés. À partir des entretiens effectués (n = 26), cette auteure indique que, plus le membre de la famille est proche du délinquant, plus il est susceptible d'être rejeté par des amis, des collègues et parfois même par d'autres membres de sa famille. Notamment, il peut se faire reprocher de ne pas avoir été au courant des agirs criminels du justiciable malgré sa proximité avec lui. Aussi, Hannem rapporte que le rejet vécu par les proches s'accroîtrait si ceux-ci décident de maintenir les liens avec le condamné durant la détention. Cela s'expliquerait par le fait que les gens extérieurs à la situation semblent croire que les proches sont d'accord avec le crime qui a été commis. Finalement, Whithers (2003), Hannem (2008), Magnan (2011) et Guénat (2016) mettent tous l'accent sur le fait que ce rejet semble plus marqué lorsque le condamné a commis des délits à caractère sexuel.

En France, afin d'en apprendre davantage sur l'expérience carcérale élargie, Touraut (2012) a interviewé des membres de l'entourage de sentenciés (parents, conjointes, membres de la fratrie, enfants, tante et amis). Cette auteure indique que, indépendamment du lien qui les lie au condamné, plusieurs interviewés ont ressenti un sentiment d'exclusion sociale à un moment ou à un autre durant le processus judiciaire du délinquant. Touraut relève que ce rejet pouvait provenir de la famille, des amis et des collègues de travail comme de la collectivité, ce qui a aussi été souligné par Ewald et Uggens (2012), Hannem (2008), Le Quéau, et al. (2000), ainsi que Reese Walker (2013).

B) Stigmatisation

Selon le dictionnaire de l'Association Américaine de psychologie (2018), la stigmatisation est définie comme étant l'attitude sociale négative attachée à une caractéristique d'un individu. Également, ce concept implique une désapprobation sociale et peut entraîner injustement la discrimination et l'exclusion de cet individu.

La stigmatisation peut avoir des conséquences importantes sur le quotidien des proches. Par exemple, aux États-Unis, Comfort (2007a, 2007b) et Travis et al. (2001) constatent que les proches de justiciables sont susceptibles de perdre leur accès à certains services et programmes sociaux tel que les logements à coût modique en raison de la condamnation pénale d'un membre de leur famille.

Il n'est pas étonnant de constater que la stigmatisation vient souvent de pair avec l'exclusion sociale. Effectivement, plusieurs auteurs (Green et al., 2006; Hannem, 2008; Magnan, 2011; Naser & Visher, 2006; Reese Walker, 2013; Sack et al. 1976; Touraut, 2012; Travis et al., 2001; Withers & Folsom, 2007) rapportent que la stigmatisation est un autre problème social vécu par les membres de la famille des contrevenants, et qu'elle peut provenir autant des amis et de la famille que de la collectivité. De plus, il a été constaté que le niveau de stigmatisation qui sera vécu par les victimes collatérales est relatif à la nature du crime (Withers, 2000). Une fois de plus, les crimes sexuels sont ceux qui semblent engendrer le plus de stigmatisation chez les proches (Hannem, 2008; Le Quéau et al., 2000; Magnan, 2011; Withers 2003; Withers & Folsom 2007).

En se basant sur la publication de Condry (2007), Hannem (2008) explique que le mécanisme par lequel s'installe la stigmatisation passe par l'association du proche au détenu. Les proches, qui sont alors marqués par association au condamné, seraient coupables de ne pas s'être douté des comportements du justiciable, de ne pas l'avoir questionné davantage ou de ne pas avoir dénoncé ses agirs criminels. Ils seraient donc « coupables par omission » (Hannem, 2008, p. 186). Si le lien est maintenu durant l'incarcération, cela serait une « preuve » supplémentaire pour les personnes extérieures que ces proches ont peu de jugement, ou sont des personnes mauvaises, négatives. Par exemple, dans cette étude, des conjointes mentionnent avoir été choquées des conseils reçus de la part d'une agence montréalaise offrant des programmes aux familles de délinquants. Sans nommer cette ressource, elles disent que les professionnels y œuvrant leur auraient conseillé de s'éloigner du condamné, voir quitter la relation (Hannem, 2008). Toujours au Québec, Magnan (2011) rapporte que certaines personnes sont mêmes victimes de « commentaires désagréables » (p. 157), sans toutefois expliciter ceux-ci.

C) Isolement

Corroborant les écrits d'Hannem (2008) et Magnan (2011), Touraut (2012) aborde qu'en raison de l'anticipation du jugement et de la peur d'être incompris par des membres de leur entourage, les proches des justiciables peuvent en venir à s'isoler.

D'une part, la peur d'être stigmatisés et d'être rejetés peut amener les proches des contrevenants à maintenir le silence ou à mentir quant à cette sphère de leur vie. Leurs liens avec des collègues, des voisins ou tous autres citoyens rencontrés en sont réduits d'autant. D'autre part, advenant le cas où ces victimes collatérales décident de parler de leur situation, Touraut (2012) explique que celles-ci peuvent tout de même en venir à s'auto-exclure en raison de la réaction de l'entourage. Par exemple, cette auteure rapporte que des proches s'étaient fait proposer de l'aide, mais selon certaines conditions telles que l'exigence de couper les ponts avec la personne incarcérée.

Au Québec, Magnan (2011) s'est intéressée au vécu des parents ayant un fils détenu en établissement carcéral depuis au moins deux mois. Elle rapporte que l'incarcération du condamné peut devenir un sujet tabou au sein de la famille immédiate et créer de la discorde en raison des divergences d'opinions, par exemple une mère qui souhaite soutenir un enfant incarcéré alors que ses autres enfants s'opposent à cette idée.

Tout de même, il est intéressant de constater que, dans l'étude de Magnan (2011), les répercussions vécues par les proches de contrevenants en lien avec leurs relations avec leur entourage (familial, amical, professionnel) ne semblent pas être aussi négatives que celles des études françaises (Le Quéau et al., 2000; Touraut, 2009, 2012) et américaines (Carlson & Cervera, 1991; Comfort, 2007a, 2007b; Green et al., 2006; Naser & Visser, 2006; Reese Walker, 2013; Rodriguez & Turanovic, 2016, Travis et al., 2001; Turanovic et al., 2012). En effet, la plupart des personnes rencontrées par cette jeune chercheure mentionnaient avoir reçu un support considérable de la part de leur entourage, voire que certaines de leurs relations se sont vues améliorées. Une participante, la seule dont le fils était incarcéré pour un délit sexuel, mentionnait cependant avoir vécu davantage « de mauvaises expériences sociales » (p. 158).

D) Rupture des liens

Diverses études indiquent qu'un proche peut décider ou se voir obligé de couper les ponts avec le détenu à cause des coûts personnels et financiers et des impacts liés à la détention (Hannem, 2008; Naser & Visser, 2006; Shollenberger, 2009). Au niveau des coûts personnels, Touraut (2012) explique que certains proches de condamnés préfèrent se dissocier de ceux-ci afin de minimiser les conséquences liées à la stigmatisation.

Parmi les raisons pour lesquelles les proches en viennent à couper les liens avec la personne incarcérée, les plus récurrentes sont la distance à parcourir entre le domicile et l'établissement de détention, ainsi que les problèmes en lien avec le transport vers la prison (diZerega, 2011; Naser & Visser, 2006; Reese Waller 2013; Shollenberger, 2009; Touraut, 2012; Withers, 2000). Plus spécifiquement au Canada, Withers (2000, 2003) du Regroupement canadien d'aide aux familles des détenu(e)s rappelle que l'étendue du pays peut causer des difficultés au niveau du maintien des visites dans les cas où les sentenciés doivent purger une peine en établissement pénitentiaire.

Shollenberger (2009) a retracé d'autres raisons amenant l'entourage (parents, grands-parents, fratrie, conjointes, enfants et petits-enfants, autres liens familiaux et amis) à cesser les contacts avec le prisonnier : la réglementation et les coûts quant aux appels téléphoniques, le malaise ressenti face à la prison, les horaires non flexibles de l'établissement carcéral, les règlements à respecter durant les visites ainsi que les coûts reliés aux visites. En 2006, Naser et Visser avaient identifié ces mêmes justifications et y ajoutaient la problématique de logistique en lien avec la garde des enfants durant le temps requis pour les visites, notamment lorsque celle-ci implique de longs déplacements.

Finalement, les conséquences liées à l'incarcération d'un conjoint seraient si importantes qu'il y aurait une forte association entre l'incarcération d'un individu et le taux de divorce et de séparation (Western, Lopoo & McLanahan, 2004; Lopoo & Western, 2005; tirés de Rodriguez & Turanovic, 2016). Rappelant les conclusions de Huebner (2007) ainsi que Geller, Garfinkel et Western (2011), Rodriguez et Turanovic (2016) rappellent que les risques de séparation s'accroissent dans les cas où le couple présentait des problèmes financiers et émotionnels avant la période d'incarcération.

3.1.2. Les conséquences identitaires

En raison des nombreux bouleversements apportés par l’incarcération d’un détenu, des auteurs tels que Comfort, (2003, 2007b), Rodriguez et Turanovic (2016) ainsi que Touraut (2009, 2012) indiquent que cette détention peut engendrer un remaniement de l’identité personnelle du proche.

Selon Touraut (2009), il y aurait trois formes d’expérience carcérale élargie : *dévastatrice*, *retournée* et *combative*. Ces trois catégories, présentées au Tableau I, sont associées à des changements au niveau du rapport du proche face au stigmaté, à l’expérience biographique et à l’institution carcérale.

Tableau I
Idéaux-types d’expérience carcérale élargie

Expérience carcérale élargie		Dévastatrice	Retournée	Combative
Axes structurants				
Rapport au stigmaté	Par rapport à autrui	Honte	Retournement du stigmaté	Statut revendiqué
	Par rapport aux autres proches	Déplacement du discrédit	Expérience partagée, empathie	Récrimination des autres proches
Rapport à l’expérience biographique		« Sans lui, je ne suis plus et la vie s’arrête. »	« Une rupture qui forge. »	Vivre pour lui. « Je l’aide, donc je suis. »
Rapport à l’institution		<i>Apathy</i> Obéissance craintive et apathique	<i>Loyalty</i> Loyauté conformiste ou tactique	<i>Voice</i> Nécessite de s’exprimer (en son nom et pour les autres)

Tiré de Touraut, C. (2009) L’expérience carcérale élargie, p.255

A) Rapport au stigma et à l’expérience vécue

Pour les gens vivant l’expérience carcérale élargie dite *dévastatrice*, aucune distanciation n’est établie avec le stigmaté associé au statut de proche de détenu « qui brise l’identité » (Touraut, 2009, p. 255). Ceci crée une « cassure identitaire » puisqu’ils

s'approprient les « stéréotypes dépréciatifs associés à leur nouveau statut » (Touraut, 2012, p. 258). En ce sens, les proches travaillent à protéger leur identité personnelle et cherchent à cacher cette histoire judiciaire. Ils vivent honte et culpabilité face à la situation et ne perçoivent que du négatif face à celle-ci. Touraut (2012) constate que ces individus se disent détruits par cet événement. La plupart des proches vivront dans un premier temps cette expérience et se soldera uniquement lorsqu'ils seront en mesure de donner un sens à leur expérience judiciaire. Cette situation ne se produirait toutefois pas dans tous les cas.

Les individus vivant l'expérience carcérale dite *retournée* démontrent quant à eux un travail réflexif face à l'incarcération de leur proche puisqu'ils en viennent à « retourner le stigmatisme carcéral » (Touraut, 2012, p. 273). Percevant cet événement comme un moment décisif dans le parcours de leur vie, les proches des contrevenants se sentent plus à l'aise de parler de leur situation à des personnes de confiance. De plus, malgré les bouleversements causés par la détention du délinquant, les proches ressortent du positif de cette incarcération, tant pour eux que pour la personne emprisonnée. À partir de cette tragédie, Touraut dégage de leurs discours que cela leur a permis de se forger une personnalité plus forte et de reconnaître les personnes réellement significatives dans leur entourage.

Finalement, bien que cette catégorie renferme moins d'individus, il est possible que les proches des condamnés vivent l'expérience carcérale dite *combative*. Selon Touraut, cette forme d'expérience se manifeste à travers le fait que l'événement s'inscrit pour eux en continuité avec leur parcours de vie et que leur identité n'en est que peu ébranlée. Ils disent alors adhérer pleinement à leur statut de proche de détenu et militent pour faire tomber les préjugés et briser les stéréotypes liés à leur statut. Ces individus décident de prendre une part active pour dénoncer ce qu'ils vivent et parler pour ceux qui sont en détention. En ce qui a trait à leurs relations sociales, ces personnes mentionnent être en paix avec d'éventuelles coupures avec des membres de leur entourage.

B) S'approprier l'expérience carcérale

Touraut (2012) rapporte que plusieurs proches tendent à s'approprier l'expérience carcérale du détenu. En d'autres termes, en raison du stigma social, ceux-ci ont

l'impression de vivre une forme d'incarcération analogue à celle du condamné par la solitude et l'isolement social dont ils sont victimes, ce qui entraînerait des changements au niveau identitaire. En ce sens, certains interviewés mentionnent toujours avoir la prison non loin dans leurs pensées et se sentent en quelque sorte « emprisonnés ».

Le phénomène de l'appropriation de l'expérience carcérale de la part des proches des détenus est bien connu. En effet, Comfort (2003) va même jusqu'à formuler une expression qui est désormais utilisée par d'autres auteurs (p.ex. Rodriguez & Turanovic, 2016; Shammas, 2017) celle de « *quasi-inmate* ». Ce terme réfère à la stigmatisation, à la solitude et aux exigences des services correctionnels auxquelles les visiteurs des détenus doivent répondre. Par exemple, pour visiter le condamné, les *quasi-inmates* vivent au rythme de la prison, sont soumis à des enquêtes et doivent se plier au contrôle et à la surveillance des autorités carcérales (p.ex. horaires de visite restreints, questionnaires, fouilles, etc.). Les auteurs parlent alors de prisonisation secondaire (*secondary prisonization*) des *quasi-inmates*, soit un « processus de socialisation, d'intégration des normes carcérales et de soumission au contrôle pénal » similaire à celui vécu par la personne incarcérée avec ses codétenus (Comfort, 2007a, p. 25). En résumé, les proches des détenus semblent développer une identité semblable à ceux-ci.

C) Réorganiser le quotidien

Finalement, faisant face à un bouleversement de leur routine quotidienne, les membres de la famille des détenus se voient dans l'obligation de réorganiser leur quotidien et d'apprendre à « faire sans » ce proche incarcéré (Touraut, 2012). Plusieurs auteurs tels que Datchi, Barretti et Thompson (2016), Rodriguez et Turanovic (2016), Touraut (2012), Turanovic et al. (2012) ainsi que Withers (2000) mettent de l'avant qu'en raison de l'incarcération, les proches de contrevenants doivent apprendre de nouveaux rôles, de nouvelles responsabilités ainsi que de nouvelles tâches. Par exemple, les proches vont devoir remplir les tâches autrefois remplies par le détenu, tel que payer les comptes, ce qui peut nécessiter des apprentissages.

Du point de vue des conjointes, Withers (2000) mentionne que celles-ci doivent apprendre à faire face aux défis propres à la vie monoparentale. D'autres fois, ce sont les

parents du prisonnier qui doivent prendre la charge leurs petits-enfants. Selon l'étude de Withers et Folsom (2007) qui a été menée dans un pénitencier ontarien, plus de la moitié des hommes (282 sur 534) sont parent d'au moins un enfant mineur. Dans cette étude, ce sont principalement les mères (76 à 80 %) et les grands-parents (8 à 11 %) qui se retrouvent avec la garde complète des enfants. Ces données sont similaires à celles obtenues par Turanovic et ses collaborateurs en 2012 auprès d'un échantillon américain qui rapportaient que, lors de l'incarcération du père, la mère de l'enfant s'en occupe dans 70 % des cas et les grands-parents dans 24 % des cas.

3.1.3. Les conséquences économiques

Les auteurs qui se sont penchés sur la question montrent que l'incarcération d'un individu a des impacts sur la sphère financière de son entourage, surtout si les liens sont maintenus durant l'emprisonnement (Guenat, 2016; Hannem, 2008; Le Quéau et al., 2000; Magnan, 2011; Reese Walker, 2013; Shollenberger, 2009; Touraut, 2012). Les coûts sont tels qu'il arrive parfois que les proches des détenus en viennent à devoir couper les ponts.

A) Diminution des revenus et augmentation des dépenses

En 2005, Travis, Cincotta McBride et Solomon ont recensé que 60 % des pères détenus avaient un emploi à temps plein avant leur incarcération. Dans bien des cas, ceci représentait alors le meilleur salaire de la famille. En ce sens, pour reprendre l'idée de Touraut (2012), la sanction pénale appauvrit le détenu et sa famille qui sont déjà à risque d'avoir un statut socio-économique plus bas que la moyenne (Datchi et al., 2016; La Vigne et al., 2005; Touraut, 2013; Turanovic et al., 2012).

À ce retrait de revenu familial s'ajoutent des coûts non négligeables reliés à l'incarcération : appels téléphoniques à frais virés, frais d'avocat, prêts au détenu, frais de déplacement et d'hébergement lors des visites, etc. (Comfort, 2007a, 2007b; Green et al., 2006; Guenat, 2016; Hannem, 2008; Magnan, 2011; Naser & Visser, 2006; Reese Walker, 2013; Touraut, 2012; Travis et al. 2005; Visser et al., 2004; Withers, 2000).

Finalement, dans les cas où les parents de la personne incarcérée ont la charge des enfants de ce dernier, Rodriguez et Turanovic (2016) soulignent l'importance des coûts supplémentaires qu'ils doivent supporter.

B) Modification au niveau de l'emploi

Lorsque la personne incarcérée était le principal pourvoyeur du foyer, il n'est pas rare de constater une augmentation des heures travaillées par son proche. En effet, afin de pallier au déficit de revenu, celui-ci travaillera davantage pour être en mesure de payer les dus (Touraut, 2012). Toutefois, Datchi et al. (2016) ainsi que Murphew et Cooper (2015) font remarquer que, dans les cas où la conjointe du détenu travaille davantage et qu'ils ont des enfants, cela peut être dommageable au niveau développemental et psychologique pour ces derniers puisque ceux-ci sont moins surveillés et encadrés.

À l'inverse, la condamnation pénale peut avoir un effet de diminution du temps travaillé. Diverses raisons peuvent motiver l'individu à diminuer ses heures ou arrêter son travail. Entre autres, des proches de détenus peuvent diminuer leurs heures de travail afin d'augmenter leurs disponibilités pour le condamné (Green et al., 2008; Hannem, 2008; Touraut, 2009, 2012; Travis et al., 2001). Cependant, cette réduction d'heures travaillées n'est pas toujours volontaire. En ce sens, des auteurs rapportent que l'incarcération et les événements entourant celle-ci font vivre des émotions aux proches de détenus au point d'en avoir amené certains à l'arrêt de travail (Green et al., 2008; Hannem, 2008; Magnan, 2011; Reese Walker, 2013; Touraut, 2012; Travis et al., 2005; Travis et al., 2001). Touraut (2012) rappelle que cela vient fragiliser davantage la situation économique du contrevenant et de ses proches.

C) Répercussions sur le logement

Selon les écrits scientifiques, les pertes financières peuvent être telles que la famille du justiciable est contrainte de déménager. Reese Walker (2013), Datchi et al. (2016) ainsi que Touraut (2012) indiquent qu'il peut être difficile pour ces familles de subvenir à leurs besoins de la même manière que lorsque le détenu était au foyer. Dans d'autres cas, les familles peuvent déménager afin de se rapprocher de l'établissement de

détention où leur proche est maintenu (Touraut, 2012), ou emménager avec des membres de leur famille afin de contrer la solitude (Touraut, 2009).

Dans le cas où l'enfant du détenu est pris en charge par ses grands-parents, celui-ci peut être amené à déménager avec ses nouveaux pourvoyeurs (Comfort, 2007b; Rodriguez & Turanovic, 2016). Notons que ces grands-parents sont susceptibles de devoir trouver un nouveau logis afin d'offrir un endroit pouvant tous les héberger. Également, Comfort (2007b) met en lumière le fait que certains enfants peuvent être amenés à changer de domicile, voire de ville, s'ils sont pris en charge par les services sociaux durant l'incarcération de leur parent.

3.1.4. Les conséquences psychologiques

Les conséquences psychologiques se rapportent au monde interne et au ressenti d'un individu. En ce sens, les proches de délinquants vivent entre autres des émotions et des sentiments étroitement liés à la situation judiciaire de ceux-ci. Ces émotions peuvent influencer leur fonctionnement dans leur quotidien. Magnan (2011), Shanahan et Agudelo (2012) ainsi que Datchi et ses collaborateurs (2016) mentionnent de fait que l'intensité à laquelle les proches vivront l'incarcération du condamné est tributaire de la qualité de leur relation avant la période de détention.

A) Le stress et les émotions s'y rattachant

Pour plusieurs, les proches des détenus peuvent être amenés à passer par une gamme d'émotions, plus souvent négatives que positives. Withers (2000)³ présente sous forme de tableau diverses émotions pouvant être vécues par ces proches. Ce cycle émotionnel est divisé selon les diverses périodes de l'incarcération (voir Tableau II).

³ Le nombre exact de participants et la méthode spécifique utilisée ne sont pas accessibles au public (les données proviendraient de consultations publiques dans diverses collectivités du Canada, de membres de la famille de détenus ainsi que de dirigeants et membres du personnel correctionnel, ce qui correspondrait à environ 750 participants). De plus, ce document n'a pas été soumis à un comité de révision par les pairs. Ces résultats doivent donc être interprétés avec parcimonie. Malgré le manque d'informations, les Services correctionnels du Canada se sont basés entre autres sur ce rapport pour diverses publications.

Tableau II
Cycle émotionnel de l’incarcération

Période	Exigences et facteurs de stress
Arrestation, procès et condamnation	<ul style="list-style-type: none"> - Appréhension de la perte et deuil initial - Détachement et éloignement par rapport au proche incarcéré - Renégociation de la relation
Incarcération	<ul style="list-style-type: none"> - Désordre émotionnel - Réorganisation de la relation - Stabilisation de la famille - Appréhension de la libération conditionnelle et de la réinsertion sociale
Libération conditionnelle/ Réinsertion sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Renégociation de la relation - Réinsertion sociale et stabilisation de la relation

Tiré de Withers, L. (2003) Une approche et une politique stratégiques visant à répondre aux besoins des familles des contrevenants, p. 47

Parmi les auteurs ayant étudié la question, il semble y avoir un consensus quant à la présence de stress chez les proches des détenus (Datchi et al., 2016; Dolwick Grieb et al., 2014; Naser & Visser, 2006; Rodriguez & Turanovic, 2016; Sack et al., 1978; Travis et al., 2001; Turanovic et al., 2012; Withers, Holland & Martin, 2005). À ce stress, Hannem (2008) ajoute que les proches semblent vivre de la colère, de la tristesse, de la culpabilité et de la honte, émotions que plusieurs autres auteurs ont également relevées (Carlson & Cervera, 1991; Comfort, 2003, 2007a, 2007b; Green et al., 2006; Le Quéau et al., 2000; Magnan, 2011; Reese Walker, 2013; Touraut, 2009, 2012; Withers, 2000, 2003). En raison du sentiment de culpabilité vécue par les proches de délinquants, Comfort (2003) et Touraut (2012) font un lien avec l’appropriation de l’expérience carcérale en rapportant que certains de ces proches mettent leurs projets futurs sur « pause » le temps de l’incarcération, ou encore s’empêchent de prendre un moment pour soi.

Des auteurs tels que Green et al. (2006), Le Quéau et al. (2000) et Magnan (2011) rapportent que les proches de condamnés peuvent vivre de la déprime, de l’anxiété et de la détresse psychologique. D’ailleurs, l’étude longitudinale de Green et al. (2006) menée aux États-Unis auprès de mères afro-américaines ayant un fils incarcéré relève que plus l’incarcération est récente, plus la mère présentera une grande détresse psychologique.

En toile de fond aux diverses émotions énumérées se dresse le sentiment de solitude, sentiment documentée par divers auteurs (Comfort 2003; Le Quéau et al., 2000; Magnan 2011; Touraut, 2009; Turanovic et al., 2012; Withers et al., 2005) :

« La solitude traduit la souffrance et le manque de celui qui est détenu. Elle résulte aussi de l'impression de ne pas être compris par leur entourage et de ne pas avoir d'interlocuteur bienveillant pour exprimer leur ressenti » (Touraut, 2012, p.88).

En ce qui concerne les enfants des justiciables, Travis et ses collaborateurs (2001) constatent que l'impact qu'a l'incarcération d'un parent sur son enfant est fortement influencé par le lien qui les unissait avant la période d'incarcération. En ce sens, plus la relation était positive entre l'enfant et son parent, plus l'incarcération de ce dernier serait vécue difficilement par l'enfant.

Finalement, il est possible que les proches des sentenciés ressentent un certain soulagement de savoir que ces derniers sont incarcérés et pris en charge par l'État (Carlson & Cervera, 1991; Green et al., 2006; Reese Walker, 2013; Rodriguez & Turanovic, 2016; Touraut, 2009; Travis et al., 2005; Travis et al., 2001). Par exemple, une famille peut se sentir libérée si l'individu emprisonné agressait sexuellement des membres de sa famille. Cela est également vu dans les cas où le condamné a un problème de toxicomanie, un trouble de santé mentale ou des comportements violents. Pour ce dernier cas, Travis et ses collaboratrices (2005) relèvent que les proches de ces condamnés peuvent vivre des changements personnels significatifs et gagner de l'autonomie et de l'indépendance.

B) Sentiment de deuil

Selon Carlson et Cervera (1991), Comfort (2007a, 2007b), Reese Walker (2013), Rodriguez et Turanovic (2016) ainsi que Touraut (2012), l'expérience carcérale élargie renferme une composante semblable à celle du deuil. Un deuil de la sorte n'est toutefois pas « *openly recognized and not defined as socially significant. Incarceration is one of those circumstances in which the reality of the loss itself is not socially validated.* » (Arditti, 2005, p. 253).

Comfort (2007b) rappelle une étude de Daniel et Barrett qui, déjà en 1981, avaient constaté que les conjointes de détenus ressentait des symptômes émotionnels typiques du deuil. Toujours selon Comfort (2007a, 2007b), les enfants ayant un parent incarcéré sont aussi susceptibles de vivre des sentiments s'apparentant au deuil. Le tout serait surtout remarqué dans les cas où le retrait du parent se fait abruptement (Arditti, 2005; Comfort, 2007a, 2007b; Rodriguez & Turanovic, 2016).

C) Santé physique et mentale

L'incarcération a des effets néfastes tant sur la santé physique que mentale. Ces effets indésirables sont constatés chez les conjointes des détenus, leurs parents ainsi que leurs enfants. Par exemple, Dolwick Grieb et al. (2014) ont conclu que le stress vécu par les parents de condamnés serait plus grand que celui vécu par leurs conjointes et que ce stress influencerait négativement leur état de santé. À noter que Kruger et De Loney (2009) soulèvent que plus une personne a une relation étroite et unie avec le détenu, plus sa santé physique et mentale sera détériorée.

Les proches de justiciables peuvent être épuisés puisqu'ils vivent dans un « état d'anxiété constant » (Touraut, 2009, p. 222). D'ailleurs, divers auteurs indiquent que cette anxiété peut leur causer des problèmes de santé (physique et psychologique), pouvant résulter en la prise de médication (Comfort, 2003, 2007b; Naser & Visser, 2006; Sack et al., 1976; Touraut, 2012). L'emploi des proches peut être affecté dans certain cas.

Parmi les affections physiques constatées par les auteurs se retrouvent le manque d'énergie (Le Quéau et al., 2000; Touraut, 2012), des maux de tête ainsi que des douleurs à la poitrine (Reese Walker, 2013; Touraut, 2012), des douleurs chroniques (Rodriguez & Turanovic, 2016), des problèmes de tension artérielle, une perte ou un gain de poids excessif (Touraut, 2012).

En ce qui a trait la santé psychologique, des troubles de sommeil (Daniel & Barrett, 1981; Le Quéau et al., 2000; Magnan, 2011; Touraut, 2012), des symptômes dépressifs (Magnan, 2011; Rodriguez & Turanovic, 2016) et des problèmes liés à l'anxiété (Comfort, 2003; Datchi et al., 2016; Touraut, 2009, 2012) ont été relevés.

Chez les enfants de détenus, il semble que leur santé mentale soit également affectée par l'emprisonnement de son parent (Datchi et al., 2016; Sack et al., 1976). Ces auteurs qualifient cet événement de traumatique. Allant dans ce sens, Comfort (2007b) ainsi que Rodriguez et Turanovic (2016) ont relevé des cas de dépression, d'anxiété, d'agressivité et d'état de stress post-traumatique chez ces enfants.

3.2. Le soutien offert

Malgré les difficultés socio-économiques vécues par les proches des détenus, ceux-ci sont susceptibles d'offrir un soutien au condamné durant la période de détention. Ainsi, Naser et Visser (2006) ainsi que Strimelle et Poupart (2004) mentionnent que la famille du prisonnier est au cœur de son réseau social puisqu'elle est souvent le seul lien maintenu durant l'incarcération. Cependant, leur niveau d'implication serait tributaire de la qualité de la relation pré-incarcération (Datchi et al., 2016).

Bien que plusieurs sujets soient récurrents, il ne semble pas y avoir de consensus parmi les auteurs quant aux divers termes utilisés pour catégoriser les types de soutien. Ainsi, les types de soutien seront présentés sous trois formes : psychologique, aux obligations ainsi que matériel.

3.2.1. Le soutien psychologique

Le soutien psychologique se retrouve sous deux formes principales, soit le soutien émotionnel et moral et le soutien identitaire.

Selon Strimelle et Poupart (2004), Visser et al. (2004) ainsi que Naser et Visser (2006), les familles des condamnés sont susceptibles d'offrir un support émotionnel à celui-ci. Selon l'étude de Fontaine, Gilchrist-Scott, Denver et Rossman (2012), la famille du délinquant serait sa première source de support émotionnel durant son incarcération. Magnan (2011) explique que ce soutien prend majoritairement « la forme d'une présence réconfortante » (p. 163), ce qui inclut les visites en établissement, l'écoute offerte et les encouragements lors des visites et lors des échanges téléphoniques. En ce qui a trait au soutien moral, Touraut (2012) signifie que celui-ci « permet au condamné de mieux

supporter psychologiquement les contraintes de la vie carcérale. » (p. 156). L'exemple principal qu'elle aborde est la visite au parloir. En effet, ces visites, tout comme les discussions lors des échanges téléphoniques, aident le détenu à « tenir le coup » et à surmonter les épreuves.

Le soutien identitaire tel que le conçoit Touraut (2012) vise à protéger le détenu de « l'emprise de la prison et de la socialisation carcérale jugée néfaste » (p. 159). Ce soutien permettrait ainsi de limiter les effets de désocialisation et de garder les rôles familiaux qu'il avait hors de l'établissement carcéral. Un exemple typique du soutien identitaire serait le père qui est en prison et qui reçoit la visite de sa conjointe avec leur jeune enfant. Pendant l'espace d'un moment, il peut retrouver son rôle de père de manière concrète, par exemple, en jouant avec l'enfant.

Les données recueillies par Guenat (2016) corroborent celles présentées précédemment. En ce sens, le soutien que l'auteure qualifie d'émotionnel et d'affectif se concrétise, par exemple, par de petites attentions reçues de la part des membres de leur famille ou encore par des appels et des visites afin de prendre des nouvelles du condamné et qu'il se sente entouré. Une sphère importante de ce type de soutien est le « sentiment de normalité que leur apporte leur famille » (Guenat, 2016, p. 68).

3.2.2. Le soutien aux obligations

Le soutien aux obligations est comparable au soutien substitutif de Touraut (2009). Pour reprendre ses termes : « Le proche peut être vu comme le bras agissant, l'émissaire du détenu contraint à l'inaction. [...] le proche s'attache à maintenir les constituants de la vie du détenu pour préserver sa place dans la société en agissant en son nom. » (p. 319). Le proche du condamné s'assure ainsi de remplir les obligations de la personne incarcérée durant son absence (p. ex. payer le loyer, s'occuper des enfants du détenu, etc.) (Dolwick Grieb et al., 2014; Green et al., 2006; Naser & Visser, 2006; Turanovic et al., 2012). De plus, étant restreint par l'établissement carcéral, le prisonnier peut avoir recours à ses proches pour qu'ils effectuent diverses démarches administratives (Touraut, 2009, 2012), ce que Magnan (2011) nomme soutien informationnel.

3.2.3. Le soutien matériel

Le dernier type de soutien regroupe le soutien matériel de Guenat (2016) et Strimelle et Poupart (2004), le soutien pratique de Touraut (2012) et le soutien instrumental de Magnan (2011). Ces auteurs incluent dans ces catégories les dons de biens matériels (vêtements, cigarettes, etc.) et le soutien monétaire (prêt ou don d'argent). Pour Touraut (2012), ce type de soutien « doit permettre d'améliorer les conditions de vie en détention » (p. 155), tandis que pour Guenat (2016), le soutien matériel permet de pallier aux divers déficits vécus par le délinquant.

D'autres auteurs tels que Green et al. (2006), Naser et Visser (2006), Reese Walker (2013) ainsi que Visser et al., (2004) parlent du support financier qu'apporte les proches des contrevenants à ces derniers durant l'incarcération.

3.3. Les besoins

Prenant en compte les conséquences que les membres de la famille du condamné vivent durant l'incarcération ainsi que tout le support qu'il lui offre, il ressort des écrits scientifiques que ces proches du prisonnier sont pris avec certains besoins.

Un besoin bien documenté est celui psychologique et émotionnel (Fontaine et al., 2012; Hannem, 2008; Le Quéau et al., 2000; Magnan, 2011; Touraut, 2009; Withers, 2000, 2003). En France, Le Quéau et ses collaborateurs (2000) rapportent de leur enquête exploratoire auprès de familles de détenus que la majorité des participants signalaient un besoin de parler, un désir de se confier et un besoin d'être aidé, voire pris en charge. Allant dans le même sens, Touraut (2009) remarque que, relevant de l'isolement face à la situation, les proches des contrevenants ont un grand besoin de parler, ce qu'elle qualifie du besoin de soutien moral et psychologique. Toutefois, les participants de sa thèse doctorale déploraient ne pas savoir à qui s'adresser afin d'obtenir ce soutien exempt de jugement. Ce constat est tout aussi vrai au Canada. C'est ce que rapporte, le Regroupement canadien d'aide aux familles des détenu(e)s rapporte dans sa publication :

« Lors du processus de consultation publique, les membres des familles qui ont assisté aux consultations ont souvent été étonnés de découvrir toutes

les organisations en mesure de leur fournir des services, s'ils veulent s'en prévaloir. Ils ont également indiqué que les organisations et les aumôneries communautaires et de l'établissement faisaient souvent mal connaître leurs services. » (Withers, 2003, p. 29)

Selon ce même auteur, les membres des familles auraient apprécié un service de renseignement et d'aiguillage précis afin « d'obtenir l'aide socio-émotionnelle, les mesures de protection de la santé mentale et le soutien financier nécessaires. » (Withers, 2003, p. 61).

Toujours au Canada, Hannem (2008) indique que, selon la perspective des personnes interrogées, il y avait un manque de ressources, ce qui leur engendrait des frustrations, voire de la colère. Elles déploraient le fait qu'il y aurait une mauvaise communication entre les différentes instances en établissement carcéral.

Finalement, au Québec, Magnan (2011) rapporte que les parents ayant un fils détenu avaient :

« [...] le besoin d'avoir accès à une personne qui aurait fait preuve de compréhension à leur égard. Ils auraient alors pu se confier sans craindre d'être jugés ». Elle indique aussi que, parmi les parents de constituant l'échantillon de son étude, certains ont fait référence au besoin « de se retrouver parmi des gens vivant une situation similaire, par exemple, dans un groupe d'échange avec d'autres parents de détenus » (p. 173).

PARTIE IV. VÉCU DES FAMILLES APRÈS LA DÉTENTION D'UN PROCHE :

Tel que Touraut (2009) le rapporte, « l'expérience carcérale élargie s'étend de manière résiduelle au-delà de la sortie [d'incarcération] du détenu ». En effet, pour reprendre les termes exacts de Hannem (2008, p. 238) : « *A man's release from prison signifies the beginning of an entirely new period of emotions, adjustments, and unanticipated consequences for his family.* ». Parallèlement au moment de la sortie, la famille prend un rôle de soutien (Datchi et al., 2016; Guenat, 2016; Hannem, 2008; La Vigne et al., 2004; Shollenberger, 2009; Visher et al., 2004).

4.1. Les conséquences

Les conséquences vécues par les membres de la famille de justiciables durant cette période sont similaires à celles vécues durant l'emprisonnement de ces derniers. En ce sens, des conséquences aux niveaux social, identitaire, économique et psychologique sont constatés.

4.1.1. Conséquences sociales

Même après l'incarcération du condamné, il est possible que la famille de celui-ci subisse de la stigmatisation et de l'exclusion.

Par exemple, tout comme durant l'incarcération, Withers (2000), Hannem (2008) et Shollenberger (2009) mentionnent que les proches de contrevenants peuvent avoir un différend avec des membres de leur entourage, pouvant aller jusqu'à la rupture de ces relations, principalement si les proches s'investissent à plusieurs niveaux (personnellement, monétairement, commodités, etc.) auprès du nouveau libéré.

Également, Withers et ses collaborateurs (2005) soulignent que le stigma peut être particulièrement fort dans les cas où la libération est médiatisée, entraînant des préjugés et possiblement de l'exclusion sociale.

4.1.2. Conséquences identitaires

La famille qui a dû se réorganiser après le départ de son proche pour une période d'incarcération fait face au même type de problématique lors de son retour (Datchi et al., 2016; Dolwick Grieb et al., 2014; Hannem 2008; Touraut, 2009, 2012; Withers et al., 2005). En effet, le libéré et son proche doivent se réajuster alors que les rôles et responsabilités doivent être renégociés. Par exemple, le justiciable peut tenter de « rattraper le temps perdu » auprès de ses enfants, ce qui peut engendrer des conflits au sein de la famille (Hannem, 2008). Quant à Dolwick Grieb et al. (2014), ceux-ci mentionnent que tant le proche du condamné que le libéré peuvent avoir cheminé durant la période d'incarcération. Par exemple, dans cette étude, une dame dit : « *People don't stop changing, they don't stop growing mentally while they are separated.* » (Dolwick

Grieb et al., 2014, p. 1191). Dolwick Grieb et ses collaborateurs (2014) spécifient de plus que la communication peut être lacunaire dans les premiers temps de la remise en liberté, et expliquent que cela peut être causé tant par l'incapacité du contrevenant à parler de son expérience carcérale que par le manque de compréhension de la part des proches.

Finalement, Hannem (2008), Comfort (2007a, 2007b) et Withers, Holland et Martin (2005) rapportent que plusieurs des participants interrogés déplorent le fait qu'ils ne savent plus où se positionner quant aux services correctionnels et leur proche judiciaire. Certains dénoncent avoir l'impression d'être surveillés, comme s'ils sont soumis eux-mêmes aux modalités de remise en liberté du justiciable. D'autres participants rapportent se sentir utilisés par les services correctionnels afin de soutirer des informations à propos du contrevenant.

4.1.3. Conséquences économiques

Dolwick Grieb et al. (2014) rappellent que la période de détention a fragilisé l'état financier des proches des condamnés. Malgré cette précarité financière, il semble avoir un consensus quant au fait que la famille constitue un support considérable au niveau financier durant les premiers mois post-incarcération (Comfort, 2003, 2007b; Datchi et al., 2016; Dolwick Grieb et al., 2014; Guenat, 2016; Hannem, 2008; Magnan, 2011; Naser & Visser, 2006; Touraut, 2012; Visser et al., 2004). Entre autres, les proches sont susceptibles d'apporter un support financier direct (p.ex. dons ou prêts) ou indirect (p.ex. en payant pour des thérapies ou en remboursant des dettes).

Affaiblissant indirectement l'économie des proches de contrevenants, Shollenberger (2009) rapporte quelques cas où les proches qui offrent l'hébergement aux délinquants se sont fait voler divers biens par ces derniers.

4.1.4. Conséquences psychologiques

Bien que le retour en collectivité d'un détenu puisse contenir un aspect de fébrilité et d'espoir de « retour à la vie normale », il semble que cette période puisse également comporter des conséquences psychologiques telles que le stress et l'anxiété (Brunton-

Smith & McCarthy, 2017; Comfort, 2007b; Dolwick Grieb et al., 2014; Hannem, 2008; Lafortune et al., 2005; Naser & Visher, 2006; Shollenberger, 2009; Touraut, 2012; Travis et al., 2003; Withers et al., 2005). Shollenberger (2009) va même jusqu'à dire que, pour les proches des délinquants, cette anxiété post-incarcération serait la plus grande difficulté vécue durant cette période judiciaire. D'ailleurs, Dolwick Grieb et al., (2014) constatent que les parents des nouveaux libérés vivent plus de stress que les conjoint(e)s de ces derniers. Ce stress peut avoir un impact significatif sur la santé et le bien-être physique et psychologique de ces individus. Les raisons amenant les proches des contrevenants à ressentir du stress et de l'anxiété d'une si grande importance sont multiples.

Entre autres, Hannem (2008) relève que des proches du justiciable peuvent vivre des inquiétudes en lien avec les conditions de remise en liberté de ce dernier (liberté conditionnelle, ordonnances de la Cour, etc.). Cette auteure spécifie que le niveau de préoccupation de ces proches est lié à la nature des accusations. Hannem (2008) constate que les cas de violence et de délinquance sexuelle sont synonymes d'une plus grande inquiétude de la part des proches des libérés.

Ensuite, en lien avec la vie quotidienne et au stigma associé à la judiciarisation d'un individu, Hannem (2008) mentionne que les proches de délinquants vivent un stress par rapport au bien-être de ces derniers ainsi qu'à leur efficacité à s'adapter à leur nouveau train de vie en communauté. Quant à Brunton-Smith et McCarthy (2017) ainsi que Naser et Visher (2006), ils rapportent que, lorsque le libéré a une problématique de toxicomanie, ses proches vivent un stress quant au risque de consommation d'intoxicants. Cela va dans le sens des conclusions de Dolwick Grieb et al. (2014) qui parlent de la difficulté que ces proches ont à tolérer l'impuissance face à la situation du justiciable.

Ainsi, tout ce stress, ajouté à celui de la vie quotidienne engendre une anxiété qui peut devenir telle que les membres de la famille des justiciables démontrent des difficultés à faire face à cette adversité. Certains membres chercheraient en conséquence de l'aide pour contrer cette détresse vécue.

4.2. Le soutien offert

Divers auteurs rappellent que la famille du condamné joue un rôle crucial dans sa réinsertion sociale, tel qu'en lui apportant divers types de soutien (La Vigne et al., 2004; Nelson et al., 1999; La Vigne & Travis, 2004; La Vigne et al., 2005). La Vigne et ses collaborateurs (2004) spécifient que le niveau d'implication post-incarcération des proches ainsi que le type de support que ces derniers offrent aux justiciables sont susceptibles d'influencer ces derniers quant à leur succès ou échec après leur libération.

Les raisons poussant les proches de justiciables à les aider dans leur réinsertion sociale sont diverses. Dolwick Grieb et al. (2014) donnent quelques-unes de ces raisons, telles que le sentiment de responsabilité familiale, l'inefficacité des services en place ainsi que le sentiment de culpabilité face au détenu.

4.2.1. Soutien psychologique

Durant cette période de réadaptation post-détention, Datchi et al. (2016), Fontaine et al., (2012) ainsi que Naser et Visher (2006) mentionnent que la famille du justiciable est une source de support émotionnel primordiale pour celui-ci.

Dans leur étude Dolwick Grieb et al., (2014) ont cherché à en apprendre davantage sur le vécu post-incarcération de proches de contrevenants libérés depuis deux à cinq mois. Il ressort de cette recherche que ces proches sont principalement sollicités pour leur offrir un soutien psychologique et émotionnel, plus précisément en étant présent pour les libérés afin de discuter et leur donner divers conseils.

En 2009, Shollenberger a présenté que les hommes qui réintègrent la société après une période d'incarcération reçoivent plus d'aide de la part des membres de leur famille que les femmes dans une pareille situation. De manière plus spécifique, les hommes recevraient plus d'aide afin de se trouver un emploi et auraient plus d'assistance pour accéder à des traitements de toxicomanie. Cette auteure constate aussi que les membres des familles des hommes en réinsertion post-incarcération trouvent plus facile de leur fournir un support émotionnel comparativement aux membres des familles de femmes.

4.2.2. Soutien aux obligations

Durant la période post-incarcération, le libéré doit reprendre les obligations que nous qualifions de « traditionnelles », obligations qu'il a été contraint de délaisser durant la période d'emprisonnement (p. ex. emploi, investissement parental). Pour plusieurs nouveaux libérés, un nouveau type d'obligation doit être rempli : les obligations légales.

A) Obligations « traditionnelles »

Au niveau du soutien aux obligations, les contrevenants démontrent divers besoins, par exemple au niveau de l'employabilité. Guenat (2016), Nelson et al. (1999), Shollenberger (2009), Strimelle et Poupart (2004) ainsi que Visher et al. (2004) soulignent le rôle charnière que peut jouer la famille afin d'aider leur proche judiciairisé dans l'obtention d'un nouvel emploi. En effet, il n'est pas rare que la famille aiguille le nouveau libéré afin qu'il puisse obtenir un emploi convenable. Souvent, les membres de la famille serviront de tremplin pour le justiciable vers divers contacts qui seraient susceptibles d'embaucher le libéré. Le cas échéant, les familles proposeront un emploi à l'ex-détenu au sein de leur propre compagnie.

Shollenberger (2009) souligne que les proches des anciens détenus peuvent aussi leur venir en aide en prenant soin de leurs enfants. Ce serait principalement les parents et grands-parents des contrevenants qui offriraient ce type d'aide.

B) Nouvelles obligations

Dépendant du statut lors de la remise en liberté d'un contrevenant (p. ex. types de libération conditionnelle, ordonnances de la Cour), certains devront se plier à des contraintes légales. En ce sens, Withers et al. (2005) ainsi que Hannem (2008) ont relevé que certains proches de nouveaux libérés peuvent se sentir responsables et chercher à « s'assurer du respect » des conditions imposées.

4.2.3. Soutien concret

Les membres de la famille des justiciables offrent un soutien concret qui peut prendre diverses formes. Entre autres, Datchi et al. (2016), Guenat (2016) ainsi que Martinez et Christian (2009) mentionnent les services domestiques (aide au ménage, préparation de repas) et le transport. L'aide financière ainsi que l'hébergement sont aussi deux exemples répandus (Datchi et al., 2016; Hannem, 2008; Naser & La Vigne, 2006; Naser & Visser, 2006; Shollenberger, 2009; Visser & Travis, 2012). D'ailleurs, durant les premiers mois qui suivent la libération du condamné, Naser et La Vigne (2006) font ressortir que les anciens prisonniers reçoivent plus d'aide de leur entourage que ce qu'ils avaient prévu, ce que Visser et Travis ont reconfirmé en 2012.

Quant à l'aide financière proposée par les proches des ex-prisonniers, Shollenberger (2009) constate que les parents et grands-parents des justiciables sont plus susceptibles d'offrir un soutien concret sous cette forme. Toujours selon cette auteure, en ce qui a trait l'hébergement, ce serait davantage les autres membres de leur famille (conjointe, enfants, fratrie, etc.) qui leur offrirait une aide à ce niveau. À souligner que le fait d'offrir l'hébergement au contrevenant amène ses proches à lui fournir d'autres types d'aides (financier, transport, etc.). De plus, les proches de contrevenants peuvent supporter monétairement ces derniers afin de les aider à intégrer des programmes spécialisés ciblant les problématiques du justiciable (ex. programmes de toxicomanie).

4.2.4. Soutien, réinsertion sociale et désistement criminel

La famille des condamnés joue un rôle important dans la réussite de la réinsertion sociale de ces derniers ainsi que dans leur processus de désistement au crime (Boman & Mowen, 2017; Cid & Martí, 2012; Farrall, 2002; Giordano, 2016; La Vigne et al., 2004; La Vigne & Travis, 2004; La Vigne et al., 2005; Laferrière, 2019; Nelson et al., 1999). En ce qui a trait au désistement, Laferrière (2019) mentionne que le soutien inconditionnel des proches envers le justiciable est « le meilleur chemin vers le désistement [au crime] ». Elle tire cette conclusion en se basant sur la publication de Giordano (2016) qui présente que : « le désistement doit être vu tel un processus évolutif dans lequel l'individu doit être actif et ouvert au changement pour bénéficier du soutien de son entourage et, finalement,

être influencé par celui-ci. » (p. 90). Appuyant sa vision du « meilleur chemin vers le désistement », cette auteure ajoute :

« Enfin, inspirée de la sociologie des troubles mentaux, la théorie du soutien social de Cullen (1994) propose qu'en apportant un soutien instrumental ou expressif, l'entourage pourra réduire de manière significative la motivation d'un individu à agir illégalement. C'est en offrant aide financière, conseils et recommandations et en comblant les besoins d'affection, d'amour et de camaraderie que parents, fratrie, partenaires intimes et amis favorisent le désistement de la personne qui leur est chère. » (p.74)

Cette citation va dans le même sens que les conclusions de Cid et Martí (2012) qui mettent l'accent sur le fait que ce n'est pas seulement la présence de la famille qui aide le justiciable à se réinsérer et se désister du crime, mais bien le fait que celle-ci le supporte et s'investisse avec lui dans sa réinsertion sociale, voir même durant l'incarcération. Boman et Mowen (2017) arrivent aux mêmes constats et y ajoutent que plus le condamné reçoit du support de son entourage, plus sa tendance à rechuter dans la consommation d'intoxicants et à récidiver se voit amoindrir.

Withers (2003), du Regroupement canadien d'aide aux familles des détenu(e)s, affirme qu'en aidant les familles touchées par l'incarcération, cela contribue à prévenir la criminalité. De plus, des études rapportent que les facteurs influençant le plus le désistement criminel seraient le travail, la famille ainsi que le fait d'avoir un logement (Ewald & Uggen, 2012; Farrall, 2002). Divers auteurs rappellent que la famille peut servir de tremplin à la sortie de prison de l'ex-détenu en lui offrant l'hébergement et en l'aidant à se trouver un emploi (Cid & Martí, 2012; Datchi et al., 2016; Guenat 2016; Hannem, 2008; Naser & La Vigne, 2006; Naser & Visser, 2006; Nelson et al., 1999, Shollenberger 2009; Visser & Travis, 2012). Advenant que l'hébergement ne soit que temporaire, celui-ci s'avère tout de même précieux puisqu'il permet au justiciable de stabiliser sa situation (surtout monétaire). D'ailleurs, Cid et Martí (2012) mettent de l'avant qu'une bonne réinsertion sociale passe par la stabilité que procure l'environnement familial.

4.3. Les besoins

À la lumière des éléments présentés, il va sans dire que les membres de la famille d'ex-détenus sont toujours coincés avec des besoins nécessitant de l'aide spécialisée pour ce type de situation. Cela est d'ailleurs rapporté par divers auteurs tels que Withers et al. (2005), Naser et Visser (2006), Hannem (2008), Shollenberger (2009); Magnan (2011), Visser et al. (2012), Fontaine et al. (2012) et Dolwick Grieb et al. (2014). Une fois encore, il ressort que :

« Despite the high level of family involvement in the reentry process, very few family members had access to services designed to help them as family members of returning prisoners. Only one in twenty family members (5 percent) had been offered or had received any services from community organizations or other agencies that were specific to their status as family members of released prisoners. » (Shollenberger, 2009, p. 12)

Les besoins rapportés pour la période post-détention sont principalement en lien avec les changements survenus au sein de la relation entre le membre de la famille et le libéré (Dolwick Grieb et al., 2014; Visser et al., 2004). Plus la peine d'emprisonnement purgée est d'une longue durée et plus la relation se verrait affectée. En plus d'une communication maintenant déficitaire, la confiance serait aussi à rebâtir (Fontaine et al., 2012; Hannem, 2008; Naser & Visser, 2006;). Des problèmes en lien avec les rôles que chacun doit réapprendre créeraient des tensions au domicile. Au sein de l'échantillon de l'étude d'Hannem (2008), certaines de leurs conjointes rapportent ce type de conflit lorsque les conjoints judiciairisés sont de retour en collectivité, surtout dans les cas où le couple a des enfants.

Finalement, soulignons que Magnan (2011) fait clairement ressortir du discours des proches de sentenciés que l'incertitude, l'inconnu et le manque d'informations ont entraîner un lot de stress important. Ces mêmes proches spécifient que si leur besoin d'accès à l'information avait été répondu, ils croient qu'ils auraient vécu moins d'anxiété face à la situation judiciaire, ce qui n'a toutefois pas été le cas.

PARTIE V. PROBLÉMATIQUE :

À la lumière des éléments relevés, il semble juste d'affirmer que les familles de détenus subissent de façon marquée l'incarcération de ces derniers à plusieurs niveaux. En effet, les conséquences sociales, identitaires, économiques et psychologiques se voient nombreuses, tant pour les conjoint(e)s, les parents et les enfants des condamnés. Ces dommages collatéraux vécus par ces membres de famille peuvent se manifester dès l'entrée du contrevenant dans l'engrenage judiciaire. Ajoutons qu'il est bien documenté que ces contres-coups sont marqués plus clairement chez les proches de délinquants ayant commis un crime d'ordre sexuel.

De plus, cette brève recension confirme que les membres de la famille du contrevenant sont une source de support considérable durant et après l'incarcération de ce dernier. Toujours pour ces mêmes périodes, les écrits scientifiques spécifient que plus un individu a une relation de proximité avec un justiciable avant la judiciarisation, plus il sera investi auprès de lui. En ce sens, ces proches de condamnés sont plus susceptibles de vivre les répercussions de la judiciarisation.

Pour les périodes d'emprisonnement et de post-détention, l'épuisement (personnel, émotionnel, monétaire, etc.) qui est parfois remarqué chez les proches des condamnés en raison de l'aide qu'ils leur apportent, ajouté aux nombreuses conséquences collatérales auxquelles ils font face, créent divers besoins nécessitant une aide spécifique font surface. Il est toutefois rapporté par les proches de justiciables que ces besoins ne sont pas comblés. Se sentant seuls et isolés face à la situation d'un proche condamné, ils sont soustraits à vivre cette détresse en souffrance.

L'importance de la famille dans le processus de réinsertion sociale du justiciable ainsi que les nombreux défis et obstacles auxquels elle fait face au cours de la période post-incarcération sont reconnus. Pourtant, certaines zones d'ombre persistent quant au vécu des membres de la famille suivant la libération du condamné. Entre autres, il semble possible d'affirmer que les écrits scientifiques portant sur la période d'emprisonnement sont plus abondants que ceux pour la période post-incarcération. En outre, les besoins des

familles au moment du retour en collectivité du condamné sont peu documentés encore aujourd'hui.

Ainsi, l'objet de notre travail vise à comprendre le vécu subjectif des membres des familles qui soutiennent la personne contrevenante en l'hébergeant après sa peine d'incarcération. Également, ce projet vise à saisir les besoins que ces membres pourraient avoir. Plus particulièrement, compte tenu de l'importance de la famille dans le processus de réintégration sociale, il nous semble important de nous pencher sur les éventuels accompagnements ou soutiens que pourraient apporter les services correctionnels à ces familles. Il s'agirait ainsi de mieux cibler l'aide qui pourrait être apportée aux membres de la famille du contrevenant et subséquemment faciliter la réinsertion du sentenced.

Le prochain chapitre a pour objectif d'expliquer les méthodes utilisées afin de répondre aux objectifs fixés en lien avec la problématique.

CHAPITRE 2 : PRÉSENTATION DU STAGE ET DE LA MÉTHODOLOGIE

Ce deuxième chapitre vise à expliquer le processus par lequel il a été possible d'en apprendre davantage sur le vécu post-incarcération des familles d'anciens détenus lors du stage de 80 jours prévu au cursus universitaire. Ainsi, le chapitre débute par la présentation du milieu de stage. S'en suivent des explications quant à la méthode de collecte des données et l'analyse de celles-ci. Finalement, les limites du rapport de stage seront présentées.

PARTIE I. MILIEU DE STAGE

1.1. Présentation de l'organisme, la Corporation Maison Charlemagne

Nous avons eu l'opportunité d'acquérir diverses connaissances au sein d'un organisme à but non lucratif fondé en 1972, la Corporation Maison Charlemagne. Entre autres, cet organisme offre des programmes à des hommes contrevenants ayant été pris en charge par les services correctionnels du Canada (p. ex. Parent-Aïse et Toit-d'abord). De plus, il offre des services (suivi en communauté, maisons de transition) à des sentenciés tant fédéraux que provinciaux (Corporation Maison Charlemagne [CMC], 2018a). L'approche préconisée par ce milieu repose sur deux modèles reconnus : la réadaptation psychosociale et la théorie du choix (CMC, 2018b, 2018c, 2018d; 2018e). En complémentaire, divers partenariats ont vu le jour entre la Corporation et d'autres organismes, toujours dans le but d'aider les personnes judiciairisées à réintégrer la collectivité (CMC, 2018a).

1.1.1. La mission

La mission de l'organisme est de faciliter la réinsertion sociale et la réhabilitation de contrevenants adultes (CMC, 2018a). Depuis 2017, la mission peut se lire comme suit :

« La Corporation Maison Charlemagne offre des services de réinsertion sociale à l'attention des hommes adultes judiciairisés afin qu'ils développent les acquis et les habiletés sociales nécessaires à la vie en communauté. Dispensés par des professionnels qualifiés, des programmes diversifiés et spécialisés permettent à la fois le soutien de la clientèle dans sa démarche de réhabilitation et la protection de la communauté » (Michaud, 2017).

1.1.2. Les valeurs

En ce qui a trait aux valeurs de l'entreprise, les cinq qui y sont prônées sont l'engagement, la collaboration, l'innovation, l'amélioration continue ainsi que le plaisir. Plus concrètement, tous les membres œuvrant au sein de la Corporation Maison Charlemagne tentent de donner aux justiciables et partenaires le meilleur d'eux-mêmes, travaillent ensemble pour réaliser la mission susmentionnée, bâtissent aujourd'hui les programmes de demain, remettent en question ce qui les éloigne de leurs ambitions et recherchent le plaisir dans tout ce qu'ils entreprennent (Michaud, 2017). Ainsi, chacun des programmes et services est inspiré, guidé et motivé par la mission et ces valeurs.

1.2. Présentation du milieu de stage, l'Agence communautaire Maisonneuve

L'Agence communautaire Maisonneuve, point de service auquel nous avons été affectée, offre un service de surveillance en communauté depuis 1998. Communément appelés intervenants communautaires, les professionnels y œuvrant portent le titre d'agent de surveillance communautaire et agissent au nom de la Loi sur le système correctionnel du Québec et, par conséquent, sont amenés à travailler de concert avec les agents de probation des services correctionnels du Québec, plus précisément avec des agents de relations communautaires.

Le mandat spécifique de l'Agence communautaire est de superviser des hommes judiciairisés ayant été assujettis à une mesure provinciale, tant correctionnelle que sentencielle (CMC, 2018f). Plus concrètement, les agents de surveillance communautaire supervisent des hommes ayant un statut de permission de sortie aux fins de réinsertion sociale, de permission de sortie préparatoire à la libération conditionnelle et de libération conditionnelle, ainsi que des contrevenants soumis à une ordonnance de probation ou encore d'emprisonnement avec sursis (CMC, 2018f). À noter que cela n'exclut pas que certains sentenciés puissent avoir purgé une peine fédérale.

1.3. Processus obligatoire avant la prise en charge par le suivi communautaire

En amont des interventions effectuées par les intervenants communautaires, le justiciable est rencontré par un agent de probation. À l'aide du Level of Service/Case Management Inventory (LS/CMI; Andrews, Bonta et Wormith, 2004), l'agent de probation est en mesure d'extraire une cote qui indique le niveau de risque que représente l'individu. C'est en fonction de cette cote qu'il est décidé si le délinquant doit être vu sous une base bimensuelle (cote élevée et très élevée) ou mensuelle (cote très faible à moyenne). Un parallèle peut donc être fait avec le principe du modèle du risque, des besoins et de la réceptivité d'Andrews, Bonta et Hoge (1990).

C'est aussi au moyen du LS/CMI que les besoins criminogènes du justiciable seront révélés et qu'un plan d'intervention correctionnel sera dressé pour le temps de la mesure légale. Une fois le tout complété, le dossier peut être orienté vers les bureaux effectuant des suivis en communauté, en l'occurrence, l'Agence communautaire Maisonneuve.

Pour le temps de la mesure du condamné, un agent de surveillance communautaire ainsi qu'un agent de relations communautaires sont attitrés au contrevenant. En ce sens, il appert nécessaire d'explicitier les rôles de chacun. Sur le site de la Sécurité publique du Québec (2014), il est possible de retrouver l'explication de ce qu'est un agent de relations communautaires :

« [i]l s'agit d'un agent de probation en milieu ouvert. Il assume la responsabilité légale et clinique des dossiers confiés aux organismes communautaires de référence, en étroite collaboration avec les intervenants communautaires. Il assure une intervention cohérente, complémentaire et continue, en conformité avec le plan d'intervention correctionnel. » (Sécurité publique du Québec, 2014).

Quant à l'agent de surveillance communautaire, il effectue les rencontres de suivi et informe l'agent de relations communautaires des événements particuliers et des manquements. Seuls les cas d'emprisonnement avec sursis sont gérés légalement par les intervenants communautaires :

« L'intervenant communautaire, à titre d'intervenant délégué, informe l'agent de probation de l'évolution et du cheminement de la personne contrevenante,

eu égard à l'atteinte des objectifs prévus au [plan d'intervention correctionnel]. Dans les dossiers de sursis, lorsqu'il est désigné comme agent de surveillance, il est responsable du suivi, mais il se consulte avec l'agent de probation pour toute modification aux objectifs du plan d'intervention. » (Sécurité publique du Québec, 2016)

1.4. Tâches et activités effectuées dans le cadre du stage

Au cours du stage effectué à l'Agence communautaire Maisonneuve, nous avons eu la chance d'effectuer diverses tâches : mener des rencontres auprès de justiciables, rédiger des notes évolutives ainsi que divers types de rapport, effectuer des échanges téléphoniques avec divers professionnels impliqués dans le dossier du contrevenant, ainsi que garder informé l'agent de relations communautaires attribué au dossier de tout changement majeur dans la situation du sentencié. Notons qu'au cours du stage, lors de certaines rencontres que nous avons menées, nous avons pu côtoyer quelques membres de la famille des justiciables et nous avons eu quelques échanges téléphoniques certains de leurs proches.

De manière concrète, nous avons eu l'opportunité d'être supervisée dans la prise en charge de onze dossiers de justiciables. Dix d'entre eux étaient sous ordonnance de probation, alors qu'un seul était en libération conditionnelle. Huit des justiciables devaient être rencontrés de manière bimensuelle et trois de manière mensuelle. Force est de constater que nous avons eu l'occasion d'effectuer deux suivis complets, de la rencontre initiale à la rencontre finale, incluant la rédaction des rapports de fermeture de dossier.

1.4.1. Rencontres de surveillance

A) Types de rencontres

Quatre types de rencontres existent et diffèrent quant aux objectifs qu'elles ont à remplir. La rencontre initiale est la première rencontre effectuée entre l'agent de surveillance communautaire et le condamné. Les points abordés portent sur des points techniques et légaux. Les rencontres de suivi sont les rencontres subséquentes à la rencontre initiale et portent sur les objectifs ciblés au plan d'intervention correctionnel. Incontestablement, le respect des conditions légales est également surveillé. Les rencontres tripartites se font en présence de l'agent de relations communautaires et est une rencontre une mise en garde. Des

directives claires sont alors données au délinquant et, si les attentes ne sont pas répondues, un bris de condition est alors rapporté au Directeur des poursuites criminelles et pénales. Certes, ce ne sont pas tous les justiciables qui auront à assister à une rencontre tripartite. Finalement, la rencontre de fermeture est la dernière rencontre avec le justiciable lorsque celui-ci mène à terme sa mesure légale. Entre autres, au cours de cette rencontre, un bilan des acquis peut être effectué et des références peuvent être fournies en cas de besoin.

B) Personnes rencontrées

Sauf lors de rencontres tripartites, le justiciable peut être accompagné d'un proche durant ses rencontres avec l'intervenant communautaire. Dans le cadre de notre stage, il nous a été possible d'effectuer certaines rencontres en présence d'un membre de la famille du bénéficiaire des services, en l'occurrence une mère et deux conjointes.

Tout d'abord, nous avons mené une rencontre initiale en présence du justiciable et de sa conjointe. Force est de constater que, lors de cette rencontre, la conjointe se montrait plus volubile que le condamné. Celle-ci posait plusieurs questions en lien avec les conditions de son conjoint afin de s'assurer de la compréhension et du respect de celles-ci. Également, la dame nous partageait diverses informations en lien avec le passé de son conjoint criminalisé, ce qui l'a amené vers le crime, comment ils se sont rencontrés et ce qu'elle et sa famille ont mis en place afin de s'assurer de le tenir à distance de facteurs qui le fragiliseraient (p. ex. pairs délinquants et consommation d'intoxicants).

Également, nous avons eu la chance de mener deux rencontres de suivis en présence d'un proche et le justiciable suivi à l'Agence. Dans les deux cas, le contact se voyait dans le but d'éclaircir des situations potentiellement problématiques en lien avec les conditions légales du probationnaire. Dans un tel contexte, nous avons préalablement demandé l'accord du justiciable pour que cette rencontre soit effectuée en la présence de son proche.

Dans l'un des cas, le justiciable a été rencontré avec sa conjointe. Alors que Monsieur se montrait habituellement volubile, celui-ci répondait de manière brève en présence de sa femme. Notons aussi que son non verbal nous semblait plus fermé qu'à l'habitude et qu'il maintenait peu le contact visuel avec nous. De son côté, Madame nous a offert sa

collaboration et nous posait diverses questions auxquelles son conjoint lui répondait qu'ils en avaient déjà parlé à maintes reprises.

Dans le second cas, le contrevenant a été rencontré en présence de sa mère. Durant les rencontres précédentes, celui-ci faisait mention de la bonne relation qu'il entretenait avec celle-ci. Lors de notre rencontre à trois, le fils s'était assis au bout de la table, bras croisés, alors que la mère était assise plus près de nous. Alors que nous discutons de la raison pour laquelle nous nous rencontrions, Madame s'est mise à nous raconter diverses histoires en lien avec des choix délinquants que son fils aurait faits, informations que le fils qualifiait de « pas rapport. » S'en suivaient quelques arguments quant à leur désaccord. Lorsque nous leur reflétions ce à quoi nous assistions, le fils disait que ce n'était « rien, que c'était correct », alors que la mère nommait que leurs échanges se déroulaient toujours de cette manière et que cela l'épuisait.

1.4.2. Échanges téléphoniques

Parmi les tâches connexes effectuées, nous avons reçu quelques appels provenant de proches du délinquant suivi à l'Agence. De manière générale, les proches nous contactent afin de dénoncer un événement, poser des questions, ventiler à propos d'une situation qui s'est produite avec la personne judiciarisée ou demander conseil. Dans de tels cas, ces échanges téléphoniques peuvent s'avérer problématiques au niveau de la confidentialité.

Étant donné le secret professionnel, nous ne sommes pas en mesure de donner quelconque information à propos du justiciable, qu'importe le lien unissant ce dernier et l'appelant. Ainsi, les intervenants sont limités dans les options qui s'offrent à eux : offrir une écoute ponctuelle et référer l'individu à une ressource adaptée. Cependant, il semble que les ressources pour les proches de justiciables soient rares.

Aussi, au cours de la discussion, il est essentiel de questionner l'interlocuteur afin de connaître les raisons de son appel (peut masquer une demande d'aide ou de référence ou une écoute ponctuelle) et savoir s'il nous permet d'utiliser l'information qu'il nous transmet. En effet, malgré l'appel volontaire, l'individu préfère souvent que nous taisions les informations.

Certes, les limites à la confidentialité afin d'assurer la protection des personnes lui sont nommées.

Dans le cadre du stage, nous avons reçu quelques appels provenant principalement de la mère de justiciables. Celles-ci pouvaient avoir des questions d'ordre technique alors que d'autres pouvaient ressentir le besoin de ventiler, voir se confier. Par exemple, il est arrivé qu'une mère nous contacte afin de connaître le moment du prochain rendez-vous de son fils, ou pour savoir s'il serait possible de reporter une rencontre, ou encore, pour avertir qu'il ne sera pas en mesure de se présenter à nos bureaux.

Une mère en particulier nous a contactée à plus d'une reprise. Elle pouvait nous contacter pour ventiler sur des événements récents qui la perturbaient. Elle pouvait alors nous raconter des événements passés il y a de cela des mois, voire des années, mais toujours en lien avec la délinquance de son fils. Cette mère était en recherche d'aide, ce qu'elle nommait distinctement, et était ouverte à être référée vers des services appropriés. Force est de constater qu'elle comprenait et respectait qu'aucune information concernant son fils ne lui serait révélée. Seules des questions d'ordre générique étaient susceptibles d'être répondues.

Cette expérience professionnelle acquise à l'Agence communautaire Maisonneuve nous a permis de prendre conscience des interrogations ainsi que des besoins qu'ont les membres de la famille de justiciable, sujet au cœur de ce rapport.

PARTIE II. MÉTHODOLOGIE ET PARTICIPANTS

2.1. Méthodologie

Il appert nécessaire d'expliquer et d'appuyer la méthodologie choisie pour répondre aux objectifs du projet. Les prochains points présentent la manière dont le projet a été mené et la façon dont nous avons procédé : une approche qualitative, des entretiens semi-structurés et une analyse thématique de contenu.

2.1.1 Approche qualitative

Afin de remplir les objectifs que nous nous sommes fixés dans le cadre de ce projet, une approche qualitative a été préconisée. Poupart (1997) rappelle que Marshall et Rossman (1989) soulignaient que l'approche qualitative se voit supérieure dans certaines situations, principalement lorsque l'objet de recherche est complexe et difficilement quantifiable.

2.1.2. Enquête qualitative de type exploratoire

Plus précisément, Paillé et Mucchielli (2016) mettent l'accent sur le fait que l'enquête qualitative implique un contact personnel avec les participants de la recherche, habituellement par le biais d'entretiens ou d'observation dans un contexte naturel, « sans appareils sophistiqués ou mises en situation artificielles, selon une logique proche des personnes, de leurs actions et de leurs témoignages. » (p. 13). Poupart (1997) spécifie que, pour « se familiariser avec les gens et leurs préoccupations », la recherche qualitative de type exploratoire, soit sans *à priori*, est à privilégier.

À l'instar de ces informations, il appert qu'une enquête qualitative de type exploratoire est à privilégier puisqu'elle est adaptée à notre question de recherche qui porte sur le vécu et les besoins des membres de la famille d'ex-détenus lorsque ces derniers réintègrent le nid familial.

2.1.3. Entretiens individuels semi-dirigés

L'entretien semi-dirigé, méthode que nous avons utilisée pour recueillir les témoignages des participants, est le type d'entretien le plus utilisé pour la recherche qualitative en sciences sociales. Ce procédé aide le chercheur à accéder à « des informations et éléments de réflexion très riches et nuancés » provenant des participants interrogés (Campenhoudt, Marquet & Quivy, 2017; Paillé & Mucchielli, 2016). En 2003, Savoie-Zajc indique que ce type d'entretien permet l'exploration de certains thèmes en rendant « explicite l'univers de l'autre » (p. 342).

Dans une telle situation, le chercheur dresse un canevas d'entrevue composé de quelques questions-guides reposant sur des thèmes qu'il a choisis. Toutefois, lors de

l'entretien, l'ordre de ces questions ainsi que la formulation de celles-ci pourraient quelque peu différer du plan initial puisque l'intervieweur « laissera venir l'interviewé afin que celui-ci puisse parler ouvertement, avec les mots qu'il souhaite et dans l'ordre qui lui convient » (Campenhoudt et al., 2017, p.242). En effet, dans une optique constructiviste, l'entretien semi-structuré peut sembler davantage à un échange, un dialogue, plutôt qu'un interrogatoire à partir d'un questionnaire (Baribeau et Royer, 2012). Cependant, advenant que le participant déroge du sujet principal et des objectifs ciblés, il est de la responsabilité de l'intervieweur de le recentrer afin d'être en mesure, ultérieurement, d'analyser l'essence même de la problématique.

2.1.4. Analyse thématique de contenu

Afin de rendre les témoignages recueillis le plus fidèlement possible, nous avons décidé de procéder à une analyse thématique de contenu. L'analyse thématique est d'ailleurs à privilégier « dans le cadre de recherches portant sur des problèmes sociaux en sciences sociales » (Sabourin, 2003, p. 367). Il faut comprendre qu'un thème est une construction intellectuelle que nous développons à partir d'éléments que l'on retrouve dans le discours des participants et qui doit être représentatif du contenu apporté par ces derniers (Fallery & Rodhain, 2007; Ganassali, 2008; Paillé & Mucchielli, 2016).

En ce qui a trait à l'analyse de contenu, Fallery et Rodhain (2007) expliquent en quoi consiste ce type d'analyse :

« [...] consiste à lire un corpus, fragment par fragment, pour en définir le contenu en le codant selon des catégories qui peuvent être construites et améliorées au cours de la lecture (c'est une approche constructiviste, avec le « risque » de changer la question de recherche en cours de travail). » (p. 9)

Tout de même, Braun et Clarke (2006) rappellent que l'analyse thématique est souvent critiquée pour son manque de rigueur en raison de l'absence de lignes directrices claires et concises quant à la façon de procéder. Ces auteures mentionnent l'importance de bien définir le « pourquoi » et le « comment » l'analyse a été effectuée et présentent un guide en six étapes qui a été suivi dans le cadre de ce projet.

2.2. Processus de recrutement

Puisque l'Agence communautaire Maisonneuve n'a pas pour mandat d'intervenir auprès de la famille des justiciables, nous avons dû effectuer des démarches pour l'obtention d'un certificat éthique qui nous a été délivré le 12 avril 2018 (#CERAS-2017-18-264-D; voir Annexe 1). Par la suite, le processus de recrutement, les entretiens avec les membres de la famille des contrevenants et l'analyse des témoignages recueillis ont pu être effectués.

2.2.1. Communication avec les intervenants communautaires

Tout d'abord, nous avons sollicité les agents de surveillance de notre milieu de stage afin de nous aider avec le recrutement des participants. Il était prévu que, à partir des dossiers actifs des intervenants, ceux-ci identifient des candidats potentiels répondant aux caractéristiques ciblées pour le projet : être un homme adulte avec un historique d'au moins une incarcération en établissement carcéral et qui est allé vivre au domicile familial après son emprisonnement. Dès lors, au cours d'une rencontre de suivi, les agents présentaient notre projet aux ex-détenus ciblés. Si ceux-ci démontraient un intérêt, ils étaient informés que nous allions communiquer avec eux par voie téléphonique dans les jours suivants. À la fin de la rencontre de suivi, deux formulaires d'information étaient remis à l'individu, l'un lui étant adressé (voir Annexe 2), le second étant adressé au membre de sa famille (voir Annexe 3).

Parallèlement, à cette démarche, deux diapositives présentant sommairement le projet étaient diffusées dans la salle d'attente de l'Agence (voir Annexe 4). Ces diapositives invitaient les personnes intéressées à en apprendre plus à en discuter avec son agent de suivi.

2.2.2. Communication avec le justiciable

Une fois les informations du participant potentiel reçues, nous le contactons par téléphone à partir des bureaux de la Corporation. Un total de quatre justiciables ont été contactés. Au cours de cet appel, nous prenions un temps pour expliquer les objectifs du projet, l'implication que cela lui demandait, les risques et les avantages d'y participer, les limites de la confidentialité ainsi que le fait qu'ils avaient le droit de se retirer du projet à tout moment. En d'autres termes, les renseignements retrouvés dans le formulaire d'information

étaient rappelés. À noter que les informations des documents d'informations sont les mêmes que celles dans des formulaires de consentement du contrevenant. La seule distinction entre ces deux formulaires est la section « consentement » où les deux parties (participant et chercheur) apposent leur signature. Ces deux versions ont été créées afin de s'assurer qu'il y ait le moins de pression induite auprès des personnes approchées.

Après les explications en lien avec le projet, nous répondions aux questions de notre interlocuteur et nous lui demandions s'il souhaitait toujours participer au projet. Pour sa part, le justiciable n'avait qu'à consentir afin que nous puissions entrer en contact avec le membre de sa famille. Les quatre contrevenants contactés ont accepté que nous poursuivions nos démarches.

2.2.3. Communication avec le membre de la famille

Une fois l'accord du contrevenant obtenu, nous contactions les membres de sa famille à partir des coordonnées que le justiciable nous avait données, et ce toujours par téléphone. Le même procédé d'informations effectué auprès du justiciable a été reproduit auprès de son proche. Une fois que ce dernier acceptait de participer au projet, un rendez-vous était planifié dans un endroit de son choix pour procéder à l'entrevue. Malgré le consentement donné de manière verbale, des formulaires de consentement pour l'ex-détenu (voir Annexe 5) ainsi que celui pour le membre de sa famille (voir Annexe 6) ont été acheminés par la poste. Il était entendu que le participant amène les formulaires dûment remplis lors de l'entretien.

2.3. Échantillon

En tout, treize contrevenants correspondant aux critères ont été approchés par les intervenants communautaires de l'Agence communautaire Maisonneuve. Les neuf individus ayant décliné l'offre ont évoqué divers motifs. Principalement, ils ont exprimé une certaine méfiance de ce qui pourrait être révélé à leur sujet durant les entretiens.

Plus précisément, notre échantillon est constitué de quatre membres de la famille d'ex-détenus, soit deux mères, un frère et une sœur. Une présentation de chacun d'entre eux est exposée au début du troisième chapitre.

Tableau III
Caractéristiques de l'échantillon

Informations relatives aux participants			Informations relatives aux justiciables					
Nom	Âge	Lien	Nom	Âge	Type de délit	Prononcé de la sentence	Statut lors de la sortie de détention	Autres
Danny*	50 ^e	Mère	Adam*	20 ^e	Crime contre la personne	Détention 1 an + probation avec et sans suivi	Probation avec suivi	Problème de consommation; N'en n'est pas à la première peine d'incarcération; La mère est victime au dossier.
Céline*	50 ^e	Mère	Benoît*	30 ^e	Délinquance sexuelle	Détention 4 mois + probation avec et sans suivi	Probation avec suivi	Interdiction d'utiliser internet, d'être en présence de mineurs et de certains lieux.
Benjamin*	30 ^e	Frère	Carl*	30 ^e	Délinquance sexuelle	Détention +/- 6 mois + probation avec et sans suivi	Libération conditionnelle avec assignation	Problème de consommation; Interdiction d'utiliser internet, d'être en présence de mineurs et de certains lieux.
Alice*	20 ^e	Sœur	Damien*	30 ^e	Délinquance sexuelle	Détention +/- 6 mois + probation sans suivi	Libération conditionnelle à la maison	Problèmes familiaux.

*Afin de préserver l'anonymat des participants et des justiciables, des noms fictifs leur ont été attribués.

2.4. Entretiens

2.4.1. Déroulement

Rappelons que les quatre entrevues se sont déroulées à un endroit choisi selon la convenance du participant afin qu'il s'y sente à son aise, favorisant ainsi le partage. La rencontre débutait en présentant, lisant et signant à nouveau le formulaire de consentement libre et éclairé afin que chacun ait une version signée par toutes les parties. Le cas échéant, nous prenions un temps pour répondre aux inquiétudes du participant, puis nous commençons l'entretien portant sur des thèmes prédéterminés qui sont présentés au prochain point. Soulignons que, tel que spécifié dans le formulaire, l'entrevue semi-structurée était enregistrée sur support audio afin de faciliter la transcription et l'analyse du contenu abordé.

À la fin de l'entretien, le participant remplissait une fiche signalétique (voir Annexe 7). Cette fiche comportait trois sections : sur les données sociodémographiques du participant, en lien avec la peine imposée au justiciable et sur les liens unissant le participant et le contrevenant.

2.4.2. Thèmes abordés

Afin d'explorer le vécu des membres de la famille des contrevenants après que ces derniers aient purgé une peine de détention et aient réintégré le domicile familial, trois thèmes principaux ont été abordés (voir Annexe 8).

Tout d'abord, les participants étaient invités à partager leur vécu en lien avec le moment de la libération de leur proche judiciairisé. Il leur était ainsi demandé de nous raconter la façon dont ils avaient vécu les moments précédents la remise en liberté.

Par la suite, nous leur avons demandé comment se passe le quotidien à la maison depuis le retour du libéré. Selon la perspective des membres des familles rencontrés, ceux-ci nous ont raconté comment se déroulait leur quotidien durant les premiers temps après la sortie du condamné. Une fois les émois de la libération passés, les participants ont également parlé de leur quotidien actuel.

Finalement, nous souhaitions savoir si les membres de la famille du contrevenant avaient reçu une quelconque information ou du soutien de la part d'un organisme quelque temps avant la remise en liberté du condamné ou dans les moments suivant sa libération. Si tel était le cas, nous souhaitions en apprendre davantage sur cette aide proposée et connaître leur opinion par rapport à celle-ci. Dans le cas contraire, nous désirions savoir si le proche du justiciable aurait désiré une aide quelconque.

Pour conclure, après avoir résumé les grandes lignes de ce qui nous a été partagé, nous demandions au participant d'aborder toute information non abordée qu'il jugeait pertinent d'exposer en lien avec le sujet.

PARTIE III. ANALYSE DES ENTREVUES

L'analyse des données a été effectuée selon le modèle de Braun et Clarke (2006). Premièrement, les entretiens enregistrés ont été transcrits, souhaitant ainsi garder l'authenticité du partage que les participants nous ont fait (Ganassali, 2008). Afin d'en faciliter le codage et l'analyse, chacun des verbatim a été incorporé dans le logiciel d'analyse qualitative QDA Miner 5 (Provalis Research, 2016).

Après la transcription des quatre entrevues, les premiers codes issus de celles-ci ont été générés. Ces codes ont alors été regroupés sous différents thèmes, qui ont été révisés et raffinés jusqu'à l'obtention d'un arbre de codes satisfaisant. À la lumière des thèmes et sous-thèmes qui jaillissaient des entretiens, il nous a été possible d'en apprendre davantage sur le vécu et les besoins des membres des familles d'ex-détenus lorsque ceux-ci ont réintégré le domicile partagé.

PARTIE IV. LIMITES DU RAPPORT DE STAGE

Force est d'admettre que le présent projet comporte plusieurs limites à la généralisation des résultats tirés de nos analyses.

Tout d'abord, le recrutement de participants s'est effectué dans un seul milieu : l'Agence communautaire Maisonneuve. De plus, les personnes suivies dans ce milieu habitent le même secteur de l'île de Montréal. Cela peut donc laisser penser que ceux-ci

partagent certaines caractéristiques qui ne seraient pas les mêmes que celles d'autres services en communauté de réinsertion sociale (p. ex. en région, dans d'autres villes de la province).

De plus, rappelons que pour bâtir l'échantillon, les ex-détenus approchés devaient donner leur accord. Ainsi, puisque la méfiance était la principale raison expliquant leur refus de participation au projet, cela nous permet de supposer que le vécu de ces justiciables et de leurs proches pourrait être différent de ceux qui se sont prêtés au projet. Allant dans le même sens, cela nous laisse croire, à priori, que les participants ont une tendance à la prosocialité.

L'homogénéité de l'échantillon est une autre limite à considérer. Au niveau des justiciables, ceux-ci sont des hommes ayant à peu près le même âge (vingtaine et trentaine), ayant purgé une courte peine (entre 4 et 12 mois) et dont les délits ne sont pas représentatifs de la myriade d'accusations existantes. Aussi, ces ex-détenus en sont presque tous à leur première judiciarisation et sont toujours encadrés par un suivi correctionnel post-détention. De plus, au niveau des interviewés, aucun père n'a participé au projet.

Aussi, le fait que les participants à l'étude se sont montrés volontaires fait en sorte que l'hypothèse d'un biais de désirabilité sociale n'est pas à exclure. Du côté du contrevenant, il est possible que celui-ci ait espéré que son volontariat joue en sa faveur dans le futur et transparaisse à titre de bonne foi ou qu'il ait souhaité plaire à son intervenant communautaire. Quant aux membres de la famille du justiciable, il est possible que ceux-ci aient décidé d'omettre certaines informations litigieuses pour ne pas être jugés ou ne pas causer de préjudices à leur proche pour le reste de sa mesure sous surveillance.

Finalement, malgré les conclusions qui ressortent du projet, la petite taille de notre échantillon masculin fait en sorte que nous n'avons pas été en mesure d'atteindre la saturation de notre arbre de codes. De surcroît, soulignons que la période d'incarcération purgée par certain des justiciables ayant accepté de participer à ce projet est inférieure à six mois. Cette caractéristique de notre échantillon est également à prendre en compte puisque les peines d'incarcération sont considérées comme étant significatives à partir de six mois. Tout de même, l'intérêt que nous avons porté sur le vécu de ces quatre membres de la famille des libérés durant la post-incarcération nous aide à élucider davantage leur réalité et ouvre la porte sur d'autres perspectives à explorer.

CHAPITRE 3 : ANALYSE DU MATÉRIEL

Ce troisième chapitre vise à faire la mise à plat des données recueillies par l'entremise de témoignages provenant de quatre membres de la famille de justiciables. Afin de préserver l'anonymat des participants et des justiciables, des noms fictifs leur ont été attribués et toutes informations pouvant entraver le maintien de cet anonymat ont été modifiées (p. ex. employeur, autres membres de la famille, établissement de détention, etc.).

PARTIE I. PORTRAIT DES PARTICIPANTS

Danny : est dans la cinquantaine et est mère de trois enfants (une fille et deux garçons). Son fils aîné, Adam, est dans la vingtaine et a un problème de toxicomanie qui lui a valu des démêlés judiciaires. Entre autres, il s'est vu assujéti à une peine d'emprisonnement d'un an, suivie d'une ordonnance de probation avec et sans surveillance. Ce prononcé de la sentence prend en compte plusieurs causes, dont l'une inclut des accusations de harcèlement et de menaces à l'endroit de Danny. À noter que le justiciable vivait avec cette dernière avant l'incarcération. Bien que cette mère soit l'une des victimes au dossier, elle a maintenu des contacts téléphoniques et en personne avec son fils incarcéré sur une base hebdomadaire. Dans l'espoir que cette peine d'emprisonnement ait eu un effet dissuasif chez son fils, cette mère mentionne qu'elle avait repris Adam à la maison au moment de sa sortie de prison puisqu'elle souhaitait l'appuyer dans sa « réhabilitation ». À noter que cela n'était pas la première fois qu'elle acceptait de l'héberger après une condamnation où elle est victime. Selon cette mère, Adam a recommencé à consommer moins d'un mois après sa libération. Ne sachant plus quoi faire et n'étant plus en mesure de tolérer les agissements de son fils en consommation, elle indique avoir trouvé un appartement pour Adam dans lequel il a emménagé. Notons que c'est Danny qui s'occupe du chèque d'assurance sociale de son fils en espérant ainsi limiter sa consommation et s'assurant que le loyer soit payé.

Céline : est dans la cinquantaine et est mère de deux fils, dont Benoît. Ce dernier est dans la trentaine et n'avait aucun antécédent judiciaire avant une condamnation de quatre mois d'incarcération, suivie d'une ordonnance de probation avec et sans surveillance, pour avoir commis un délit à caractère sexuel. Avant cette détention, Benoît vivait avec sa mère.

D'ailleurs, celle-ci était présente lors de l'arrestation de son fils. Céline s'est impliquée tout au long du processus judiciaire. Durant la période d'emprisonnement, Céline et Benoît avaient des contacts téléphoniques quotidiens, pouvant aller jusqu'à plusieurs fois par jour, et ils se côtoyaient sur une base hebdomadaire. Soulignons que, étant femme au foyer, Céline s'est montrée proactive dans diverses démarches afin que son fils puisse, par exemple, réintégrer son travail après sa libération. Lorsque questionnée quant aux raisons l'ayant amenée à reprendre son fils à la maison, Céline fait mention de son rôle parental et ajoute : « parce que je l'aime ». Selon les dires de cette mère, le retour au logement familial s'est passé dans la joie et sans trop de difficultés. Elle va jusqu'à affirmer qu'elle trouve que Benoît se porte mieux depuis la détention. Elle croit que cela est attribuable aux services dont il y a bénéficié et aux suivis qu'il a désormais en communauté.

Benjamin⁴ : est dans la trentaine et est le frère de Carl qui est également dans la trentaine. Ce dernier, qui avait un problème de toxicomanie avant ses démêlés judiciaires, a été sentenced à sa première peine d'emprisonnement pour une durée de six mois, suivi d'une ordonnance de probation avec et sans surveillance, pour avoir commis un délit à caractère sexuel. Avant de purger sa peine, Carl était le voisin de Benjamin puisque ce dernier lui loue une partie de son jumelé. Durant la période de détention, Benjamin a gardé le logement libre pour son frère et s'assurait des paiements s'y rattachant. En ce qui a trait au maintien des liens, les frères avaient des échanges téléphoniques d'une à deux fois par semaine. Bien que Benjamin n'ait pas visité son frère en détention, il s'est présenté devant les commissaires de la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC) afin de témoigner en faveur de la libération de Carl. C'est ainsi que ce dernier a obtenu sa libération conditionnelle après avoir purgé deux mois de détention. Parmi ses conditions de libération, Carl devait séjourner en maison de transition. Durant ce séjour, Benjamin gardait toujours la seconde partie du duplex libre pour son frère dans le but de « l'aider du mieux possible à recommencer sa vie adéquatement ». Durant le séjour de Carl en maison de transition, Benjamin est resté impliqué dans la réinsertion sociale de son frère, l'encourageant à garder le moral et à maintenir ses efforts. Une fois de retour dans son logement, Benjamin mentionne qu'il

⁴ Étant donné que le français n'est pas la langue première de Benjamin, certaines phrases citées ont été modifiées dans le but d'améliorer la clarté de celles-ci pour le lecteur. Le tout a été effectué en s'assurant de maintenir l'idée principale au cœur de l'extrait du témoignage et afin de ne pas en dénaturer sa signification.

considère que son frère est toujours sur la bonne voie et que la prise en charge de Carl par les services correctionnels lui est bénéfique.

Alice⁵ : est dans la vingtaine et est l'une des deux sœurs de Damien. Ils ont également un frère cadet qui nécessite des soins et une attention constante principalement prodigués par leur mère et Alice. Damien, qui est dans la trentaine, présentait un problème de consommation au moment de sa judiciarisation. Sa fiche criminelle s'ouvre avec une peine d'emprisonnement de près de six mois, qui est suivie d'une ordonnance de probation sans surveillance, pour avoir commis un délit à caractère sexuel. Au moment des faits reprochés, Damien vivait au domicile familial avec Alice, son frère et ses deux parents. Durant la période d'emprisonnement, Alice mentionne être le membre de leur famille qui s'est le plus impliquée auprès de Damien. Malgré l'école et le travail, Alice prenait le temps d'aller visiter son frère en détention sur une base hebdomadaire et de converser avec lui au téléphone sur une base quotidienne. C'est aussi elle qui s'est occupée de la compagnie de Damien durant son absence. Soulignons également que c'est elle qui s'est présentée devant la CQLC afin de « défendre » son frère. C'est ainsi que, après un mois et demi de détention, Damien s'est vu octroyer une libération conditionnelle qu'il pouvait purger à domicile, sans devoir séjourner dans une maison de transition. À noter que Damien a complété cette mesure de remise en liberté peu de temps avant l'entretien avec Alice. Cette dernière verbalise être rassurée de savoir que son frère est de retour à la maison puisqu'elle peut s'assurer de son bien-être et qu'il ne commette pas de « bêtises » ou de délits. Selon Alice, le retour de Damien au domicile était grandement attendu. Malgré cela, l'ambiance y restait tendue, entre autres en raison du statut de Damien. Au moment du témoignage d'Alice, Damien et cette dernière habitent toujours le domicile familial. Toutefois, préférant se concentrer sur sa compagnie, le justiciable s'investit de moins en moins au foyer, ce qui est une source de tensions familiales toujours d'actualité.

⁵ Étant donné que le français n'est pas la langue première d'Alice, certaines phrases citées ont été modifiées dans le but d'améliorer la clarté de celles-ci pour le lecteur. Le tout a été effectué en s'assurant de maintenir l'idée principale au cœur de l'extrait du témoignage et afin de ne pas en dénaturer sa signification.

PARTIE II. VÉCU DES FAMILLES AVANT LA LIBÉRATION DU JUSTICIABLE

Bien que le sujet au cœur du présent rapport traite de la période post-incarcération, les quatre participants du projet abordent divers éléments survenus avant la libération du justiciable. Ces éléments sont présentés ici, non seulement pour faire un lien avec les données des écrits scientifiques, mais également afin de contextualiser chacune de leur histoire.

Cette seconde partie met de l'avant les émotions et le ressenti vécus par les membres de la famille des justiciables ainsi que l'investissement personnel qu'ils y ont mis « avant la libération » de ces derniers. Soulignons que ces deux sujets sont subdivisés selon la période de pré-incarcération et celle d'incarcération.

Dans le présent contexte, la période « avant la libération » inclut la pré-incarcération (processus judiciaire à partir de l'infraction commise jusqu'au prononcé de la peine), ainsi que l'incarcération proprement dite (dès le prononcé de la peine jusqu'au moment où le sentencié quitte l'établissement carcéral, indépendamment s'il a complété sa peine d'emprisonnement ou s'il a obtenu une libération sous conditions).

2.1. Émotions et ressenti vécus

Tel que Withers (2000) le mentionne, les proches de justiciables passent par une panoplie d'émotions. Il est possible de retracer chez les interviewés de ce projet plusieurs émotions qui sont documentées dans les écrits scientifiques telles que la honte, la culpabilité, le stress, l'anxiété, la colère et la tristesse. Certains participants parlent du sentiment de peur, de l'impression d'être dépassé et de ressentir du désarroi. À cette gamme d'émotions s'ajoutent des sentiments de hâte face à la libération du délinquant et d'espoir lié à un futur meilleur, mais également un désaccord vis-à-vis la sentence d'incarcération rendue.

2.1.1. Période pré-incarcération

Deux participantes, Danny (mère) et Alice (sœur), abordent ce qu'elles ont ressenti durant la période pré-incarcération. Force est de constater que, avant même le début des procédures judiciaires du contrevenant, ces deux participantes vivaient du stress lié à des situations particulières. Bien que cela n'exclut pas la possibilité que Céline (mère) et Benjamin (frère) vivaient de telles circonstances, ceux-ci n'ont pas partagé leurs ressentis durant cette période.

A) Peur

Durant l'entretien avec Danny, mère et victime d'Adam, celle-ci dit avoir eu peur de son fils, principalement lorsqu'il était en état d'intoxication. Cette mère spécifie bien connaître son fils et ne pas avoir peur de lui en temps normal. Toutefois, elle explique que, lorsqu'Adam consomme, celui-ci n'est plus la même personne :

« Présentement, je n'en vis plus de peur. Mais j'en ai vécu beaucoup, oui. [...] mon fils n'est pas méchant, mais quand il est sous l'effet de la drogue, il n'est plus mon gars. [...] J'en ai vécu beaucoup de peur, par rapport à mon fils. T'sais, j'avais vous donner un exemple. J'ai déjà demandé à mon fils de sortir de chez moi. Il est sorti dehors, il est sorti avec les policiers puis, en moment donné, je me suis réveillée en pleine nuit pis il était debout à côté de mon lit. »
(Danny)

B) Sentiment d'être dépassé

Toujours en lien avec les comportements d'Adam lorsqu'il est intoxiqué, il ressort du discours de cette mère des éléments démontrant de l'exaspération face à son fils et sa problématique de consommation. Danny partage divers exemples où elle sent qu'elle avait perdu le contrôle de sa propre demeure :

« Avant son incarcération, je pouvais me lever un matin et je n'avais plus de TV d'accrochée au mur. [...] Ce qui s'est passé aussi, c'est que, la minute que j'allais me coucher, lui il se levait et il passait la nuit debout. Quand je me levais le matin, la maison était sens dessus dessous. [...] Il était vraiment temps qu'Adam sorte de la maison. J'étais pu capable supporter ça. » (Céline)

C) Désarroi

Le sentiment de désarroi est relevé chez deux participantes, soit Alice et Danny.

En ce qui a trait à la situation d'Alice, d'entrée de jeu, cette jeune femme explique sa situation familiale ; en plus des conflits parentaux et de l'éloignement géographique de sa sœur aînée, le petit frère, dont elle aura la charge dans le futur, a une limitation fonctionnelle majeure, et le grand frère, en conflit avec leur père, démarrait une compagnie. Ainsi, Alice caractérise la judiciarisation de Damien comme « un problème de trop, genre... qu'on ne voulait pas vivre! » (Alice)

En se rapportant à la période pré-incarcération, Danny se remémore le fort sentiment de désarroi qu'elle ressentait et dit qu'elle ne savait plus quoi faire en tant que parent afin d'aider son fils. En ce sens, elle explique avoir logé un appel aux services d'urgence en mentionnant craindre pour sa sécurité en raison de menaces que lui avait proférées son fils. Toutefois, elle confie avoir menti et que cet appel, qui a mené à des charges criminelles, se voyait davantage comme un cri à l'aide de sa part :

« [Adam] me dit : « si t'appelles encore la police, j'vais te donner mon poing. » T'sais... mais ce n'était tellement pas menaçant (petit rire) la voix avec laquelle il me l'a dit. Fait que à ce moment-là, j'ai pris le téléphone, j'ai fait le 9-1-1 et j'ai menti. J'ai dit que mon fils venait de me faire des menaces et que j'avais peur, mais je n'avais pas peur. [...] J'ai expliqué au juge et au procureur de la couronne que j'avais menti, que je ne savais pu comment agir en tant que parent, pour que quelqu'un m'aide... (se met à pleurer) Fait que j'ai carrément menti t'sais (voix qui craque). Ça je trouvais ça difficile. » (Céline)

D) Honte

Danny est la seule participante à parler du sentiment de honte. Elle verbalise ressentir ce sentiment depuis le tout début du processus judiciaire :

« Je l'ai vécue à toutes les étapes. Quand j'ai passé à la Cour, j'avais honte. Quand je suis allée le voir la première fois en prison, ça été tellement difficile. Quand tu entres dans la prison, dans les lieux physiques, pis tu vas voir ton enfant... Mon Dieu. [...] J'avais honte de la situation. Honte de moi aussi, d'avoir échoué en tant que parent. » (Céline)

E) Colère

Lorsqu'Alice a appris les gestes criminels commis par son frère, celle-ci raconte avoir initialement vécu de la colère :

« Au début, j'étais vraiment... en colère, mais vu que j'ai compris pourquoi mon grand frère avait fait ce délit, j'ai fini par lui pardonner, tout. En même temps, ça m'a tellement énervée que ça soit encore très égoïste comment il agit. » (Alice)

2.1.2. Période d’incarcération

Parmi les quatre participants, Danny (mère), Céline (mère) et Alice (sœur) racontent ce qu’elles ont vécu durant la période d’emprisonnement du contrevenant. Celles-ci font référence à la culpabilité, le stress et l’anxiété, la tristesse, la hâte et même l’espoir, mais également au désaccord qu’ils ont vécu vis-à-vis la peine d’incarcération qui a été prononcée. Durant la période d’incarcération, ces trois individus ont maintenu des contacts téléphoniques et en personne avec le condamné. Pour sa part, Benjamin (frère) est le seul interviewé à avoir maintenu uniquement des contacts téléphoniques durant cette période.

A) Culpabilité

La culpabilité est retrouvée dans le discours de Danny. En effet, cette mère se sent coupable de l’incarcération de son fils en mentionnant que c’est « à cause d’elle » qu’il a été emprisonné : « J’ai porté plainte contre mon fils, donc c’est un peu à cause de moi, mais indirectement, si [Adam] est allé en prison. J’trouvais ça, au début, vraiment difficile d’accepter l’idée que mon fils aille en prison. » D’ailleurs, cette mère raconte qu’elle tentait de l’aider à traverser cette épreuve, entre autres via les visites, les contacts téléphoniques et le don d’argent :

« Pis je me sentais déjà mal que mon fils soit en prison, fait que j’ai tout fait pour adoucir son temps. [...] Les gens me le disaient dans mon entourage. « Ne fais pas ça [Danny] », Mais j’étais pas capable, je trouve ça tellement difficile que mon gars soit incarcéré. » (Danny)

B) Stress et anxiété

Deux participantes, Alice (sœur) et Céline (mère), racontent le stress et l’anxiété qu’elles ont vécus durant l’incarcération du justiciable.

Tout d’abord, Alice commence l’entretien en mentionnant clairement que la situation judiciaire de son frère Damien a été un événement stressant, ce qu’elle réitère à maintes reprises durant l’entrevue. Tout en rappelant qu’elle est étudiante, elle confie avoir vécu un stress intense en lien avec le processus judiciaire, ainsi qu’en lien avec le fait que son frère démarrait une compagnie avant son incarcération :

« Un programme technique ça prend vraiment beaucoup de temps. T'sais, parler brièvement d'avant, c'était une période vraiment stressante, j'ai trouvé ça vraiment dur. [...] mon grand frère commençait une compagnie. [...] Pis lui, il voulait sortir tout de suite parce qu'il devait s'en occuper de sa compagnie. Ça, ça m'a rajouté encore du stress aussi. » (Alice)

Quant à Céline, cette mère raconte les diverses démarches qu'elle a effectuées pendant l'incarcération de Benoit, principalement en lien avec son emploi. Elle mentionne entre autres s'être déplacée à maintes reprises afin de parler avec l'employeur de son fils, effectuer divers appels téléphoniques et amener divers documents en détention pour que Benoit puisse les signer : « [...] ça m'a stressée parce qu'on faisait des démarches en détention [...] Ah! On a vraiment *rushé* tout le pendant. Pour qu'après, ce soit plus facile. »

C) Tristesse

Les deux mêmes participantes, Alice (sœur) et Céline (mère), traitent également de la tristesse vécue durant la période d'incarcération du justiciable.

Dans le cas de Céline, malgré la présence de son second fils, elle nomme avoir vécu difficilement et intensément cette période. Elle indique ainsi qu'elle pleurait souvent lorsque le sujet de Benoit était abordé : « Tu vis des affaires intenses [...]. J'en parlais tout le temps avec [mon autre fils]. Quand on me voyait, j'pleurais, quand on m'en parlait, j'pleurais. »

Durant l'entretien avec Alice, celle-ci aborde non pas la tristesse qu'elle a vécue, mais plutôt celle de sa mère : « Ma mère était stressée, des fois elle pleurait. Ouais, ma mère pleurait beaucoup. »

D) Hâte

Dans le cas de Céline, cette mère habitait avec Benoit avant son incarcération. Ainsi, elle témoigne de la hâte qu'elle a vécue en lien avec la libération de son fils : « Comment je me sentais? J'avais hâte qu'il sorte! [...] Ah! Mais quand il est parti, ça faisait vide. »

E) Espoir

Dans le cas de Danny et son fils Adam, il faut rappeler que ce dernier n'en était pas à sa première peine d'emprisonnement. Toutefois, la présente incarcération se voit la plus longue. Ainsi, Danny espérait que cette incarcération ait un effet dissuasif chez son fils : « Je me disais que ça faisait un an que [Adam] était incarcéré. J'me disais que cette fois-là, il allait avoir compris. [...] J'avais mis tous mes espoirs dans ce séjour là en prison. »

F) Désaccord

Finalement, Alice (sœur) et Céline (mère) font part de leur désaccord face à la peine d'incarcération prononcée. Rappelons que toutes deux sont des membres de la famille de justiciables ayant été accusés de délit à caractère sexuel.

Bien qu'Alice semble accorder une part de responsabilité à son frère quant à ses agirs criminels, celle-ci se montre en désaccord avec la peine d'emprisonnement : « T'sais, [Damien] a quand même un sérieux problème, mais... Moi, en tout cas, en parlant avec lui, ce n'était pas assez pour le mettre en prison. »

Quant à Céline, il lui semble que la sanction qui a été donnée à son fils est exagérée : « Parce que, il a été incarcéré pour une affaire vidéo. Une p'tite affaire sur internet. Aucune affaire grave. [...] J'trouve que, pour moi, c'est exagéré, beaucoup. »

2.2. Investissement personnel

Au même titre que ce qui est constaté dans les écrits scientifiques, les participants de ce projet se sont montrés présents et investis auprès des justiciables durant cette période, mais l'ont également été pendant la période qui la précède. Ainsi, la présence et l'investissement que chacun des participants a offerts durant les périodes avant et pendant l'incarcération seront abordés.

2.2.1. Période pré-incarcération

Parmi les quatre témoignages recueillis, trois participants (sœur, frère, mère) ont contribué aux démarches judiciaires du contrevenant alors que la quatrième participante a été investie à titre de victime.

Dans le cas d’Alice, sans expliciter son rôle durant la période précédant l’incarcération de son frère, elle nomme avoir pris une part active tout au long du processus judiciaire : « Au fond, j’ai été présente tout le long de son processus d’incarcération. [...] J’ai été présente dès le début, à tout, pour lui ».

Pour sa part, Céline confie avoir été présente pour son fils lors de chacune des étapes judiciaires : « Bien moi t’sais, je l’ai accompagné partout. Partout, partout ».

En ce qui a trait au cas de Benjamin, il admet avoir « pris en charge » la situation légale de son frère Carl pour faire avancer le processus judiciaire. Selon Benjamin, son frère « se traînait les pieds » depuis déjà quelques années en lien avec les démarches judiciaires :

« [...] je pense que ça faisait cinq ans qu’il se traînait les pieds, qu’il manquait des dates de cour. Finalement, je l’ai pris charge un peu et j’ai commencé à faire des appels moi-même pour savoir ce qu’il doit faire, où il doit aller, à qui il doit parler. Par exemple, il a perdu presque 10 000 \$ de frais d’avocat, car il ne savait pas qu’il avait droit [à] l’aide juridique. Il avait besoin de ce coup de pouce pour l’avoir. » (Benjamin)

Prenant en compte les éléments rapportés par la mère d’Adam, Danny, celle-ci a participé aux procédures judiciaires précédant la détention de son fils en portant plainte contre lui et en témoignant dans cette cause lors de l’audience à la Cour.

2.2.2. Période d’incarcération

À partir des témoignages recueillis, trois types d’investissement personnels sont identifiés. Ceux-ci sont la présence auprès du justiciable, l’aide financière ainsi que le fait d’être un « bras agissant » pour le détenu (Touraut, 2009).

A) Présence

Tout d'abord, rappelons le fait que tous les participants ont été présents pour leur membre de la famille détenu. En effet, ceux-ci maintenaient minimalement des contacts téléphoniques hebdomadaires durant la période d'incarcération, et même quotidiens dans certains cas.

De plus, les trois femmes de l'échantillon, Alice, Céline et Danny, se rendaient à l'établissement carcéral sur une base hebdomadaire pour y visiter leur proche condamné. De plus, trois des quatre participants ont été chercher le justiciable lors de sa libération. Seule Alice, ayant d'autres obligations, n'était pas en mesure d'aller chercher son frère Damien. Tout de même, ce sont des membres de la famille immédiate qui sont allés le chercher soit leur mère ainsi que leur jeune frère.

B) Aide financière

Dans le contexte des entrevues, ce type d'aide a été vu sous forme de dons ou de prêts d'argent ainsi que de paiements de divers biens et services.

Dans le cas d'Alice, elle inscrit dans la fiche signalétique avoir aidé financièrement Damien. La manière et les raisons s'y rattachant ne sont cependant pas explicitées.

Malgré la perte monétaire mensuelle que cela lui occasionnait, Benjamin aidait son frère aîné, Carl, en maintenant libre son logement et en assurant les paiements s'y rattachant : « J'avais un logement pour lui, vide. [...] C'était en tout six mois que j'ai personnellement perdu en loyer. [...] 700 par mois, ça m'a affecté, mais pas trop, j'étais correct. »

Maintenant des contacts téléphoniques quotidiens avec son fils incarcéré, Céline se rappelle avoir payé une facture téléphonique mensuelle qui s'élevait à « quasiment 800 \$ ».

Finalement, durant l'année d'incarcération d'Adam, sa mère explique que, étant rongée par la culpabilité, elle amenait de l'argent à son fils lors des visites : « J'allais le voir toutes les semaines et j'allais lui porter de l'argent. Fait que moi, j'lui ai donné... 100 \$ par semaine à mon fils en prison? »

C) « Bras agissant »

Reprenant les termes de Touraut (2009), trois des quatre participants ont été le « bras agissant » (p. 319) du justiciable qui était dans l'impossibilité de faire toutes les démarches souhaitées. Danny est la participante qui n'a pas fait mention de ce type d'investissement.

Alice rapporte s'être grandement investie durant la période d'incarcération de son frère afin de le faire libérer le plus rapidement possible. Par exemple, tel que mentionné, c'est Alice qui s'est présentée devant la CQLC lors de la libération de Damien. Étant donné ses autres obligations, elle a dû quitter l'établissement avant d'avoir la réponse des commissaires : « Plus tôt le matin, je m'étais présentée pour parler de lui, [...] le défendre, en quelque sorte. Après ça, je devais vite aller à l'école. Quand j'ai reçu l'appel une heure plus tard, j'ai tout de suite appelé ma mère pour voir si elle pouvait venir le chercher. »

Tout comme la précédente participante, Benjamin a été le répondant de Carl qui s'est présenté devant la CQLC. Malgré l'incertitude quant à l'obtention de la libération conditionnelle de Carl, Benjamin s'est rendu dans une autre ville pour appuyer le plan de sortie de son frère devant les commissaires :

« Ce n'était pas certain s'il allait pouvoir sortir ou non. Même en fait, il avait de très faibles chances [...] Donc, j'aurais pu y aller pour rien. Mais, j'ai aussi eu la chance de parler avec les commissaires, [leur dire que] je le surveillerais, que j'habite à côté de lui, que je sais où il travaille parce qu'ils avaient des inquiétudes. » (Benjamin)

Dans le cas de Céline et de son fils Benoit, elle explique qu'ils avaient décidé que l'incarcération serait cachée à son employeur. Donc, Céline a effectué plusieurs démarches afin de dissimuler les raisons de l'absence de son fils : se rendre sur le lieu du travail, rapporter des documents, aller les faire signer par Benoit en détention, retourner porter lesdits documents, etc. Malgré leurs efforts, l'employeur a été en mesure de connaître la réelle raison de l'absence de Benoit au travail et ce dernier s'est alors retrouvé sans emploi. À ce moment, Céline a enclenché d'autres types de démarches, toujours en lien avec la sphère occupationnelle de son fils :

« On a fait des démarches parce qu'il avait dit qu'il restait ici pour aider son beau-père qui se faisait opérer. On s'était déplacés en détention, à son travail, trois-quatre fois, aller voir son *boss* [...]. On lui a amené des papiers de détention pis on lui a dit que c'était pour des contraventions. Pis là, l'avocat du travail est allé fouiller dans son dossier. Ils savaient pourquoi. Ils voulaient pas le reprendre. [...] Après ça, on a eu un rapport avec [les normes du travail]. On a fait des démarches. On a appelé, on a fait signer des papiers, on a fait faire des lettres. Quand on allait à la détention, il fallait passer les papiers par les... agents qui étaient là. Un paquet d'affaires [...]. » (Céline)

Également, en lien avec la demande de remise en liberté effectuée qui s'est vue refusée, Céline aborde brièvement sa contribution : « Il fallait aussi rencontrer l'avocat quand il passait [devant la CQLC] Ah! un paquet d'affaires. Même rappeler son avocate là-bas, parce qu'ils ne voulaient pas qu'il s'en vienne ici à cause du parc. »

PARTIE III. VÉCU DES FAMILLES APRÈS L'INCARCÉRATION DU JUSTICIABLE

La période post-incarcération débute dès le moment de la sortie d'établissement du condamné, indépendamment de son statut légal (p. ex. permission de sortir à des fins de réinsertion sociale, permission de sortie préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle, probation). Tel que Withers (2000) le rapporte, le retour au domicile, même si l'individu doit séjourner en maison de transition, ravive une foule d'émotions et de sentiments. Dans le cas présent, la totalité des participants nomme avoir vécu de la joie. S'en est suivi un désenchantement pour tous, qui n'est toutefois pas vécu de la même manière par l'ensemble de ceux-ci. Parallèlement à cela, certains d'entre eux disent s'être conformés aux conditions du justiciable ou même de l'avoir surveillé.

3.1. D'heureuses retrouvailles

Tout d'abord, il est relevé que les quatre membres de la famille des justiciables ont vécu un moment de joie à la suite de la libération de ces derniers. Dans le cas de Danny, cette mère commence l'entretien en verbalisant : « Quand mon fils est sorti de prison, c'est bien simple. J'étais vraiment contente. »

Dans un même ordre d'idées, Céline parle de la joie éprouvée en lien avec la libération de son fils. Puisque la libération de Benoit s'est déroulée en janvier, la famille a tenu à

souligner son retour de détention ainsi que le temps des Fêtes qu'il avait manqué : « On était content, on était heureux. Quand il est revenu, [...] on a fait un p'tit Noël pour lui. [...] On l'avait amené au restaurant. Il était content. On avait changé sa chambre pis tout ça. On était content. On était ben, ben heureux. »

Quant à Benjamin, il se souvient du moment où il a appris la nouvelle que son frère Carl a reçu sa libération conditionnelle. Rappelons également que c'était la première fois que les frères se voyaient depuis la détention :

On a eu les nouvelles qu'il pouvait quitter, mais qu'il devait aller directement [à la maison de transition]. On était content, il était très content. On a ramassé ses choses et on a pu quitter. [...] Encore une fois, j'étais content pour lui. Il y avait un peu moins de stress. (Benjamin)

Semblable à cette histoire, Alice parle de joie, mais également d'un sentiment de soulagement : « J'étais *full* contente. Honnêtement, j'étais vraiment contente que finalement ils allaient le libérer [...]. De mon côté, je te dirais, au début, j'étais soulagée, mais après... j'étais comme un peu, pas contrôlante, mais un peu anxieuse. »

3.2. Un désenchantement

Le dernier extrait laisse présager l'arrivée du phénomène de désenchantement que l'on retrouve chez les quatre participants, phénomène qui peut être défini par un sentiment d'amertume causé par la perte de toute illusion.

Un autre extrait illustrant cette transition est tiré de l'entrevue avec Danny : « le retour à la maison, donc... s'est fait dans la joie. J'étais vraiment contente. [Adam] aussi. Seule chose que je pourrais rajouter de plus, c'est que ça n'a pas duré longtemps. »

En analysant les manifestations de ce désenchantement, il en ressort trois principaux thèmes qui aident à la compréhension de ce phénomène : les impacts de l'incarcération, les conditions à respecter et un futur à repenser.

3.2.1. Les impacts de l'incarcération

Une part du désenchantement vécu par les membres des familles interviewés est liée directement à l'expérience que les justiciables ont vécue en détention. Par exemple, dans le cas de Danny, un premier indice laissant croire à cette mère que l'incarcération de son fils n'aurait pas l'effet escompté est lorsqu'il a recommencé à consommer et que « les problèmes ont continué. ». Elle va jusqu'à dire que « ça va toujours en empirant » puisque durant sa dernière incarcération, il aurait noué de nouveaux liens avec des individus reliés au milieu de la drogue : « [...] quand Adam est sorti de prison, il avait des numéros de téléphone, il avait des noms de vendeurs. J pense que c'est encore pire. »

En étant sous l'influence de substances intoxicantes, Adam a causé des dommages au domicile de sa mère. De plus, son état mental commençait à se détériorer, ce qui amena Danny à louer un logement à son fils pour ne plus avoir à vivre au quotidien ses fluctuations d'humeur et de comportements : « Il était vraiment temps qu'il sorte de la maison. [...] Il fallait qu'il parte, parce que moi, j'étais pu capable [de supporter ça]. »

En ce qui a trait à Céline, un élément contributif à son désillusionnement a été la régularisation de la situation de son fils en lien avec la perte de son emploi et les démarches s'y rattachant : « Après ça y a eu l'assurance-chômage, l'aide sociale. Ça a été beaucoup d'ouvrage. » Toujours en lien avec la sphère occupationnelle de son fils, Céline confie son ressenti négatif face à la perte d'ancienneté de son fils lorsqu'il a décidé de retourner travailler pour son ancien employeur : « Il l'a repris sans ancienneté pis Benoit vivait bien avec ça, mais nous autres... ça nous faisait chier. »

3.2.2. Des conditions à respecter

Alice (sœur), Benjamin (frère) et Céline (mère), tous trois étant des membres de la famille de contrevenant ayant commis un délit à caractère sexuel, traitent avec émotion des conditions légales qui sont imposées au membre de leur famille. De plus, les participants ont des questionnements en lien avec ces conditions.

A) Désaccord

Durant l'entretien avec Benjamin, celui-ci mentionne être heureux que son frère ait reçu sa libération conditionnelle. Cependant, il avoue avoir été quelque peu désenchanté du fait que son frère devait aller en maison de transition : « J'étais légèrement contre l'idée de la maison [...], mais on s'ajuste. Si c'est ce qu'il faut faire, si c'est la seule condition pour qu'il puisse sortir, c'est sûr qu'on doit la suivre. »

B) Craintes

Le désaccord de Benjamin face à cette condition était lié à une crainte en raison de l'emplacement géographique et de la réputation du quartier où se situe cette maison de transition. Selon sa perspective, ce passage transitoire obligé pouvait nuire à la réinsertion sociale de son frère :

« Je me suis dit qu'il doit y en avoir autour d'ici, il doit y en avoir d'autres [maisons de transition], mais l'agent de probation insistait vraiment pour que ce soit elle. [...] » (Benjamin)

« Je connais le coin, [...] il y a beaucoup de drogues, beaucoup de prostituées, beaucoup de caractères assez spéciaux. Moi, je stressais un peu, [...] que ça aurait été la mauvaise chose pour lui d'être entouré [de] d'autres gens qui ont une certaine [délinquance]. Aussi, puisqu'il n'a pas de véhicule, c'était un peu difficile pour lui, parce que c'était tellement loin de son travail. » (Benjamin)

Durant la libération conditionnelle de Damien, sa sœur raconte les craintes qu'elle pouvait vivre en lien avec divers comportements de son frère, tel que le non-paiement de ses dettes. Aussi, bien que sa libération conditionnelle de Damien soit arrivée à échéance, Alice nomme toujours vivre une certaine appréhension face à la possibilité qu'il doive à nouveau faire face au système judiciaire : « J'espère juste qu'il n'aura pas un autre problème et qu'il ne retournera pas en prison. Parce que ça, j'trouverais ça chiant, vraiment chiant, frustrant et stressant. Mais... je reste toujours un peu craintive. »

C) Colère et frustrations

Bien que Céline ait pris connaissance des conditions liées aux ordonnances de probation et d'interdit de son fils, cette mère nomme ne pas toutes les comprendre : « On ne

les comprend pas tout le temps toute, c'est pas détaillé là. [...] Tu lis le papier pis... On comprend rien! On comprend pas trop les conditions. » Cette mère indique aussi vivre de la colère et de l'incompréhension face au rationnel qui sous-tend l'ordonnance d'interdiction imposée par le juge pour les délinquants sexuels.

Quant à lui, Benjamin se remémore qu'il lui est arrivé d'aller reporter son frère à la maison de transition pour qu'il respecte le couvre-feu : « C'est arrivé au moins trois fois que, à cause de son *shift* de travail, il a manqué le métro et j'ai dû aller le chercher pour le ramener à la maison [de transition]. [...] ça m'affectait... le fait d'aller le reconduire après le travail. »

Benjamin raconte aussi un moment où Carl n'a pas pu participer à une activité familiale en raison des conditions de la maison de transition : « Selon moi, c'était vraiment trop là. Quand c'est la famille, que le parent est présent, appelle et dit : « j'aimerais ça qu'il vienne chez moi » pis qu'ils refusent. [...] Ça l'a beaucoup affecté, pis même nous. »

D) Tristesse

Benjamin nomme avoir été peiné pour son frère à quelques reprises en lien avec diverses décisions prises par les intervenants de la maison de transition. Il donne pour exemple le fait que son frère n'ait pas pu aller dormir à son domicile durant une fin de semaine et que Carl n'ait pas été en mesure de voir leur sœur lorsqu'elle était en visite : « J'étais triste pour lui. Plusieurs choses, surtout pour ne pas avoir vu la famille. »

3.2.3. Un futur à repenser

L'incarcération ainsi que les conditions peuvent influencer les projets des justiciables et de leur famille. D'ailleurs, le fait que certaines conditions sont mises en place pour de longues périodes fait en sorte que Céline entretient des craintes et une tristesse résiduelle. Par exemple, cette mère parle de son appréhension face au futur étant donné la nature du délit de son fils. Ses inquiétudes sont liées au fait de ne pas savoir quelles seront les répercussions de l'ordonnance d'interdit de son fils, principalement lorsqu'il aura des enfants :

« Il n'a pas le droit d'aller dans les parcs. Il n'a pas le droit d'approcher des jeunes de moins de seize ans... quatorze ans? [...] ça m'inquiète à long terme.

Parce que, il va avoir des enfants un jour... pis ça, est-ce que ça va le suivre longtemps? Je l'sais pas. *pleurs* [...] Ça me blesse, mais c'est lui qui va le vivre t'sais. Qu'est-ce qui va se passer? Il n'a jamais touché à des enfants, y a rien faite! Mais ça fait partie du processus du délit. » (Céline)

3.3. Se conformer

Indépendamment de la mesure légale sous laquelle les justiciables du présent échantillon étaient lors de leur sortie de détention, tous avaient diverses conditions à respecter. Bien que ces conditions soient imposées au condamné, au moins deux participants s'y sont également soumis. Par exemple, dans le cas de Céline, bien qu'elle aurait pu maintenir une connexion internet à la maison, elle l'a fait désinstaller pour s'assurer que son fils respecte son interdit d'utilisation.

Quant à Benjamin, il tient à s'investir dans la réinsertion sociale de son frère par le biais d'activités. Il avait un abonnement à une salle de conditionnement physique qui se situe dans un endroit que Carl ne peut pas fréquenter. Benjamin a alors décidé de changer ses habitudes et s'est trouvé une autre salle d'entraînement :

« Où j'avais un abonnement, c'était un centre communautaire qui avait un gym. Je m'en vais à la piscine, mais lui, il n'y avait pas le droit; les parcs, si on veut aller s'entraîner, il n'a pas le droit. Même pour aller faire du *jogging*, on allait dans les rues, avec les camions qui passent parce qu'on peut pas aller dans les parcs, on ne peut pas aller à des endroits. [...] C'est sûr que ça nous bloquait beaucoup ses conditions à lui. » (Benjamin)

Pour que Benjamin puisse recevoir la visite de Carl à son domicile, la maison de transition doit préalablement faire des démarches telles qu'entrer en contact avec l'individu afin de s'assurer qu'il est au fait de la situation légale et qu'il connaisse les conditions du justiciable. Par la suite, une visite du domicile de l'individu en question ainsi que du quartier est effectuée afin de vérifier que le risque de récidive ou de bris de condition du justiciable ne soit pas augmenté. Rappelons que ces deux frères partageaient un duplexe :

« Au début, il pouvait venir chez moi et non chez lui. Pis c'était un à côté de l'autre! Mais c'était toute l'inspection. Ils ont marché dans le secteur. Il y a un parc à trois coins de rue, donc il ne peut jamais marcher vers là-bas. » (Benjamin)

3.4. Surveiller

Les deux membres de la famille dont le justiciable a bénéficié d'une mesure de remise en liberté conditionnelle, Benjamin (frère) et Alice (sœur), abordent un aspect faisant davantage référence à l'application d'une surveillance.

Dans le cas de Benjamin, il explique que l'un de ses amis est l'employeur de Carl. Ainsi, après son séjour en maison de transition, Benjamin peut continuer de s'assurer que son frère va bien par l'entremise de son ami : « Et je le suivais d'une certaine façon par son patron. C'est un ami que je connais bien. Donc moi je lui demandais des suivis. J'avais même pas à demander. C'est lui qui me disait toujours comment [Carl] allait bien pis tout ça. »

Bien que plusieurs membres de la famille lui auraient suggéré de ne pas aider monétairement son frère, Benjamin admet l'avoir tout de même fait. Ainsi, il a payé les dettes de Carl et ils ont pris une entente de paiement. De cette manière, Carl peut se concentrer à travailler afin de rembourser son frère. Benjamin explique que « tout le monde a besoin d'un nouveau départ comme ça » et qu'il n'est pas stressé à l'idée de ne pas être remboursé : « Et je savais que, vu qu'il habite à côté de moi, j'aurais pu le surveiller. Je sais où il est, en tout temps. Il n'aurait pas pu quitter avec l'argent pis que je ne le vois plus jamais après. C'est mon voisin. »

Dans le cas d'Alice, elle considère avoir des responsabilités auprès de la famille face aux divers événements et épreuves qu'ils traversent : « Même si personne ne me l'a demandé, moi je fais le sacrifice de travailler, étudier, parce que je sais que j'ai une responsabilité au bout de la ligne. » En ce sens, connaissant certaines problématiques chez son frère, Alice ajoute qu'elle lui fait plusieurs rappels pour le ramener à l'ordre. Elle spécifie que ses interventions sont principalement axées sur le respect des règles de conduite ainsi que sur les circonstances familiales, le tout dans l'optique d'éviter d'autres problèmes à son frère :

« La stabilité émotionnelle pis être responsable, respecter les règles, les lois, il n'est pas fort pour ça. Quand il vient à la maison, moi, j'dois toujours lui faire un rappel de faire attention, ne pas avoir de contravention avec sa foutue voiture. De faire attention avec le système de justice, point. Aussi, lui rappeler comment à la maison, quotidiennement, c'est difficile. Je dois lui rappeler, tout le temps. Parce que, lui, il est dans son monde. » (Alice)

Non seulement Alice surveille son frère, mais il lui arrive de tenter de le raisonner, principalement si son frère semble retourner dans ses agirs délinquants. Selon le discours d'Alice, la surveillance et l'exercice de contrôle sur Damien sont constatés de sa part : « On a des conversations plus personnelles de son délit pis de sa façon de voir [les choses]. Des fois, j'vois qu'il rechute pis j'me fâche. J'me dis : « Aies plus de contrôle! Occupe-toi! Fais quelque chose! Mais j'veux pas te revoir retomber! ». » Toutefois, Alice remarque que son frère a cheminé sur certains aspects personnels grâce à ses suivis thérapeutiques. Malgré le souhait de voir son frère poursuivre et maintenir ses avancements thérapeutiques, Alice conclue toutefois trouver difficile de veiller sur son frère en permanence :

« [...] c'est dur de toujours devoir faire ce rappel constant. Moi, je vis ça difficilement [...] Je veux m'assurer qu'il va quand même bien pour qu'il ne fasse pas des bêtises graves, comme de retomber dans la dépendance qu'il aurait pu avoir. En même temps, j'suis tellement occupée que je trouve ça dur de toujours prendre de ses nouvelles, tout simplement. » (Alice)

PARTIE IV. UN SILENCE INTEMPOREL

Il ressort du discours des trois participantes des éléments en lien avec le côté tabou de la judiciarisation d'un individu. Cette censure est dite « intemporelle », puisqu'elle est constatée durant les procédures judiciaires, l'incarcération et la période post-incarcération du condamné. Ce silence règne non seulement entre les membres de la famille des justiciables et son entourage, mais également entre les membres de la famille des justiciables et ces derniers. Sans exclure que Benjamin ait pu vivre cette censure, il n'a pas abordé cet aspect lors de l'entretien.

4.1. L'entourage

Que ce soit auprès de la famille immédiate, de la famille éloignée, de l'employeur, de ses ami(e)s, ou même d'une ressource spécialisée, trois participantes (sœur et mères) nomment avoir gardé sous silence en partie ou complètement la situation judiciaire du condamné. Par exemple, Alice confie que sa « mère ne sait pas la vraie raison » de l'emprisonnement dans un but de la « protéger » : « Ma mère n'a jamais su la raison réelle pourquoi mon grand frère a été détenu [...]. Tout le monde le sait, [sauf] ma mère. [...] Ma mère pleure facilement, c'est pour ça qu'on la protège un peu. »

Alice explique aussi que son frère Damien s'est confié à elle et lui a révélé un secret de famille. Bien que ce secret ne soit pas explicité durant l'enregistrement, la culture du silence entourant ce sujet ressort de son témoignage. En effet, Alice mentionne que ce non-dit aide à la compréhension du passage à l'acte délictuel de son frère. Toutefois, même après la libération de Damien, les raisons de sa judiciarisation restent cachées à la famille :

« Damien m'a avoué des choses que j'avais aucune idée qui s'étaient passées. Tout ce qu'il a pu me révéler, ça juste été une pièce de casse-tête. [...] Je ne sais pas si un jour ma mère va découvrir la vérité, mais, pour l'instant, je crois que c'est mieux qu'elle ne le sache pas. [...] je sais qu'elle s'en pose des questions [...] elle m'en a légèrement parlé, parce que je l'ai su comme ça, mais moi j'ai fait comme si « ah... je ne sais pas ». [...] Comme je te dis, pour moi, c'était juste une pièce du *puzzle* que j'avais besoin de voir, de comprendre. Et ça, malheureusement, j peux pas le montrer à ma mère, j peux pas lui expliquer. Mon père... non plus. Même si ma grande sœur savait ce qui était arrivé, c'est un sujet qu'on éviterait de parler, tout simplement. » (Alice)

Quant à Céline, celle-ci a aidé son fils à dissimuler les raisons de son absence à son employeur. De plus, indépendamment du moment, cette mère admet ne pas avoir parlé de la situation judiciaire de son fils, ni à ses copines, ni à la famille :

« J'en parle pas avec d'autres. J'ai caché ça longtemps. J'le cache encore. J'ai des amies qui disaient des fois : « Ah! T'as l'air... » Et je leur répondais : « Mouain... mais je t'en reparlerai un jour. C'est quelque chose que je ne peux pas parler. » [...]

Tu vis des affaires intenses, pis tu peux pas en parler. Comme, dans mon cas, on n'en parlait pas, on n'en a pas parlé à la famille. » (Céline)

Un dernier exemple est rapporté par Danny. Cette mère raconte qu'elle bénéficie du support d'une ressource communautaire venant en aide aux parents et amis de personnes toxicomanes. Ce groupe encourage ses membres à partager leur histoire. Malgré qu'Adam soit libéré depuis plus d'un an et qu'il n'habite plus avec sa mère, cette dernière se présente encore aux réunions, mais ne se sent pas prête à partager sa situation : « Dans [ce groupe], y a plein d'étapes pis une des étapes c'est d'aller partager. Moi, j'l'ai pas fait encore. Y en a que ça fait six mois qu'ils vont [dans ce groupe] et qui partagent. Moi, j'suis pas prête. »

4.2. Le justiciable

Il ressort des quatre entrevues que les participants et le condamné parlent à l'occasion de divers aspects factuels de la vie en détention et en maison de transition. Malgré cela, il semble que plusieurs questions provenant des membres de la famille restent sans réponses. En ce sens, surtout durant la période post-incarcération, les trois femmes racontent qu'elles ne verbalisent pas toutes leurs questions et commentaires au principal intéressé, le justiciable.

Connaissant désormais le secret de son frère, Alice croit qu'il nécessiterait une aide professionnelle en lien avec le sujet au cœur de ce secret. Bien que ces deux membres de la fratrie soient très proches, Alice ne sait pas comment aborder le sujet avec son frère :

« Tu te demandes si ce qu'il aurait pu vivre aura un jour d'autres répercussions dans sa vie. [...] est-ce qu'on aurait besoin peut-être... que ce soit juste moi avec lui... besoin de conseils, d'en parler avec quelqu'un? Je ne sais pas. [...] ce qu'il aurait vécu... ça a eu des répercussions : « C'est pas pour rien que t'es allé en prison. Et de voir si plus tard tu auras d'autres répercussions? Tout le long de ta vie, il y en a eu sans que tu t'en rendes compte. » De voir si un jour, il y fera face? Moi je serai là pour lui, c'est sûr, mais... Je ne sais pas comment aborder ça. Parce que tout doit partir de lui. » (Alice)

N'étant pas à l'aise d'aborder certains sujets avec son fils, Céline maintient un silence en lien avec sa situation légale : « C'est sûr que des fois, on peut se poser la question : est-ce que j'y en parle ou j'y en parle pas? » Allant dans le même ordre d'idées, elle ne sait pas si son fils a révélé sa situation à sa conjointe : « Sa copine ne le sait pas. J'penserais qu'il lui en parle. [...] Il va falloir qu'il en parle. Mais ça, j'en parle pas avec lui pour l'instant. »

Pour conclure, Danny croit avoir ciblé les racines pouvant être liées aux agirs criminels de son fils. Cependant, cela ne reste qu'une hypothèse, car elle doute de l'ouverture dont son fils peut avoir face à ce sujet :

« Mon fils est persuadé qu'il n'est pas normal. Il doute de lui à un point grave. Ça, c'est mon opinion. Ce qui fait que si j'essaie d'aborder le sujet. [...] Tout de suite il va être sur la défensive. [...] C'est parce qu'il ne veut pas aborder le sujet... C'est ça que je ressens. Je pense qu'il s'aime pas, qu'il manque de confiance lui, beaucoup. [...] Je pense que, quand t'es bien en d'dans de toi, tu dois moins chercher à t'autodétruire comme ça. Ou si tu es bien en d'dans de toi, tu vas moins chercher à aller voler ou faire mal à autrui. » (Danny)

PARTIE V. POINT DE VUE CRITIQUE SUR LE SYSTÈME JUDICIAIRE

Étant donné « l'expérience carcérale élargie » (Touraut, 2009) vécue par les membres de la famille, ceux-ci ont forgé leur opinion face au système de justice et à son fonctionnement. Dans un premier temps, une vision du système de justice selon la perspective de Danny et Benjamin est exposée ainsi que de la part des participants dont le justiciable est reconnu coupable de délit à caractère sexuel. Dans un second temps, une critique quant à l'emprisonnement et les conditions est présentée pour les quatre participants.

5.1. Un système défaillant

Danny partage ses perceptions quant aux répercussions du système judiciaire. Elle croit que « c'est comme juste une maille dans le système » et que la justice réparatrice serait avantageuse pour tous, principalement pour les jeunes adultes qui se voient pris avec un casier judiciaire. À son sens, la prison ne devrait être utilisée qu'en dernier recours, dans le but de protéger la société des individus dangereux :

« [...] la prison, ça devrait être juste pour les gens qui ont tué et qu'il faut empêcher d'être en liberté parce qu'ils sont dangereux pour la société. Mais les gens qui ont commis des petits crimes, j pense que [...] la justice réparatrice, ça serait 100 x plus efficace. [...] J pense que le système est mal fait pour aider les jeunes en difficulté. [Adam] a un dossier pis ça lui ferme bien des portes. [...] Qu'est-ce qui le décourage aussi, c'est la demande de pardon. Ça prend trop d'années. » (Danny)

Elle croit également qu'il y a une lacune au niveau du suivi, particulièrement lors du retour en collectivité : « Y a personne qui est au courant qu'Adam est en prison. Y a personne qui fait un suivi sur Adam. Fait que, il sort pis c'est comme juste un numéro. Ya pas rien... il n'y en a pas de suivi. »

Quant à Benjamin, il se montre choqué de constater les conditions dans lesquelles les condamnés sont remis en liberté. Il revient à plus d'une reprise sur le sujet en pensant aux individus n'ayant pas la chance d'avoir une famille disponible et avec des ressources pour les aider durant et après la période de détention :

« [...] je le sais qu'il y a des gens qui n'ont pas de famille qui va aller les chercher. Qu'est-ce qu'ils feraient s'ils étaient pris à [l'extérieur de Montréal]? Pis ils sortent de là et ils ne savent pas. Ils n'ont pas une cenne sur eux. C'est pas un bon scénario pour personne et j'imagine que ça doit arriver tous les jours que des gars sortent de là et ils sont vraiment mal pris. [...] Je trouvais que c'était un peu ridicule que ce soit comme ça parce que y a d'autres personnes qui n'ont pas les moyens. » (Benjamin)

Finalement, il semble y avoir un certain consensus auprès des membres de la famille de délinquants sexuels en lien avec certaines conditions propres à cette catégorie de délits. Ainsi, Alice (sœur), Benjamin (frère) et Céline (mère) reprochent au système de justice de ne pas différencier suffisamment les justiciables au moment de l'imposition des conditions. Par exemple, Céline vit de la colère face aux conditions de son fils et mentionne ne pas comprendre la logique derrière l'imposition de ces dernières :

« La loi fait que c'est pour tout le monde. C'est ce que je me suis rendue compte. [...] Il l'interdit pendant cinq ans, mais qui c'est qui dit qu'après cinq ans ça va être mieux? J'comprends pas. » (Céline)

Benjamin, qui constate aussi que tous les délinquants sexuels ont le même type de conditions, trouve que cela est un non-sens, d'autant plus qu'il considère que son frère ne présente pas de risque de dangerosité ou de récidive :

« Par rapport à ses conditions, c'est fait pour tous les gens qui ont fait la même chose que lui. Mais si je regarde, pour moi, il est là (Fait un geste bas de la main), quand bien des personnes sont là (Fait un geste haut de la main) [...] il devrait y avoir une échelle de sévérité de la personne. [...] il n'avait pas le risque et le même problème que d'autres personnes qui sont dans cette même catégorie. » (Benjamin)

Aussi, Benjamin donne pour exemple le fait que son frère n'a pas pu voir leur sœur, car elle a des enfants en bas âge. Selon lui, la condition elle-même ainsi que le fait que la maison de transition l'applique à la lettre étaient un non-sens :

« [...] pas qu'on demanderait qu[e la maison de transition fasse] des exceptions, mais quand c'est la famille et que la famille est au courant [...] et que les parents des enfants donnent leur accord. Je pense que ça devrait être correct. [...] [Le système de justice a sa] façon de gérer les conditions, mais la maison [de transition] aussi avait leurs règles. C'est vraiment [la maison] qui a refusé la visite. » (Benjamin)

Alice partage le même point de vue que les deux participants précédents. En faisant référence aux divers intervenants gravitant autour de son frère, elle trouve que ces derniers « ne se rendent pas compte qu'ils les mettent tous dans une seule catégorie, mais qu'en réalité, il y a différentes histoires. C'est du cas par cas. » Selon sa perspective, les premières rencontres thérapeutiques de Damien l'ont aidé à cheminer. Toutefois, elle ajoute qu'étant donné que son frère « a une étiquette à laquelle il ne s'identifie pas réellement [...] au fond, il va s'en foutre du système de justice parce qu'il voit que, pour lui, c'est fini, il est mis dans cette catégorie. »

5.2. Une vision nuancée

Malgré le point de vue mettant en lumière les failles du système judiciaire selon la perspective des participants, il ne semble pas y avoir consensus auprès des participants quant aux répercussions de l'emprisonnement et des conditions sur le justiciable.

5.2.1 La prison

Parmi les quatre participants, tous ne partagent pas la même vision quant à l'impact qu'a eu la prison sur leur proche condamné. Céline (mère), Benjamin (frère) et Alice (sœur) racontent avoir constaté des changements positifs à divers niveaux chez le justiciable, alors que Danny (mère) perçoit plutôt un changement négatif chez son fils.

Céline débute l'entretien en disant que, depuis que Benoît est revenu de prison, celui-ci est plus ouvert et que, bien que cela se passait bien avant l'incarcération, cela se passe encore mieux à la maison : « Ça va bien. Avant aussi. Mais là encore mieux. Il est plus ouvert. Il parle plus. Plus ouvert. J'dirais qu'il était plus isolé avant. »

Quant à Benjamin, il relate le moment où il a revu son frère pour la première fois après deux mois de détention et à quel point il avait changé physiquement, pour le mieux :

« Il avait déjà pris une trentaine de livres, même plus. Il s'entraînait tous les jours, il mangeait trois fois par jour, ce qu'il ne faisait pas avant, il avait arrêté de fumer. Pas juste la drogue, mais la cigarette aussi. On est presque un an trois mois plus tard et il n'a pas touché à une cigarette, il n'a rien touché. »
(Benjamin)

Selon Alice, il ressort du positif de la judiciarisation de son frère puisque cela lui a permis d'aborder les difficultés qu'il vit et de recevoir l'aide nécessaire : « c'est comme s'il a fallu ça pour montrer qu'il avait une deuxième vie, pour montrer qu'il avait un problème. C'est vraiment une pointe de l'*iceberg*. Il fallait que ça arrive pour qu'il s'ouvre enfin, qu'il mette ça à jour devant tout le monde. »

En lien avec l'emprisonnement de Damien, Alice raconte que, durant cette période, son frère en a appris davantage dans le champ de la psychologie. Grâce à cela, il aurait eu diverses prises de conscience, ce qui leur permet d'aborder de nouveaux sujets personnels :

« [...] il continue beaucoup de se confier à moi. [...] durant l'incarcération, il a lu un livre qui parlait de la psychologie. Ça l'a ouvert sur lui-même, sur pourquoi il agissait comme il agissait. [...] on a un peu plus ouvert la porte à la psychologie. [...] Pis ça, ça a énormément ouvert les yeux à mon grand frère. » (Alice)

Finalement, Danny se positionne différemment des trois autres participants quant à l'impact que peut avoir l'incarcération sur un individu. Selon son expérience personnelle et ce que son fils lui a raconté, elle indique que la prison a un effet aggravant sur des individus ayant une délinquance moindre puisqu'ils tissent des liens avec des personnes plus criminalisées :

« Les gens qui se ramassent en prison sortent de là, pis ils sont pires qu'avant. C'est c'que j'pense de tous les gens qui sont incarcérés aujourd'hui. Adam a fait la rencontre de gens peu recommandables en prison. [...] Des gens qui ont ben de l'expérience dans le crime. [...] Je l'sais pas si c'est une bonne solution la prison... [...] même mon fils il me l'a dit qu'en prison, on lui a donné de la drogue! » (Danny)

5.2.2. Les conditions

En ce qui a trait aux conditions, certains participants sont d'avis que celles-ci les aident dans leur réinsertion sociale et leur cheminement personnel. D'autres se questionnent plutôt quant à leur utilité et leur pertinence.

Dans le cas de Céline, elle mentionne que la détention a changé son fils pour le mieux, mais pousse sa réflexion quant au fait que ce n'est pas l'enfermement qui l'a aidé à progresser, mais plutôt les services dont il bénéficie désormais :

« Benoit était peut-être comme un petit peu plus renfermé, à la maison. [...] Mais là-bas, tu n'as pas le choix, donc j'imagine que ça lui a apporté : « ouain, j'ai été là quatre mois-là, mais quand j'avais avoir ma liberté, j'avais sortir de ma chambre, j'avais lâcher les jeux. » [...] ce qui a changé Benoit c'est qu'il rencontre des personnes par après. [...] il va rencontrer une personne une fois par semaine. Et il rencontre une agente une fois par mois. » (Céline)

Dans le cas de Benjamin, malgré sa réticence initiale, il croit que le séjour en maison de transition a aidé son frère à se structurer et à atteindre des objectifs qu'il ne se serait pas fixé lui-même. D'ailleurs, Benjamin fait référence à la fierté qu'il éprouve envers son frère Carl face aux progrès qu'il a fait et qu'il maintient :

« Je croyais que c'était quand même bien d'avoir un certain suivi, d'avoir une structure, j pense que ça l'a aidé. [...] On est un an plus tard et je trouve qu'il y a toujours un bon impact sur lui. Il y a des choses positives de la procédure. [...] Je pense que c'est quand même important qu'il avait cette obligation d'aller faire certains programmes. Après six mois, il disait : « *Can't wait to go tonight!* parce que je vais avoir mon jeton. » Fait que, il était fier de d'ça. [...] Si ce n'était pas une obligation, il ne l'aurait pas fait. » (Benjamin)

En lien avec les conditions de son frère, Alice croit que celles-ci l'ont aidé durant un certain temps seulement. Désormais, elle perçoit plutôt que cela pourrait avoir un effet inverse, comme si ses conditions le maintiennent à un moment de sa vie qu'il souhaite mettre de côté pour pouvoir avancer :

« Il avait ses visites qu'il devait faire chez le psychologue, pis au début, ça lui faisait vraiment réaliser beaucoup de choses. [...] ça a énormément ouvert les yeux à mon grand frère, avec ses réunions qu'il a dû faire. Au début, ça l'a aidé, mais après, c'est comme si on remettait toujours le doigt dans le bobo. [...] Ce rappel, de se faire dire que « t'es comme ça », comme le délit qu'il aurait fait, ça le faisait chier genre! [...] c'était l'histoire du passé tout ça! Lui, il ne vivait pas vraiment ça dans le passé, il avance et j'trouve ça encourageant. » (Alice)

Danny perçoit aussi du positif ainsi que du négatif des conditions de son fils. Par exemple, avant la présente incarcération, Adam avait pour condition d’être en contact avec sa mère seulement à la convenance de cette dernière. Cela permettait à cette mère de contrôler ses interactions avec son fils :

« Le juge m'a donné le droit de pouvoir entrer en contact avec mon fils [Adam] à ma convenance. Ça, ça m'a aidée pendant plusieurs années. Dans le sens que, quand j'hébergeais [Adam] chez moi, s'il faisait quoi que ce soit qui n'était pas correct, je pouvais lui demander de quitter. J'étais pas obligée d'avoir une raison, juste à lui demander de quitter, s'il ne quittait pas, j'appelais les policiers et les policiers lui intimaient de partir. » (Danny)

Cependant, madame mentionne que, bien que son fils ait maintes fois contrevenu à son interdiction de consommer, aucune conséquence n’a été appliquée. Ce qu’elle trouve le plus aberrant est le fait que les autorités le sachent. Toutefois, faute de preuve tangible, la cour ne prend pas compte de ce bris de condition. Elle ajoute : « À chaque fois qu'[Adam] a été voir des agents de probation, il leur a toujours menti. Y a jamais rien de bon qui est sorti de d'là. » Elle se questionne donc quant à la pertinence de ses rencontres et particulièrement de cette condition.

PARTIE VI. BESOINS RELEVÉS

Lorsqu’il a été demandé aux membres de la famille des justiciables s’ils ont été approchés par quelconque organisme afin d’être appuyés avec le retour de leur proche à la maison, tous les participants ont répondu par la négative. Toutefois, des besoins sont constatés chez les participants. En ce sens, Danny dit : « En tant que parent ou conjoint de quelqu'un d'incarcéré on aimerait ça. J pense que ça serait très bien. On se sent démuné. On ne sait pas à quelle porte aller frapper pour recevoir de l'aide. »

Parmi les quatre participants, les membres de la fratrie des justiciables semblent identifier moins de besoins que les deux mères. En effet, ces mères se montrent volubiles quant à leurs besoins. Tout de même, les besoins rapportés par les membres de la fratrie tendent à recouper ceux des mères. En ce sens, il ressort des entretiens trois catégories de besoins : un besoin d’informations, un besoin de soutien et un besoin de se dissocier de la situation judiciaire.

6.1. Informations

Lorsque Danny est questionnée quant à l'aide et les services qu'elle aimerait recevoir, elle n'hésite pas un instant pour répondre : « un coach ». Étant donné le doute qui se montre de plus en plus présent chez cette mère, elle aimerait avoir un coach qui pourrait l'éclairer et la conseiller dans ses moments de doute, mais surtout dans les premiers temps post-incarcération :

« C'est bien simple : un coach. [...] "Là tu vas faire ça, tu vas faire ci, tu vas faire ça." Parce qu'on sait pu sur quel pied danser, on sait pu quelle décision prendre. Au moment qu'il est sorti, pis là. Pis peut-être encore plus au moment où il est sorti pour que ce soit tissé serré, qu'on sache « faites pas ça parce qu'il va arriver... » [...] » (Danny)

En lien avec son besoin d'avoir « un coach », Danny rappelle qu'il lui a fallu des années avant qu'elle décide de mener à terme des procédures judiciaires contre son fils Adam. En effectuant cela, elle espérait recevoir de l'aide pour elle ou son fils, afin d'améliorer leur situation. Cependant, selon la perspective de cette mère, la situation s'est détériorée et celle-ci doute encore plus d'elle-même. Elle dit, avec émotion, avoir peur de blesser autrui lorsqu'elle parle et se questionne sur son devoir parental. La peur, le doute et les questionnements prennent une part importante dans son quotidien au point où elle nomme avoir « un peu perdu [s]a joie de vivre » :

« On dirait que j'ose même pu parler! J'ai peur de blesser. *pleurs* [...] Moi, je doute à c't'heure. J'doute de moi. « Si j'fais ça, ça va-tu être correct? Si j'fais ça, ça veut dire... J'devrais-tu faire ci, j'devrais-tu faire ça? Je sais pu » [...] Pis t'sais, des fois t'es deux... fait que tu doutes, tu demandes à ton mari. Mais moi, j'suis seule. Fait que j'me dis que j'vais y penser, j'vais trouver une bonne solution. Le temps passe pis... Ah! Une autre affaire arrive. Finalement, ça tombe pis on laisse aller. Je l'sais pu quoi faire. » (Danny)

Du côté de Céline, faisant référence au changement qui s'est produit chez son fils, cette mère mentionne qu'elle souhaiterait comprendre les raisons de ce changement et savoir ce qui se passait en détention. En effet, il ressort du discours de Céline un désir de comprendre et d'en apprendre davantage sur les rouages de la justice. Elle affirme que si de tels services existaient, qu'elle y irait possiblement pour « voir pis parler avec d'autres, essayer d'comprendre encore plus, en savoir plus. »

Lorsque Damien était en libération conditionnelle, Alice confie qu'elle aurait désiré avoir certaines informations supplémentaires quant aux conditions de son frère, puisqu'elle était préoccupée quant au fait qu'il aurait pu retourner en détention. Elle croit que cela aurait pu l'aider à vivre moins d'anxiété face aux comportements de son frère : « [...] depuis sa libération, ça été stressant de savoir si jamais on l'arrête. T'sais, de savoir un peu en quelle condition on aurait pu le faire retourner en prison. Au lieu de se stresser pour la moindre petite affaire. » (Alice)

Elle croit qu'elle aurait eu davantage de questions si son frère avait dû séjourner en maison de transition.

Parmi les quatre participants, seul Benjamin a eu le privilège d'obtenir des réponses à ses questions grâce aux intervenants de la maison de transition : « Et [les intervenants de la maison de transition] étaient là quand je voulais appeler pour répondre aux questions et tout ça. »

6.2. Soutien

En se basant sur les témoignages recueillis, trois participants ont fait comprendre qu'ils auraient aimé recevoir du soutien. Benjamin est le seul à identifier pour besoin un soutien financier, alors que les deux mères traitent d'un soutien psychologique.

6.2.1. Financier

Malgré le fait que Benjamin a été en mesure de s'organiser durant l'absence de son frère au logement, il admet tout de même qu'il aurait apprécié recevoir une aide financière quelconque pour cette période plus difficile et incertaine :

« C'est sûr que j'aurais aimé ça pouvoir appliquer à quelque part pour avoir un crédit ou avoir cet argent-là, c'est sûr. Mais je ne me suis même pas informé. Peut-être que ça existe, je ne sais pas, mais je n'ai pas été voir et je ne penserais pas. C'est sûr que ça, ça aurait été une des choses qui m'aurait aidé. Savoir comment faire pendant qu'il était parti. » (Benjamin)

Aussi, comme il l'a fait à plusieurs reprises au cours de l'entrevue, Benjamin transpose la situation à d'autres individus qui seraient plus dans le besoin. Il croit donc qu'un appui financier dans ce type de situation serait bénéfique : « [...] pour d'autres familles, ça doit les affecter beaucoup plus si y a un loyer qui manque ou si cette personne-là est la seule personne qui gagne de l'argent dans la famille et qu'il quitte. Qu'est-ce qu'ils font les familles? C'est triste ces choses-là. »

6.2.2. Psychologique

Principalement durant l'incarcération, Céline aborde le fait qu'elle aurait souhaité pouvoir parler de ce qu'elle vivait en lien avec la situation de son fils puisqu'elle dit avoir vécu cette période intensément et difficilement :

« L'incarcération, d'en parler, de comment on vit ça là-bas... c'est intense. Pis le après. [...] S'il y avait un organisme où on pouvait en parler, qu'on pourrait en discuter quand on a un besoin ou quand on veut. On pourrait en parler plus ouvertement. [...] Quand y a des ressources, tu peux en parler. C'est une façon d'extérioriser ce qu'on vit en dedans. Ça fait comme une thérapie. » (Céline)

Céline spécifie que l'organisme où il serait possible de s'extérioriser ne nécessiterait pas d'être offerte par un professionnel. Elle donne pour exemple un principe tel que le mouvement des Alcooliques Anonymes. Toutefois, advenant le cas où elle aurait connu des organismes offrant de l'aide psychologique dans ce type de situation, Céline dit ne pas savoir si elle utiliserait toujours leurs services puisque cela fait plusieurs mois que son fils a quitté la prison. Tout de même, elle dit être encore portée à en parler à des personnes extérieures de son cercle de connaissances lorsque l'opportunité se présente :

« J'te dis pas qu'aujourd'hui j'irais, mais si y avait des Alcooliques Anonymes, où que le monde pourrait parler plus ouvertement, ou sans que ça soit un thérapeute ou un psychologue. [...] Au moment où il était en détention pis tout ça, si y aurait eu quelque chose... Parce qu'on est porté à parler soit aux avocats ou à toi. On est porté à se vider. Fait que, au moment où ils sont là, ça pourrait être quelque chose qui pourrait aider. » (Céline)

Contrairement à Céline, Danny croit que l'aide proposée devrait être desservie par des professionnels. D'ailleurs, elle confie que ce besoin de soutien psychologique est toujours présent et qu'elle entreprend des démarches pour bénéficier d'un suivi psychologique :

« Je pense qu'il y aurait un suivi psychologique important à faire [...]. Pas un suivi donné par monsieur, madame Tout-le-Monde. Par des professionnels. [...]

Je suis en train d'entreprendre des démarches pour peut-être être suivie par un psychologue. [...] Je suis rendue à penser à moi, essayer de vivre, essayer d'avoir un semblant de vie agréable... parce que c'est pas évident. [...] Aller consulter, ça m'aiderait beaucoup. Quand j'en parle, je pleure encore. Je le sais que j'ai du travail à faire sur moi-même, pour arriver à être bien. » (Danny)

6.3. Faire une coupure

Finalement, Danny (mère) et Alice (sœur) abordent le fait qu'elles ressentent un besoin de se « dissocier » du justiciable et de la situation. Spécifiquement, Danny fait un parallèle entre son besoin de soutien psychologique et son besoin de distanciation afin de retrouver un équilibre et un sentiment de bien-être :

« C'est plate à dire, mais c'est comme ça... Quand mon fils va bien, ben moi j'vais bien. Pis si mon fils va moins bien, ben j'vais moins bien. J'essaie de travailler là-dessus, mais c'est pas évident. [...]

Essayer de me détacher de mon fils, parce que j'ai comme un peu perdu ma joie de vivre par rapport à ce que je vis, par rapport à mon fils. » (Danny)

« En m'ment donné, il faut apprendre à lâcher prise. [...] Pour arriver, vraiment à dissocier la vie d'[Adam] de la mienne, ce que je n'ai pas réussi à faire encore. J'suis rendue là, à penser à moi. » (Danny)

Du côté d'Alice, durant l'incarcération de son frère, leur père aurait vu un dépliant proposant de l'aide aux familles de détenus. Le père aurait conseillé à Alice d'y avoir recours. Toutefois, elle indique qu'elle n'était pas intéressée.

En ce qui a trait à la période post-détention, Alice dit ne pas connaître d'organisme offrant des services et maintient son désintérêt face à avoir recours à des organismes. Ce désintérêt peut être entre autres expliqué par son souhait de mettre cette histoire derrière elle : « Je ne sais pas si on aurait vraiment participé à ça. On est comme dans un état que, juste après l'incarcération, on veut mettre ça derrière nous, on ne veut plus y penser. » En rappelant que sa mère « ne sait pas à 100 % la raison » de la judiciarisation de Damien, Alice ajoute que sa mère partagerait sa vision quant au désir de mettre cette histoire judiciaire de côté :

« Ma mère voulait mettre ça derrière elle, donc... je ne sais pas si ça aurait vraiment aidé. Elle serait stressée. Elle se serait mise à pleurer. »

PARTIE VII. SYNTHÈSE

Avant de s'attaquer à la pièce de résistance (vécu post-incarcération), rappelons que les membres de la famille d'ex-détenus interviewés ont tous cru nécessaire de mettre la table en abordant les nombreux et divers ressentis et émotions vécus durant les périodes pré-incarcération et d'incarcération. Pour ces deux moments, ils traitent aussi de l'investissement qu'ils y ont mis.

Par ce qui a été mis en lumière pour la période post-incarcération, deux phénomènes font consensus auprès des quatre participants interrogés. Tout d'abord, tous ont vécu une période de réjouissance lors de la libération du condamné. Suivant celle-ci, une période de désenchantement semble inévitable chez les membres de la famille. De leur point de vue, l'incarcération semble avoir laissé une trace indélébile chez le nouveau libéré. De plus, les conditions légales mises en place malgré la fin de l'emprisonnement du justiciable semblent source d'inquiétude pour la famille et fait en sorte que certains projets futurs peuvent en venir à changer.

D'autres phénomènes post-incarcération pertinents ont été relevés, mais n'ont pas été retracés chez tous les membres de la famille interrogés. Par exemple, un participant aborde la notion de conformisme face à aux règles et conditions imposées au contrevenant, alors que d'autres mentionnent avoir appliqué une forme de surveillance envers ce dernier.

Ajoutons à tous ces éléments la notion de silence intemporel constatée tant entre le membre de la famille du condamné et ce dernier, qu'entre le membre et son entourage.

Ce chapitre a également permis de relever la vision du système de justice chez les interrogés. Aux premiers abords, le système de justice et l'application de celle-ci semblent défaillants puisque cela ressort du discours des quatre participants. Toutefois, certains membres de la famille de contrevenants ont apporté quelques nuances à leur vision en lien avec l'impact de l'incarcération et les conditions imposées.

Finalement, force est de constater que bien que certains participants à ce projet se sont montrés plus volubiles que d'autres, tous ont su relever des besoins face à la situation judiciaire. À noter que les membres interrogés ont pointé le fait que, malgré leur expérience en lien avec le système judiciaire, il leur reste plusieurs questions auxquelles ils n'ont pu trouver de réponses. Les principaux besoins relevés sont donc la nécessité d'informations, principalement en lien avec les conditions légales, le soutien financier et psychologique ainsi que le besoin de se dissocier de l'ex-détenu et de sa situation.

CHAPITRE 4 : DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS

À la lumière des données retrouvées dans les écrits scientifiques et des informations que nous avons obtenues par l'entremise d'entrevues, il nous a été possible d'approfondir nos connaissances et notre compréhension sur la période post-incarcération et le vécu subjectif des membres de la famille d'ex-détenus. Rappelons que nous nous intéressons aux proches qui ont offert l'hébergement au justiciable après sa libération de détention.

De manière succincte, pour acquérir ce nouveau savoir sur la période post-incarcération, nous nous sommes entretenue avec deux mères, une sœur et un frère d'ex-détenus qui étaient suivis dans notre milieu de stage, l'Agence communautaire Maisonneuve. Les membres de la famille de ces contrevenants étaient amenés à nous partager leur vécu en lien avec le moment de la libération de leur proche condamné, le déroulement au quotidien depuis son retour au domicile et, de manière indirecte, leurs besoins. L'analyse thématique effectuée sur ces entretiens nous a permis d'approfondir notre réflexion sur les objectifs ciblés pour ce projet.

En somme, ce quatrième et dernier chapitre porte sur cette réflexion que nous avons développée au cours du projet et du stage. Aussi, l'acquisition de ces nouvelles connaissances spécifiques nous amène à exposer certaines lacunes quant au soutien offert aux proches, des recommandations et des pistes d'intervention afin de tenter de remédier à la situation.

PARTIE I. CONSTATS SUR LES MEMBRES DE LA FAMILLE DES JUSTICIABLES

Trois constats principaux ressortent de l'analyse thématique du contenu des quatre entretiens que nous avons menés. Il nous semble que les membres de la famille des sentenciés vivent la même situation (conséquences diverses et exigences à suivre) que les *quasi-inmates* décrits par Comfort en 2003. Par ailleurs, il nous semble que leurs vécus s'apparentent à un phénomène que nous appellerons « quasi-agents ». Le « quasi-agent » est un terme que nous utiliserons afin d'illustrer que, tel un agent de la paix, un agent des services correctionnels ou un agent de surveillance, ces individus exercent une forme de surveillance et de contrôle sur le justiciable parce qu'ils se sentent investis par cette mission. Finalement, à mi-chemin entre ces deux rôles « subis », divers besoins non comblés ont été retracés.

1.1. De quasi-inmates...

Comme documenté dans les écrits scientifiques, les proches des personnes détenues sont susceptibles d'assumer « *the peculiar status of quasi-inmates, people at once legally free and palpably bound.* » (Comfort, 2003, p. 103).

Tant durant qu'après l'emprisonnement de leur proche, ce phénomène a été constaté chez certains de nos participants qui semblent avoir vécu difficilement l'incarcération du justiciable. En effet, parmi les symptômes laissant croire que cette expérience s'est vue éprouvante se retrouvent les mêmes types de conséquences que celles vécues par les condamnés : sociales, identitaires, économiques et psychologiques.

1.1.1. Pendant l'incarcération

Tout d'abord, au niveau identitaire, Comfort (2003) ainsi que Touraut (2012) expliquent que durant l'incarcération, les proches des justiciables s'approprient l'expérience carcérale de ces derniers. En effet, il nous a été possible de dégager de nos entretiens que certains membres de la famille du condamné pensaient sans cesse à ce sujet. Selon les témoignages recueillis, certains participants racontent qu'ils réfléchissaient et se questionnaient principalement en lien avec la suite des procédures judiciaires et la manière dont le tout se déroulait.

Toujours au niveau identitaire, les membres de la famille des justiciables que nous avons rencontrés ont parfois eu à prendre de nouvelles responsabilités tel que rapporté dans les écrits scientifiques (Datchi et al., 2016; Rodriguez & Turanovic 2016; Touraut, 2012; Turanovic et al., 2012; Withers, 2000). Par exemple, deux participantes indiquent s'être occupées de divers aspects en lien avec l'emploi de la personne incarcérée. Les deux femmes en question ont d'ailleurs laissé comprendre que les nouvelles tâches à effectuer leur ont causé stress et anxiété.

Du point de vue économique, encore une fois, il est possible de faire un parallèle entre la documentation et le vécu des quelques individus rencontrés. L'incarcération du contrevenant a eu un impact au niveau économique pour ses proches, entre autres en raison

des frais reliés aux appels téléphoniques en provenance de l'établissement carcéral ainsi qu'à l'argent octroyé lors des visites (Comfort, 2007a; Green et al., 2006; Guenat, 2016; Hannem, 2008; Magnan, 2011; Reese Walker, 2013; Touraut, 2012; Travis et al., 2005; Visser et al., 2004; Withers, 2000). Rappelons qu'au sein de notre échantillon, un des membres de la famille du sentencié l'a aidé à payer quelques mois de loyer puisque le prisonnier n'était pas en mesure d'assurer ses paiements (Datchi et al., 2016; Reese Walker, 2013; Touraut, 2012). En plus de payer les dettes du justiciable, son proche l'a dépanné au niveau du logement pour une durée de six mois. Il va sans dire que le remboursement du condamné au membre de sa famille s'est échelonné sur plusieurs mois après sa libération.

1.1.2. Pendant et après l'incarcération

Selon notre analyse, il semble que certaines manifestations du phénomène de *quasi-inmate*, tel que le conçoit Comfort (2003), présentes durant la période d'incarcération s'étendent au-delà de cette période.

Par exemple, au niveau social et identitaire, le silence et la solitude sont rapportés par les femmes de notre échantillon tant pendant qu'après la période d'incarcération, ce qui fait écho aux écrits scientifiques (Comfort, 2003; Le Quéau et al., 2000; Magnan, 2011; Touraut, 2009, 2012; Turanovic et al., 2012; Withers et al., 2005). Dans un même ordre d'idées, Touraut (2012) fait mention qu'à des fins de protection de leur identité personnelle, l'histoire judiciaire sera souvent cachée. Au sein de notre échantillon, la honte et la culpabilité sont rapportées comme étant des motifs pour taire le sujet, constat également relevé par Touraut (2012).

Magnan (2011) a indiqué que les proches des contrevenants tendent à garder sous silence l'événement judiciaire et à le cacher à leur entourage et famille éloignée. Nos entrevues montrent que ce silence peut également se retrouver au sein de la famille immédiate, certaines dimensions ou situations restant cachées à des proches qui vivent avec le justiciable. En effet, deux femmes dont le proche a été reconnu coupable de délit à caractère sexuel nous ont racontée ne pas avoir révélé la judiciarisation de leur proche. Aussi, nous remarquons des non-dits entre le membre de la famille et le condamné. Il ressort ainsi que les proches de contrevenants semblent rester pris, seuls, dans une histoire sans fin.

Des conséquences psychologiques sont aussi retrouvées pour les périodes d'incarcération et de post-incarcération. Au même titre que les écrits scientifiques (Withers, 2000), il semble que les participants au projet ont vécu du stress, de la colère, de la tristesse, de la culpabilité, de la honte et de l'anxiété, diversité d'émotions qui ont engendré une détresse psychologique nécessitant de l'aide professionnelle (Comfort, 2003; Datchi et al., 2016; Dolwick Grieb et al., 2014; Touraut, 2009, 2012). Selon les propos rapportés lors des entretiens, nous pouvons y ajouter des sentiments de frustration et des craintes.

Tant dans les écrits scientifiques que dans nos entretiens, nous avons remarqué que la période de réjouissance lors de la libération du condamné se solde par une période de désenchantement. En 2008, Hannem spécifie que cette désillusion se voit encore plus forte dans les cas où les libérés sont soumis à des conditions (p. ex. ordonnance de probation et mesures de remise en liberté sous conditions). Rappelons que notre échantillon est composé uniquement de membres de la famille de personnes bénéficiant d'une libération conditionnelle ou étant soumis à une ordonnance de probation, ce qui peut expliquer que nous avons observé ce phénomène chez tous les participants.

1.1.3. Après l'incarcération

Une fois que le contrevenant est libéré, notre analyse nous porte à croire que les membres des familles questionnés auraient toujours le statut de *quasi-inmate*. Au sein de notre échantillon, le proche dont le condamné a séjourné en maison de transition adopte un discours qui nous laisse croire qu'il s'est soumis à certaines exigences similaires à celles du justiciable. Cela va dans le même sens que Comfort (2007a, 2007b), Hannem (2008) ainsi que Withers et al. (2005) qui rapportent que des proches de contrevenants se sentent parfois plus surveillés une fois que ces derniers sont de retour dans la collectivité. Également, il ressortait de ces études que certains participants avaient l'impression d'être « utilisés » par les services correctionnels afin qu'ils donnent des informations sur le contrevenant sous surveillance, un peu comme s'ils devaient effectuer des rapports quant au respect des conditions du justiciable.

1.2. À quasi-agents

En lien avec ce dernier point, les contraintes auxquelles les membres des familles doivent se soumettre, comme et le contrôle qu'ils tentent d'exercer sur le justiciable nous amènent à soumettre pour ce phénomène le terme de « quasi-agent ».

Si le *quasi-inmate* fait référence au proche qui vit et se sent en quelque sorte comme un détenu, le « quasi-agent » renvoie donc au proche du justiciable qui adopte un rôle analogue à celui d'un agent de surveillance ou des services correctionnels. De ce fait, au cœur de ce phénomène se retrouve un aspect de surveillance et de contrôle visant à s'assurer que le délinquant se soumet à ses conditions. À noter que cet aspect de surveillance des conditions a déjà été quelque peu abordé par divers auteurs (Bruton-Smith & McCarthy, 2017; Comfort, 2007a, 2007b; Dolwick Grieb et al., 2014; Hannem, 2008; Naser & Visher, 2006; Withers et al., 2005).

Nous avons été en mesure de relever dans les propos des quatre membres rencontrés que ceux-ci sont portés à veiller au respect des conditions par le libéré qu'ils accompagnent. Par exemple, certains proches feront des rappels au contrevenant quant aux règles et aux lois qu'il doit suivre, d'autres tenteront de dissuader ce dernier d'adopter des comportements antisociaux.

Soulignons que, allant dans le même sens que Dolwick, Grieb et ses collaborateurs (2014), l'une des participantes de notre projet mentionne avoir de la difficulté à supporter le stress lié au respect des conditions du libéré étant donné qu'en tant que proche, elle se sent limitée et impuissante dans l'impact qu'elle peut avoir face aux choix et agirs du délinquant.

Lorsqu'il est question de consommation d'intoxicants chez le contrevenant, le sentiment d'impuissance et la détresse se feraient particulièrement grands chez les membres de l'entourage du délinquant (Bruton-Smith & McCarthy, 2017; Naser & Visher, 2006). Au sein de notre échantillon, une mère s'est montrée particulièrement volubile quant à la consommation de son fils ainsi qu'au stress, au désarroi, à la colère et à la détresse qu'elle vit en lien avec ce facteur criminogène. Malgré les efforts effrénés de cette participante afin que son fils cesse de consommer (p. ex. règles à la maison, dénonciation aux autorités,

poursuite criminelle), celui-ci semble maintenir ses habitudes de consommation. Ainsi, cette mère indiquait se sentir impuissante face à la situation au point de louer un appartement à son fils pour ne plus être au quotidien avec lui.

Incarnant simultanément deux rôles contradictoires, celui de *quasi-inmate* et de quasi-agent, il ressort que les proches des justiciables se posent de nombreuses questions qui restent sans réponses. Par conséquent, sous le poids de ces deux rôles qu'ils n'ont pas choisis et sans trouver de réponses à leurs interrogations, il ressort de notre travail que les membres de la famille des libérés peuvent se sentir submergés par divers besoins non comblés.

1.3 Besoins à combler

Selon notre analyse, trois grandes catégories de besoins ressortent des témoignages : un besoin d'accompagnement et de soutien, un besoin d'information sur le processus judiciaire et pénal, ainsi qu'un besoin d'information sur les formes, les obligations et les limites à leur prise en charge du contrevenant.

1.3.1. Accompagnement et soutien

Au même titre que les écrits scientifiques, nous avons pu constater que les proches de contrevenants ne sont pas au fait des différents programmes et services mis à leur disposition, puisqu'ils ne savaient pas vers qui se tourner pour s'informer (Shollenberger, 2009; Touraut, 2009; Withers, 2000). Durant la période de détention, une seule participante fait mention de la connaissance d'un organisme venant en aide aux familles de détenus, sans toutefois se souvenir du nom de celui-ci. D'ailleurs, elle explique son manque d'intérêt entre autres parce qu'elle n'entretient pas une bonne relation avec la personne qui lui a parlé de cet organisme.

Dès l'entrée d'un individu dans l'engrenage judiciaire, il semble que les proches du justiciable se sentent délaissés. Tant du côté des publications (Travis et al., 2005) que des témoignages recueillis dans le cadre de ce projet, les familles semblent ne pas savoir à quoi s'attendre. Quelques participants ont indiqué avoir questionné l'avocat du délinquant quant à des précisions légales, mais aucune aide particulière n'aurait été réclamée ou proposée.

Pour notre part, nous remarquons aussi que les participants cherchent à briser le silence et à discuter de la situation judiciaire lorsque nous allons vers eux et abordons la question. Les mères de l'échantillon nomment clairement leur besoin de s'extérioriser sans craindre de se faire juger. Elles souhaitent parler, se faire écouter et surtout se faire comprendre. Ce besoin va dans le même sens que les conclusions de Le Quéau et al. (2000), Magnan (2011), Shollenberger (2009) et Touraut (2009, 2012). Rappelons qu'une des mères de notre projet indique qu'elle aurait désiré pouvoir bénéficier d'un groupe de support pour des personnes vivant les répercussions de la judiciarisation d'un proche. La seconde mère raconte qu'elle obtient du soutien par le biais d'un groupe de support, mais qui n'est pas en lien avec la judiciarisation des individus. Soulignons qu'elle mentionnait toutefois ne pas révéler sa situation au grand jour, pas même au sein de son groupe de support. Nous pouvons donc émettre l'hypothèse que le groupe de soutien de cette seconde mère qui est plus générique et qui ne prend pas en compte l'aspect judiciaire ne répond pas complètement à ce besoin d'extériorisation.

En somme, dès le prononcé de la sentence et jusqu'à la fin des conditions légales, des mesures de soutien et d'accompagnement pourraient être bénéfiques pour certains proches, dans le but de leur donner un espace où ils pourraient exprimer leur détresse et chercher des réponses quant à leurs questionnements. Le cas échéant, cet accompagnement serait également bénéfique durant la période d'incarcération. Finalement, malgré les mois passés depuis la libération du condamné, deux participantes mentionnent qu'elles auraient encore recours aux ressources répondant à ce besoin si elles en connaissaient. Bref, le besoin d'accompagnement et de soutien pour le proche d'un délinquant semble présent à toutes les étapes de sa judiciarisation.

1.3.2. Informations

Étant fortement en lien avec le premier besoin présenté, il nous semble qu'un besoin fondamental pour les proches des justiciables est celui d'obtenir de l'information et des réponses à leurs questions. Rappelons que les proches du contrevenant n'oseront pas toujours aborder la sphère judiciaire avec le libéré et qu'ils ne savent pas vers qui se tourner pour adresser leurs questionnements. Ceux-ci semblent se retrouver coincés avec des questions de

toutes sortes : « Comment était-ce en détention? », « Quel genre de comportement pourrait entraîner de nouveaux chefs d'accusations criminelles? », « Que serait-il préférable de faire afin de l'aider dans sa réinsertion sociale? », « Ses conditions sont en vigueur pour combien de temps? », « Qu'est-ce qu'une probation avec et sans surveillance? » et bien d'autres.

Dans le cadre de notre projet, les principales interrogations rapportées par les interviewés durant la période post-incarcération sont en lien avec les conditions. Le fait de ne pas bien saisir les termes employés ni les raisons de l'imposition de certaines exigences légales semble engendrer des frustrations et augmenter le niveau de stress chez les membres de la famille. Par exemple, une participante aurait voulu savoir en quoi consistaient les conditions de son proche judiciairisé puisqu'elle mentionnait être constamment tendue, de peur que celui-ci voie sa libération conditionnelle révoquée. En 2011, Magnan avait documenté que l'incertitude et le manque d'informations créaient de l'anxiété chez les proches des justiciables.

Une participante indique pour sa part qu'elle aurait aimé savoir comment agir auprès du libéré dès sa sortie de détention afin de s'assurer que la suite se passe bien. Une autre participante mentionne qu'elle apprécierait comprendre comment se déroule l'incarcération vue de l'intérieur. Voyant les répercussions chez son proche, elle se montre curieuse à connaître les raisons sous-tendant ces changements.

1.3.3. Filet de sécurité pour le justiciable

Face aux informations recueillies par la recension des écrits et les entrevues, lors du retour en collectivité, nous observons qu'il importe aux proches des libérés que ces derniers soient pris en charge et reçoivent l'aide appropriée (Hannem 2008; Magnan, 2011; Naser & Visher, 2006; Shollenberger, 2009).

En ce qui a trait au participant dont le frère a séjourné en maison de transition, celui-ci nomme à quel point l'encadrement et la structure qu'apportait la transition ont été bénéfique pour le libéré.

Pour les condamnés bénéficiant de services et programmes en communauté, nous constatons que les membres de la famille ne connaissaient pas les raisons ou les ressources avec lesquelles ils font affaire, mais qu'ils se montrent tout de même satisfaits de la prise en charge du justiciable. Il est donc possible de considérer que le fait de savoir que le libéré bénéficie de services répond suffisamment à ce besoin.

Au contraire, lorsque le condamné n'a pas de suivi particulier, cela semble créer une détresse chez le membre de sa famille. Au sein de notre échantillon, une mère déplore le manque de suivi et de prestations de services spécialisés auprès des jeunes condamnés en post-détention. Celle-ci s'investit à un point tel auprès de son fils sans trop savoir comment procéder qu'elle vit une grande détresse et nomme qu'elle ressent désormais le besoin de faire une coupure avec son fils, de « dissocier » pour être bien.

En toute fin, il ressort de l'expérience singulière vécue par les membres des familles des ex-détenus avec le système pénal que divers besoins ont surgi et ne semblent pas avoir été comblés. Ainsi, les participants ont mené une réflexion critique face au système de justice. Malgré certaines nuances selon les répondants, la critique semble plus négative. À partir de la réflexion des participants et de leurs critiques, nous avons été en mesure d'étoffer notre réflexion et ainsi en venir qu'à émettre quelques recommandations.

PARTIE II. RECOMMANDATIONS DE SOLUTIONS ET PISTES D'INTERVENTION

À partir de notre survol des écrits scientifiques qui révèlent l'importance qu'a la famille du condamné dans sa réinsertion sociale ainsi que de nos témoignages, nous avons pu élaborer plus finement une réflexion professionnelle sur « l'expérience carcérale élargie » des membres de la famille des condamnés et sur leurs besoins actuellement non répondus. En ce sens, le prochain point porte sur les solutions que nous proposons pour remédier à ce déséquilibre telles que la mise en place de nouveaux programmes et services tant pour le condamné que pour sa famille. De plus, des pistes d'interventions quant à la manière dont les professionnels devraient les desservir sont présentées.

2.1. Une approche adaptée

Tout d'abord, il semble primordial que les programmes et services mis sur pied soient basés sur une approche adaptée pour la famille, le contrevenant et la période post-incarcération. En ce sens, l'approche centrée sur les familles est à privilégier puisqu'elle se doit d'être multidisciplinaire (p. ex. Ministère de la Justice, Sécurité publique, ministère de la Santé et Services sociaux, ministère de la Famille), qu'elle utilise la définition de « famille » au sens large afin d'y inclure toutes personnes significatives dans la vie de l'individu qui peut offrir un support au libéré, qu'elle est prend en compte les forces des personnes impliquées et qu'elle doit être appliquée tout au long du processus judiciaire (de l'arrestation au retour en collectivité) (diZerega & Verdone, 2011). Rappelant les trois catégories de besoins soulevés, cette approche répond pertinemment à l'ensemble de ces besoins. Notons également qu'aux États-Unis, quelques programmes utilisant cette approche sont mis en place et semblent répondre de manière satisfaisante aux exigences des demandeurs de services (voir Fontaine et al., 2012).

2.2. De nouveaux programmes

Trois types de programmes seraient à préconiser. L'un serait mis en branle avant la libération du contrevenant afin de s'assurer que la transition se déroule le mieux possible, alors que le second se tiendrait après la sortie, davantage comme un suivi. Le dernier programme en serait un de médiation familiale. Ces programmes pourraient se voir complémentaires les uns avec les autres, sans toutefois être obligatoires.

2.2.1. Programmes de préparation à l'incarcération et à la sortie pour la famille

Le programme de préparation à la sortie pour la famille offert par des professionnels se diviserait en deux volets. Un premier volet aborderait des informations générales, tandis qu'un deuxième volet, plus personnalisé, viendrait répondre aux besoins spécifiques des familles. Un tel programme viendrait répondre aux besoins d'accompagnement et d'information.

A) Volet général

Ce premier volet, qui serait présenté par thème, gagnerait à être donné en petits groupes. De cette manière, l'isolement et le sentiment de solitude feraient place à un renforcement du réseau social. Cette première partie permettrait non seulement de montrer à ces familles qu'elles ne sont pas seules, mais aussi que leurs questions sont récurrentes d'une famille à une autre, laissant entrevoir un vécu partagé. Parallèlement, toujours dans cette optique, des groupes de support pour les proches pourraient avoir lieu.

Des informations sur la vie en établissement de détention pourront être transmises afin que les membres de sa famille puissent mieux comprendre le vécu et, par le fait même, certaines réactions du contrevenant. Des conseils face à certains types de réactions ou de comportements pourront également être proposés dans une optique de limiter les conflits.

Aussi, il serait important d'avertir les familles quant au fait que, face à leurs attentes, il est possible qu'ils se voient déçus puisque le détenu peut avoir changé au cours de son incarcération. Allant dans le même sens, de la sensibilisation quant aux limites que leur implication auprès de la personne judiciarisée, qu'importe leur niveau d'investissement, devrait être faite afin de s'assurer de ne pas surmener les proches du futur libéré.

Les participants au programme seraient informés sur des aspects plus techniques et légaux afin de faire diminuer la quantité d'informations inconnues en lien avec la situation de leur proche.

B) Volet personnalisé

Le volet personnalisé s'effectuerait entre la famille et le professionnel afin qu'elle puisse poser des questions plus personnelles et propres à sa situation (p. ex. délinquance sexuelle, violence conjugale, etc.). Afin de s'assurer de l'intégration des nouvelles connaissances et de diminuer le stress que peut engendrer le retour au domicile de la personne détenue, certaines mises en situation et jeux de rôles pourraient être effectués si la famille en fait la demande.

De plus, au cours de ce volet, de concert avec l'intervenant qui leur est attribué, un plan pour répondre aux besoins de la famille serait mis sur pied. Ce plan ciblerait des objectifs que la famille souhaiterait atteindre et ferait ressortir les points forts de chacun de ses membres. En complément, il serait important que des ressources pour chacun d'entre eux soient identifiées en cas de besoin, afin de s'assurer de leur bien-être.

2.2.2. Programme de suivi auprès des membres de la famille

Une fois le détenu libéré, les proches de ce dernier pourraient être rencontrés afin d'assurer un suivi quant au déroulement de la réintégration de l'ex-détenu dans leur quotidien. Indubitablement, ces rencontres donneraient l'espace nécessaire à l'individu de ventiler sur diverses situations à l'abri de tout jugement et, le cas échéant, lui permettraient poser ses questions.

2.2.3. Programmes de médiation entre la famille et le justiciable

Une fois le délinquant libéré et de retour au sein de sa famille, il semble que des rencontres de médiation pourraient être nécessaires dans certains cas, principalement afin de rétablir la relation. En effet, Visser et al. (2004), Naser et Visser (2006) ainsi que Dolwick, Grieb et ses collaborateurs (2014) rapportent que la confiance peut être à rebâtir, surtout si la personne a été incarcérée durant une longue période. De plus, le manque de communication et le manque de proximité (physique et affective) peuvent augmenter les différends et le stress chez les deux parties. Ainsi, le programme de médiation soutiendrait et accompagnerait tant le condamné que sa famille dans ce processus de réintégration.

2.3. Nécessité de formation chez les professionnels

La nécessité de former les intervenants déjà en place ainsi que les nouveaux intervenants des programmes proposés est incontournable, sans quoi l'aide offerte se verrait toujours déficitaire.

2.3.1. Intervenants et professionnels déjà en place

Tel que le rapportent Withers (2003) et Shollenberger (2009), les proches des contrevenants ne sont pas informés des divers organismes et services qui sont déjà à leur disposition tant en communauté qu'en établissement carcéral. Prenant ceci en compte, il appert nécessaire que les intervenants et professionnels déjà en place (p. ex. agents des services correctionnels, intervenants communautaires, avocats, etc.) et en contact les proches de condamnés soient formés en matière de références à offrir.

2.3.2. Intervenants et professionnels des nouveaux programmes

Prenant en compte que de nouveaux programmes pourraient être mis en place, il sera nécessaire de s'assurer que leurs formations répondent adéquatement aux besoins des requérants des services. Il ressort de la publication de Fontaine et ses collaborateurs (2012) que les proches des libérés apprécient davantage leur expérience avec les services lorsqu'ils sont traités avec respect et dignité et que les intervenants sont sensibles aux défis qu'ils peuvent rencontrer. Les proches des sentenciés apprécient particulièrement pouvoir discuter avec des personnes qui sont elles-mêmes passées par l'épreuve d'avoir un proche ayant été incarcéré. Finalement, leur niveau de satisfaction des proches était également tributaire du niveau de proactivité des intervenants (plus l'intervenant se montrait proactif envers la famille et plus grande était la satisfaction de celle-ci et vice-versa). Cette proactivité prend en compte la fréquence des rencontres et la régularité de celles-ci.

En définitive, en se basant sur ce que nous avons ressorti de nos analyses et les besoins de que nous avons identifiés, nous avons proposé diverses solutions concrètes et pistes d'interventions qui sont susceptibles de répondre aux demandes des individus personnellement impliqués par le retour en collectivité après une période de détention. Il est de notre humble avis que la mise sur pied de programmes spécialisés pour les proches des contrevenants touchés par le processus de réinsertion sociale d'un justiciable arrimé à la mise en place de formations actualisant les connaissances des intervenants sur le sujet serait bénéfique pour tous : tant pour les proches des personnes condamnées, les intervenants, que les justiciables.

CONCLUSION

En définitive, ce projet nous a permis d'approfondir nos connaissances sur un sujet peu abordé dans les écrits scientifiques : le vécu subjectif des membres de la famille d'ex-détenus qui offrent l'hébergement à ces derniers après la période d'incarcération ainsi que les besoins qui émergent de ce vécu. Pour ce faire, rappelons que nous avons mené des entretiens semi-structurés auprès de deux mères, une sœur et un frère d'ex-détenus suivis par notre milieu de stage, l'Agence communautaire Maisonneuve. Grâce à ces entrevues avec ces membres des familles, il a été possible de retracer les conséquences qu'ils ont vécues en lien avec la judiciarisation de leur proche, plus spécifiquement durant et après la période d'emprisonnement. Pour ces deux périodes, les membres des familles rencontrés nous ont également fait part de leur niveau d'investissement auprès du condamné.

Tel qu'il est rapporté dans divers écrits scientifiques, les dommages collatéraux subis par la famille des condamnés sont nombreux et créent un débalancement les laissant avec des besoins qui nécessitent une attention spécifique. En s'intéressant à l'expérience personnelle des quatre victimes collatérales à l'incarcération du condamné, cette même conclusion a été constatée et il nous a été possible de mettre quelques-uns de ces besoins de l'avant.

Un besoin d'accompagnement et de soutien est identifié chez les membres des familles rencontrés. L'isolement et la solitude qui découlent du silence liant leur proche à l'aspect judiciaire semblent être à la source de ce premier besoin. Ensuite, nous constatons un second besoin est au niveau informationnel. Tels que l'ont constaté divers chercheurs, le manque d'information et l'incertitude font augmenter le niveau de stress et d'anxiété chez les proches des sentenciés. De surcroît, il ressort de nos analyses que les participants au sein de notre projet portent une attention particulière à ce que le libéré soit pris en charge afin de diminuer la présence de ses facteurs criminogènes. Il apparaît nécessaire de spécifier que d'autres recherches se concentrant sur les besoins des proches de justiciables (famille éloignée, amis, collègues, communauté, etc.) pour les diverses périodes du processus judiciaire nécessitent d'être effectuées.

Ainsi, en se basant sur les quelques écrits scientifiques trouvés à ce sujet ainsi que sur nos analyses, des pistes de solutions et d'interventions ont été proposées. Notons toutefois

que de mettre des programmes en place ne semble pas être la première recommandation en place. Non seulement en raison des divers coûts qu'il faudrait déployer, mais également parce que certains organismes offrent déjà des programmes et services pour la clientèle des proches de condamnés. Mais comment se fait-il que ces programmes et services sont si peu connus?

En ce sens, il semble pertinent de débiter avec la formation des divers travailleurs et professionnels travaillant auprès de personnes touchées par les répercussions de l'administration de la justice pour que ceux-ci puissent mieux informer et référer ces individus en recherche d'aide, en l'occurrence, leur famille. Toutefois, il faut souligner que ce ne sont pas tous les condamnés qui bénéficient de la présence de celle-ci, et ce, pour diverses raisons (différends familiaux, décès, distance géographique, etc.). Au vu qu'à la famille dans la réinsertion sociale d'un sentenced, qui jouera ce rôle auprès des personnes qui ne peuvent compter sur disponibilité? Prenant ceci en compte, les diverses questions soulevées et les recommandations proposées se voient toutes aussi pertinentes et nécessaires pour les acteurs principaux gravitant autour de ces justiciables ayant peu ou pas de liens familiaux.

En toute fin, restant sans réponse, il semblerait pertinent d'enquêter sur les raisons pour lesquelles les proches de justiciables ne connaissent pas davantage les organismes qui offrent des programmes et services leur étant spécialement adressés. De plus, il serait nécessaire d'étudier les programmes et services : Les bénéficiaires de ces services sont-ils satisfaits? Leurs besoins sont-ils comblés? Si ces besoins ne sont pas comblés complètement, que manque-t-il? Y a-t-il assez d'intervenants pour répondre aux demandes des personnes dans le besoin?

Tant de questions qui, une fois répondues, pourraient mener à de nouvelles recommandations plus précises. Ainsi, si les besoins des proches de condamnés identifiés dans ce rapport de stage sont répondus de manière adéquate et spécialisée, peut-être les membres des familles des justiciables réussiront-ils à se dégager de l'emprise des statuts de *quasi-inmate* et *quasi-agent*?

RÉFÉRENCES

- Andrews, D. A., Bonta, J. et Hoge, R. D. (1990). Classification for effective rehabilitation: rediscovering psychology. *Criminal Justice and Behavior*, 17 (1), 19–52.
- Andrews, D. A., Bonta, J. et Wormith, J. S. (2004). *Level of Service/Case Management Inventory: An offender assessment system: User's manual*. Toronto, Ontario: Multi-Health Systems.
- Arditti, J. (2005). Families and Incarceration: An Ecological Approach. *Families in Society: The Journal of Contemporary Social Services*, 86(2), 251-260.
- American Psychological Association. (2018). APA Dictionary of Psychology. Repéré à <https://dictionary.apa.org/stigma>
- Baribeau, C. et Royer, C. (2012). L'entretien individuel en recherche qualitative : usages et modes de présentation. *Revue des sciences de l'éducation*, 38(1), 23-45.
- Boman, J. H. et Mowen, T. J. (2017). Building the Ties that Bind, Breaking the Ties that Don't: Family support, criminal peers, and re-entry success. *Criminology & Public Policy*, 16(3), 753-774. doi : 10.1111/1745-9133.12307
- Braun, V. et Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77-101.
- Brunton-Smith, I. et McCarthy, D. J. (2017). The Effects of Prisoner Attachment to Family on Re-Entry Outcomes: A Longitudinal Assessment. *The British Journal of Criminology*, 57(2), 463-482. doi: 10.1093/bjc/azv129
- Campenhoudt, L. V., Marquet, J. et Quivy, R. (2017). *Manuel de recherche en sciences sociales* (5^e éd.) Paris, France : Dunod.
- Carlson, B. E. et Cervera, N. (1991). Inmates and their Families: Conjugal Visits, Family Contact, and Family Functioning. *Criminal Justice and Behavior*, 18(3), 318–331. <https://doi.org/10.1177/0093854891018003005>
- Cid, J. et Martí, J. (2012). Turning points and returning points: Understanding the role of family ties in the process of desistance. *European Journal of Criminology*, 9(6). doi: 10.1177/1477370812453102
- Comfort, M. (2003). In the tube at San Quentin: The “secondary prisonization” of women visiting inmates. *Journal of Contemporary Ethnography*, 32(1), 77–107.
- Comfort, M. (2007a). « C'est plein de mecs bien en taule! » : Incarcération de masse aux États-Unis et ambivalence des épouses. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 169, 22–47.

- Comfort, M. (2007b). Punishment Beyond the Legal Offender. *Annual Review of Law and Social Science*, 3, 271-296.
- Condry, R. (2007). *Families Shamed: The Consequences of Crime for the Relative of Serious Offenders*. Cullompton, UK: Willan Publishing.
- Corporation Maison Charlemagne. (2018a). Historique. Repéré à <http://www.maison-charlemagne.org/organisme>
- Corporation Maison Charlemagne. (2018b). Agence communautaire Maisonneuve. Repéré à <https://www.maison-charlemagne.org/agence-communautaire-maisonneuve>
- Corporation Maison Charlemagne. (2018c). Maison Charlemagne. Repéré à <https://www.maison-charlemagne.org/maison-charlemagne>
- Corporation Maison Charlemagne. (2018d). Résidence Madeleine-Carmel. Repéré à <https://www.maison-charlemagne.org/residence-madeleine-carmel>
- Corporation Maison Charlemagne. (2018e). Parent-Aise. Repéré à <https://www.maison-charlemagne.org/programme-parent-aise>
- Corporation Maison Charlemagne. (2018f). *Agence communautaire Maisonneuve, Suivi en communauté*. Repéré à <http://www.maison-charlemagne.org/images/files/depliantA.pdf>
- Daniel, S. W. et Barrett, C. J. (1981). The needs of prisoners' wives: A challenge for the mental health professions. *Community Mental Health Journal*, 17(4), 310-322.
- Datchi, C. C., Barretti, L. M. et Thompson, C. M. (2016). Family Services in Adult Detention Centers: Systemic Principles for Prisoner Reentry. *Couple and Family Psychology: Research and Practice*, 5(2), 89-104. doi: 10.1037/cfp0000057.
- diZerega, M. (2011). *Why Ask About Family? Family Justice Program*. New York, NY: Vera Institute of Justice.
- diZerega, M. et Verdone, J. (2011). *Setting an Agenda for Family-Focused Justice Reform*. New York, NY: Vera Institute of Justice.
- Désesquelles, A. et Kensey, A. (2006). Les détenus et leur famille : Des liens presque toujours maintenus, mais parfois très distendus. *Données sociales. La société française*, 59-67.
- Dolwick Grieb, S. M., Crawford, A., Fields, J., Smith, H., Harris, R. et Matson, P. (2014). "The Stress Will Kill You": Prisoner Reentry as Experienced by Family Members and the Urgent Need for Support Services. *Journal of Health Care*, 25(3), 1183-1200. doi: 10.1353/hpu.2014.0118

- Ewald, A. et Uggen, C. (2012). The Collateral Effects of Imprisonment on Prisoners, Their Families, and Communities. Dans J. Petersilia et K. R. Reitz. (dir.), *The Oxford Handbook of Sentencing and Corrections* (p. 83-103). New York, NY: Oxford University Press. doi: 10.1093/oxfordhb/9780199730148.013.0003
- Farrall, S. (2002) *Rethinking What Works with Offenders: Probation, Social Context and Desistance From Crime*. Cullompton, Devon: Willan Press
- Fallery, B. et Rodhain, F. (2007). *Quatre approches pour l'analyse de données textuelles: lexicale, linguistique, cognitive, thématique*. Communication présentée au 16^e Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique, Montréal, Canada. Repéré à <http://www.cregor.net/membres/fallery/travaux/pdfs/c-documents%20and%20settings-Flo-Mes%20documents-Bernard-travaux-2007aiMsFinal.pdf>
- Fontaine, J., Gilchrist-Scott, D., Denver, M. et Rossman, S. B. (2012). *Families and Reentry: Unpacking How Social Support Matters*. Washington, DC: The Urban Institute.
- Ganassali, S. (2008). Faire parler les mots : vers un cadre méthodologique pour l'analyse thématique des réponses aux questions ouvertes. *Decisions Marketing*, 51, 55-67.
- Giordano, P. C. (2016). Mechanisms underlying the desistance process: Reflections on « A theory of cognitive transformation ». Dans J. Shapland, S. Farrall et A. E. Bottoms (dir.), *Global perspectives on desistance: reviewing what we know and looking to the future* (p. 11-27). Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Green, K. M., Ensminger, M. E., Robertson, J. A. et Juon, H-S. (2006) Impact of Adult Sons' Incarceration on African American Mothers' Psychological Distress. *Journal of Marriage and Family*, 68, 430-441.
- Guenat, C. (2016) *Le retour en communauté des détenus âgés : entre marginalisation et insertion, des expériences plurielles* (Mémoire de maîtrise, École de criminologie). Repéré à https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/16097/Guenat_Claire_2016_memoire.pdf?sequence=2&isAllowed=y
- Hairson, C. F. (1990). Men in Prison. *Journal of Offender Counseling Services Rehabilitation*, 14(1), 23-30. doi:10.1300/J264v14n01_03
- Hannem, S. N. (2008). *Marked by association: Stigma, marginalisation, gender and the families of male prisoners in Canada* (Doctoral thesis, University de Carleton). Repéré à <https://curve.carleton.ca/854994c6-3a8a-472f-b3c2-56265fa61361>
- Kruger, D. J. et De Loney, E. H. (2009). The Association of Incarceration with Community Health and Racial Health Disparities. *Progress in community health partnerships: research, education, and action*, 3(2), 113-121. doi: 10.1353/cpr.0.0066

- Laferrière, D. (2019). L'ambivalence de l'entourage des personnes délinquantes. *Criminologie*, 52(1), 73-96. doi : 10.7202/1059504ar
- La Vigne, N. G., Mamalian, C. A., Travis, J. et Visser, C. A. (2003). *A Portrait of Prisoner Reentry in Illinois*. Washington, DC: Urban Institute.
- La Vigne, N. G., Naser, R. L., Brooks, L. E., & Castro, J. Y. (2005) Examining the Effect of Incarceration and In-Prison Family Contact on Prisoners' Family Relationships. *Journal of Contemporary Criminal Justice*, 21, 314-335.
- La Vigne, N. G., Visser, C. A. et Castro, J. Y. (2004). *Chicago Prisoners' Experiences Returning Home*. Washington, DC: Urban Institute.
- Lafortune, D., Barrette, M. et Brunelle, N. (2005). L'incarcération du père : expérience et besoins des familles. *Criminologies*, 38(1), 163-187. <https://doi.org/10.7202/011489ar>
- Lalande, P., Dolmaire, P. et Lévesque, R. (2018). *La récidive/reprise de la clientèle confiée aux Services correctionnels du Québec, cohortes 2010-2011*. Québec, QC : Direction générale adjointe aux programmes, au conseil et à l'administration, Direction générale des services correctionnels, ministère de la Sécurité publique du Québec.
- Lehalle, S. (2017). Les proches : témoins, sujets, acteurs et experts de la sanction pénale malgré eux. *La revue de l'ASRSQ*, 29(2), 20-22.
- Le Quéau, P., Aillet, V., Dubéchet, P., Fronteau, A. et Olm, C. (2000). L'autre peine : Enquête exploratoire sur les conditions de vie des familles de détenus. *Cahier de recherche, Novembre 2000*(147). Paris, France : CRÉDOC.
- Magnan, I. (2011). *Être parent d'un fils adulte détenu : conséquences et soutien social* (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Chicoutimi). Repéré à <https://constellation.uqac.ca/2404/1/030288541.pdf>
- Malakieh, J. (2018). Statistiques sur les services correctionnels pour les adultes et les jeunes au Canada, 2016-2017. *Juristat*, 38(1), 1-22.
- Marshall, C. et Rossman, G. B. (1989). *Designing qualitative research*. Newbury Park, CA: Sage publications.
- Martinez, D. et Christian, J. (2009). The Familial Relationships of Former Prisoners. *Journal of Contemporary Ethnography*, 38(2), 201-224. doi: 10.1177/0891241608316875
- Michaud, P. (2017). *Mission, ambition, valeurs, orientations. Planification stratégique 2017-2020/Corporation Maison Charlemagne*. Document inédit.
- Murphey, D. et Cooper, M. (2015). *Parents Behind Bars: What Happens to Their Children*. Washington, DC: Child Trends. doi: 10.13140/RG.2.1.2444.4243

- Naser, R. L. et La Vigne, N. G. (2006). Family Support in the Prisoner Reentry Process: Expectations and Realities. *Journal of Offender Rehabilitation*, 43(1), 93-106.
- Naser, R. L. et Visser, C. A. (2006). Family member's experiences with incarceration and reentry. *Western Criminology Review*, 7(2), 20-31.
- Nelson, M., Deess, P. et Allen, C. (1999). *The first month out: Post-incarceration experiences in New York City*. New York, NY: Vera Institute of Justice.
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (4^e éd.). Malakoff, France : Armand Colin.
- Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques. Dans J-P. Poupart, L. Deslauriers, A. Groulx, R. Laperrière et A. P. Mayer (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. (p. 173-209). Montréal, QC : Gaëtan Morin.
- Provalis Research (2016). Introducing QDA Miner 5. Qualitative text analysis software. Repéré à <https://provalisresearch.com/products/qualitative-data-analysis-software/>
- Reese Walker, E. (2013). *Well-being of mothers when an adult child is incarcerated* (Dissertation doctorale). University de Capella, MI.
- Richard, R., McWilliams, B., Batten, N., Cameron, C. et Cutler, J. (1995). Foreign Nationals in English Prisons: I. Family Ties and their Maintenance. *The Howard Journal of Crime and Justice*, 34(2), 158-175. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2311.1995.tb00834.x>
- Robitaille, C., Guay, J-P. et Savard, C. (2002). *Portrait de la clientèle correctionnelle du Québec 2001*. Montréal, QC : Société de criminologie du Québec pour la Direction générale des services correctionnels du Ministère de la Sécurité publique du Québec.
- Rodriguez, N. et Turanovic, J. J. (2016). Impact of Incarceration on Families and Communities. Dans J. Wooldredge et P. Smith (dir.), *The Oxford Handbook of Prisons and Imprisonment* (section II, chapter 9). Oxford University Press, NY. doi: 10.1093/oxfordhb/9780199948154.013.10
- Sabourin, P. (2003). L'analyse de contenu. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*. (p. 357-386) Québec, QC : Les Presses Universitaires du Québec.
- Sack, W. H., Seidler, J. et Thomas, S. (1976). The children of imprisoned parents: A psychosocial exploration. *American Journal of Orthopsychiatry*, 46(4), 618-628. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1939-0025.1976.tb00960.x>
- Savoie-Zajc, L. (2003). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données* (p. 293-316). Québec, QC : Les Presses Universitaires du Québec.

- Sécurité publique du Québec. (2014, 27 juin). Personnel des Services correctionnels. Repéré à <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/fonctionnement/personnel.html>
- Sécurité publique du Québec. (2016, 28 novembre). Cadre de gestion du suivi des personnes contrevenantes dans la communauté. Repéré à <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/suivi-communaute/suivi-personnes-contrevenantes.html>
- Shammas, V. L. (2017). Pains of Imprisonment. *The Encyclopedia of Corrections*. <https://doi.org/10.1002/9781118845387.wbeoc020>
- Shanahan, R. et Agudelo, S. V. (2012). *The Family and Recedivism*. New York, NY: Vera Institute of Justice.
- Shollenberger, T. L. (2009). *When Relatives Return: Interviews with Family Members of Returning Prisoners in Houston, Texas*. Washington, DC: Urban Institute.
- Strimelle, V. et Poupart, J. (2004). Une fois la sentence terminée. L'intégration des personnes ayant connu une expérience d'incarcération. Dans J. Poupart (dir.), *Au-delà du système pénal. L'intégration sociale et professionnelle des groupes judiciarisés et marginalisés* (p. 101-123). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Touraut, C. (2009). *L'expérience carcérale élargie. Dynamiques du lien et identités à l'épreuve de l'incarcération d'un proche* (Thèse doctorale). Université Lumière Lyon 2, France.
- Touraut, C. (2012). *La famille à l'épreuve de la prison*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
- Touraut, C. (2013). Aux frontières des prisons : les familles de détenus. *Culture & Conflits*, été 2013(90), 77-94. doi: 10.4000/conflits.18736
- Travis, J., Cincotta McBride, E. et Solomon, A. L. (2005). *Families left behind: The hidden costs of incarceration and re-entry*. Washington, DC: Urban Institute.
- Travis, J., Solomon, A. L. et Waul, M. (2001). *From Prison to Home: The Dimensions and Consequences of Prisoner Reentry*. Washington, DC: Urban Institute.
- Turanovic, J. J., Rodriguez, N. et Pratt, T. C. (2012). The collateral consequences of incarceration revisited: A qualitative analysis of the effects on caregivers of children of incarcerated parents. *Criminology*, 50(4). 913-959.
- Vacheret, M. (2005). Les visites familiales privées au Canada, entre réinsertion et contrôle accru : portrait d'un système. *Champ Pénal*, 2, 1-13. doi: 10.4000/champpenal.81

- Vacheret, M. (2017). Familles et prison, quand la peine affecte les proches. *La revue de l'ASRSQ*, 29(2)14-16.
- Visher, C. A., La Vigne, N. G. et Travis, J. (2004). *Returning Home: Understanding the Challenges of Prisoner Reentry*. Washington, DC: Urban Institute.
- Visher, C. A. et Travis, J. (2012). The Characteristics of Prisoners Returning Home and Effective Reentry Programs and Policies. Dans J. Petersilia et K. R. Reitz (dir.), *The Oxford Handbook of Sentencing and Corrections* (p. 89-118). New York, NY: Oxford University Press. doi: 10.1093/oxfordhb/9780199730148.013.0028
- Withers, L. (2000). *Time Together: A survival guide for families and friends visiting in Canadian federal prisons and The Directory of Canadian Organizations Providing Services to the Families of Adult Offenders*. Kingston, Ontario: Canadian Families and Corrections Network
- Withers, L. (2003). *Une approche et une politique stratégiques visant à répondre aux besoins des familles des contrevenants : sécurité. Respect et dignité. Pour tous*. Kingston, Ontario : Regroupement canadien d'aide aux familles des détenu(e)s.
- Withers, L. et Folsom, J. (2007). *Incarcerated Fathers: A Descriptive Analysis*. Ottawa, Ontario: Correctional Service of Canada.
- Withers, L., Holland, M. et Martin, E. (2005). *Un nouveau départ : Une trousse de réinsertion sociale à l'intention des familles*. Kingston, Ontario : Regroupement canadien d'aide aux familles des détenu(e)s.

ANNEXE I : CERTIFICAT ÉTHIQUE



Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences

12 avril 2018

Objet : Approbation éthique – « Le vécu de membres de la famille de justiciables : lorsque l'individu réintègre le milieu familial à la suite de son incarcération en établissement carcéral »

Mme Laura-Li Doyon,

Le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences (CÉRAS) a étudié le projet de recherche susmentionné et a délivré le certificat d'éthique demandé suite à la satisfaction des exigences précédemment émises. Vous trouverez ci-joint une copie numérisée de votre certificat; copie également envoyée à votre directeur/directrice de recherche et à la technicienne en gestion de dossiers étudiants (TGDE) de votre département.

Notez qu'il y apparaît une mention relative à un suivi annuel et que le certificat comporte une date de fin de validité. En effet, afin de répondre aux exigences éthiques en vigueur au Canada et à l'Université de Montréal, nous devons exercer un suivi annuel auprès des chercheurs et étudiants-chercheurs.

De manière à rendre ce processus le plus simple possible et afin d'en tirer pour tous le plus grand profit, nous avons élaboré un court questionnaire qui vous permettra à la fois de satisfaire aux exigences du suivi et de nous faire part de vos commentaires et de vos besoins en matière d'éthique en cours de recherche. Ce questionnaire de suivi devra être rempli annuellement jusqu'à la fin du projet et pourra nous être retourné par courriel. La validité de l'approbation éthique est conditionnelle à ce suivi. Sur réception du dernier rapport de suivi en fin de projet, votre dossier sera clos.

Il est entendu que cela ne modifie en rien l'obligation pour le chercheur, tel qu'indiqué sur le certificat d'éthique, de signaler au CÉRAS tout incident grave dès qu'il survient ou de lui faire part de tout changement anticipé au protocole de recherche.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs,

Marie-Pierre Bousquet, vice-présidente
Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences (CÉRAS)
Université de Montréal

c. c. Marion Vacheret, professeure titulaire, FAS - École de criminologie, Université de Montréal
Cécile Sike Mouen, TGDE
p. j. Certificat #CERAS-2017-18-264-D

adresse postale
C.P. 6128, succ. Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7

adresse civique
3333, Queen Mary
Local 220-2
Montréal QC H3V 1A2
www.ceras.umontreal.ca

Téléphone : 514-343-7338
ceras@umontreal.ca

Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences (CÉRAS), selon les procédures en vigueur, en vertu des documents qui lui ont été fournis, a examiné le projet de recherche suivant et conclu qu'il respecte les règles d'éthique énoncées dans la Politique sur la recherche avec des êtres humains de l'Université de Montréal.

Projet	
Titre du projet	Le vécu de membres de la famille de justiciables : lorsque l'individu réintègre le milieu familial à la suite de son incarcération en établissement carcéral
Étudiante requérante	Laura-Li Doyon [REDACTED], étudiante à la maîtrise, FAS - École de criminologie
Sous la direction de	Marion Vacheret, professeure titulaire, FAS - École de criminologie, Université de Montréal

Financement	
Organisme	
Programme	
Titre de l'octroi si différent	
Numéro d'octroi	
Chercheur principal	
No de compte	

MODALITÉS D'APPLICATION

Tout changement anticipé au protocole de recherche doit être communiqué au CÉRAS qui en évaluera l'impact au chapitre de l'éthique.

Toute interruption prématurée du projet ou tout incident grave doit être immédiatement signalé au CÉRAS.

Selon les règles universitaires en vigueur, un suivi annuel est minimalement exigé pour maintenir la validité de la présente approbation éthique, et ce, jusqu'à la fin du projet. Le questionnaire de suivi est disponible sur la page web du CÉRAS.

[REDACTED]
Marie-Pierre Bousquet, vice-présidente
Comité d'éthique de la recherche en arts
et en sciences
Université de Montréal

12 avril 2018
Date de délivrance

1^{er} mai 2020
Date de fin de validité

1^{er} mai 2019
Date de suivi

adresse postale
C.P. 6128, succ. Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7

adresse civique
3333, Queen Mary
Local 220-2
Montréal QC H3V 1A2
www.ceras.umontreal.ca

Téléphone : 514-343-7338
ceras@umontreal.ca

ANNEXE II : FORMULAIRE D'INFORMATION AU JUSTICIABLE



FORMULAIRE D'INFORMATION

« VÉCU DES MEMBRES DE LA FAMILLE DU JUSTICIABLE LORSQU'IL RÉINTÈGRE LE MILIEU FAMILIAL À LA SUITE DE SON INCARCÉRATION »

Chercheuse étudiante : Laura-Li Doyon, étudiante à la maîtrise, École de criminologie, Université de Montréal

Directrice de recherche : Marion Vacheret, professeure titulaire, École de criminologie, Université de Montréal

Vous êtes invité à participer à un projet de recherche. Avant d'accepter, veuillez prendre le temps de lire ce document présentant les modalités et conditions de participation. N'hésitez pas à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document.

Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée. Prenez tout le temps nécessaire pour prendre votre décision.

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Dans le cadre de la maîtrise en criminologie, l'étudiante qui effectue son stage à l'Agence communautaire Maisonneuve désire en connaître davantage sur le vécu des membres de la famille de contrevenants, plus précisément à la suite de sa libération de détention. Présentement, l'état des recherches démontre qu'il y a peu d'informations à ce sujet. Par contre, il est clair que la famille est un facteur important dans la réinsertion sociale d'un individu. Ainsi, ce projet vise à mieux comprendre le vécu des membres de la famille d'un justiciable lorsqu'il réintègre le milieu familial après une période d'emprisonnement en milieu carcéral. Pour ce faire, votre accord est nécessaire afin de pouvoir approcher votre parent ou un membre de votre fratrie qui vous a hébergé après votre emprisonnement. Au total, l'étudiante compte recueillir le vécu de 10 adultes ayant vécu cette situation.

2. Participation à la recherche

Votre participation directe à ce projet n'est pas sollicitée. Vous n'aurez donc pas à être interviewé ni à être présent lors de l'entretien. Toutefois, pour répondre à la question de recherche, votre consentement est nécessaire puisque l'étudiante compte interviewer un membre de votre famille immédiate pour une durée de 60 à 90 minutes. Au cours de cette entrevue, cette personne aura à répondre à des questions concernant le ressenti et les impacts qu'elle a vécus lorsque vous avez réintégré le milieu familial après votre incarcération. Elle aura également à remplir un questionnaire de 20 questions dont la majorité se répond par « oui » ou « non ». Ce questionnaire permettra de mieux comprendre votre situation sans toutefois permettre de vous identifier.

Avec votre autorisation ainsi que celle de votre proche, l'entrevue sera enregistrée sur support audio pour ensuite faciliter la transcription. Le lieu et le moment de l'entrevue seront choisis avec l'étudiante, selon les disponibilités du membre de votre famille.

3. Risques et inconvénients

Votre participation à la recherche ne devrait pas comporter d'inconvénients significatifs.

4. Avantages et bénéfices

Vous ne retirerez aucun avantage direct à participer à ce projet de recherche. Cependant, votre participation contribuera à l'avancement de la recherche, plus précisément à mieux comprendre le vécu des membres de familles ayant vécu le retour d'incarcération d'un proche judiciairisé.

5. Confidentialité

Dans le cadre la recherche, l'étudiante n'aura pas accès à la base de données de l'Agence communautaire Maisonneuve. Elle se basera uniquement sur les informations recueillies durant l'entrevue avec le membre de votre famille. Ces informations resteront strictement confidentielles et ne pourront pas être utilisées contre vous. Cela signifie que, advenant le cas où des informations laissent croire que vous agissez à l'encontre des lois et/ou de vos conditions légales, elles ne seront pas transmises aux professionnels assignés à votre dossier et aucune conséquence légale n'en découlera. Par contre, la confidentialité est levée s'il y a un danger imminent pour une tierce personne. Dans un tel cas, seules les informations nécessaires à la compréhension du professionnel seront transmises et seuls les professionnels nécessitant d'être informés le seront.

Durant ce projet de recherche, l'étudiante et la directrice du projet garderont, dans un dossier de recherche sécurisé, les renseignements concernant et nécessaires pour répondre aux objectifs scientifiques de ce projet. Les renseignements personnels recueillis demeureront strictement confidentiels. Cela signifie également que vous n'aurez pas accès aux données recueillies auprès du membre de votre famille. Aucune information permettant de vous identifier ou d'identifier le membre de votre famille participant au projet ne sera publiée.

Les données seront conservées dans un lieu sûr et seules l'étudiante et la directrice du projet en prendront connaissance. L'enregistrement sera transcrit et détruit, ainsi que toute information personnelle, 7 ans après la fin du projet. Seules les données ne permettant pas de vous identifier seront conservées après cette période.

Prenez note que les résultats généraux du projet pourraient être utilisés dans des publications ou des communications, mais toujours de façon anonyme.

6. Compensation

Étant donné que ce projet de recherche ne reçoit aucun financement, vous ne recevrez pas de compensation financière pour votre participation. Toutefois, si vous en faites la demande, une copie des résultats généraux du projet pourra vous être acheminée après la publication.

7. Droit de retrait

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Vous êtes donc libre de refuser d'y participer. Advenant que vous décidiez d'y participer, prenez note que votre participation n'aura aucune incidence, positive ou négative, sur votre suivi à l'Agence communautaire Maisonneuve. Vous pouvez également vous retirer de ce projet à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raisons. Prenez note qu'en cas de

désistement au cours du projet de recherche, cette décision n'aura aucun impact au niveau de votre suivi à l'Agence communautaire Maisonneuve. Toutefois, nous vous prions d'en informer l'étudiante via courrier électronique (Laura-Li.Doyon@UMontreal.ca) ou par téléphone 514-257-9494 #215.

À votre demande, tous les renseignements qui vous concernent pourront aussi être détruits. Cependant, après le déclenchement du processus de publication, il sera impossible de détruire les analyses et les résultats portant sur vos données.

ANNEXE III : FORMULAIRE D'INFORMATION AU MEMBRE DE LA FAMILLE



FORMULAIRE D'INFORMATION

« VÉCU DES MEMBRES DE LA FAMILLE DU JUSTICIABLE LORSQU'IL RÉINTÈGRE LE MILIEU FAMILIAL À LA SUITE DE SON INCARCÉRATION »

Chercheuse étudiante : Laura-Li Doyon, étudiante à la maîtrise, École de criminologie, Université de Montréal

Directrice de recherche : Marion Vacheret, professeure titulaire, École de criminologie, Université de Montréal

Vous êtes invité à participer à un projet de recherche. Avant d'accepter, veuillez prendre le temps de lire ce document présentant les modalités et conditions de participation. N'hésitez pas à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document.

Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée. Prenez tout le temps nécessaire pour prendre votre décision.

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Dans le cadre de la maîtrise en criminologie, l'étudiante qui effectue son stage à l'Agence communautaire Maisonneuve désire en connaître davantage sur le vécu des membres de la famille de contrevenants, plus précisément à la suite de sa libération de détention. Présentement, l'état des recherches démontre qu'il y a peu d'informations à ce sujet. Par contre, il est clair que la famille est un facteur important dans la réinsertion sociale d'un individu. Ainsi, ce projet vise à mieux comprendre le vécu des membres de la famille d'une personne judiciarisée, plus spécifiquement lorsque celle-ci réintègre le milieu familial après une période d'emprisonnement en milieu carcéral. Pour ce faire, votre participation à titre de parent ou de membre de la fratrie est sollicitée. Au total, l'étudiante compte recueillir le vécu de 10 adultes ayant vécu cette situation.

2. Participation à la recherche

Votre participation à ce projet consiste à accorder une entrevue à l'étudiante précitée. Cette entrevue durera de 60 à 90 minutes et s'effectuera sans la présence de votre proche judiciarisé. Au cours de l'entrevue, vous aurez à répondre à des questions concernant le ressenti et les impacts que vous avez vécus lorsque votre proche a réintégré le milieu familial après son incarcération. De plus, il vous sera demandé de remplir un questionnaire de 20 questions dont la majorité se répond par « oui » ou « non ». Ce questionnaire permettra de mieux comprendre votre situation sans toutefois permettre de vous identifier.

Avec votre autorisation ainsi que celle de votre proche judiciarisé, l'entrevue sera enregistrée sur support audio pour ensuite faciliter la transcription. Le lieu et le moment de l'entrevue seront déterminés avec l'étudiante, selon vos disponibilités.

3. Risques et inconvénients

En parlant de votre expérience, il est possible que cela ravive des souvenirs liés à un moment difficile. Si tel est le cas, n'hésitez pas à en parler avec la personne responsable du projet dont les coordonnées apparaissent sur ce formulaire. Elle pourra vous suggérer des ressources de soutien. Vous pourrez à tout moment refuser de répondre à une question, mettre une pause à l'entretien ou même y mettre fin.

4. Avantages et bénéfices

Vous ne retirerez aucun avantage direct à participer à ce projet de recherche. Cependant, votre participation contribuera à l'avancement de la recherche, plus précisément à mieux comprendre le vécu des membres de familles ayant vécu le retour d'incarcération d'une personne judiciarisée.

5. Confidentialité

Dans le cadre la recherche, l'étudiante n'aura pas accès à la base de données de l'Agence communautaire Maisonneuve. Elle se basera uniquement sur les informations recueillies durant l'entrevue. Ces informations resteront strictement confidentielles et ne pourront pas être utilisées contre votre proche. Cela signifie que, advenant le cas où des informations laissent croire qu'il agisse à l'encontre des lois et/ou de ses conditions légales, celles-ci ne seront pas transmises aux professionnels assignés à son dossier et aucune conséquence légale n'en découlera. Par contre, la confidentialité est levée s'il y a un danger imminent pour une tierce personne. Dans un tel cas, seules les informations nécessaires à la compréhension du professionnel seront transmises et seuls les professionnels nécessitant d'être informés le seront. Également, en aucun cas votre proche aura accès aux données que vous aurez fournies à la chercheuse.

Durant votre participation à ce projet de recherche, l'étudiante et la directrice du projet garderont, dans un dossier de recherche, les renseignements vous concernant et nécessaires pour répondre aux objectifs scientifiques de ce projet. Les renseignements personnels que vous partagerez demeureront strictement confidentiels. Aucune information permettant de vous identifier ou d'identifier le membre de votre famille de quelconque façon ne sera publiée.

Les données seront conservées dans un lieu sûr et seules l'étudiante et la directrice du projet en prendront connaissance. L'enregistrement sera transcrit et détruit, ainsi que toute information personnelle, 7 ans après la fin du projet. Seules les données ne permettant pas de vous identifier seront conservées après cette période.

Prenez note que les résultats généraux du projet pourraient être utilisés dans des publications ou des communications, mais toujours de façon anonyme.

6. Compensation

Étant donné que ce projet de recherche n'est nullement financé, vous ne recevrez pas de compensation financière pour votre participation. Toutefois, l'étudiante est prête à se déplacer pour vous accommoder. Également, si vous en faites la demande, une copie des résultats généraux du projet pourra vous être acheminée après la publication.

7. Droit de retrait

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Vous êtes donc libre de refuser d'y participer. Vous pouvez également vous retirer de ce projet à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raisons. Toutefois, nous vous prions d'en informer l'étudiante via courrier électronique (Laura-Li.Doyon@UMontreal.ca) ou par téléphone au 514-257-9494 #215.

À votre demande, tous les renseignements qui vous concernent pourront aussi être détruits. Cependant, après le déclenchement du processus de publication, il sera impossible de détruire les analyses et les résultats portant sur vos données.

ANNEXE IV : DIAPOSITIVES DE RECRUTEMENT

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS!

Si vous avez déjà été **incarcéré** et que vous êtes retourné **vivre chez votre parent, frère ou sœur**, votre famille pourrait participer au projet de recherche de notre stagiaire, Laura-Li Doyon.

Parlez-en à votre agent(e) de surveillance communautaire pour de plus amples informations.

Ce projet de recherche s'inscrit dans le cadre de la maîtrise de Laura-Li Doyon, stagiaire à l'Agence communautaire Maisonneuve



Vous avez déjà purgé une peine d'emprisonnement dans un établissement carcéral?

Vous êtes retourné habiter chez un parent, un frère ou une sœur à votre sortie de l'établissement?

Nous avons besoin de la participation du proche chez qui vous avez habité!

Pour plus de renseignements, parlez-en avec votre agent(e) de surveillance communautaire.

Ce projet de recherche s'inscrit dans le cadre de la maîtrise de Laura-Li Doyon, stagiaire à l'Agence communautaire Maisonneuve



ANNEXE V : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT LIBRE ET ÉCLAIRÉ AU JUSTICIABLE



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

« VÉCU DES MEMBRES DE LA FAMILLE DU JUSTICIABLE LORSQU'IL RÉINTÈGRE LE MILIEU FAMILIAL À LA SUITE DE SON INCARCÉRATION »

Chercheuse étudiante : Laura-Li Doyon, étudiante à la maîtrise, École de criminologie, Université de Montréal

Directrice de recherche : Marion Vacheret, professeure titulaire, École de criminologie, Université de Montréal

Vous êtes invité à participer à un projet de recherche. Avant d'accepter, veuillez prendre le temps de lire ce document présentant les modalités et conditions de participation. N'hésitez pas à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document.

Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée. Prenez tout le temps nécessaire pour prendre votre décision.

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Dans le cadre de la maîtrise en criminologie, l'étudiante qui effectue son stage à l'Agence communautaire Maisonneuve désire en connaître davantage sur le vécu des membres de la famille de contrevenants, plus précisément à la suite de sa libération de détention. Présentement, l'état des recherches démontre qu'il y a peu d'informations à ce sujet. Par contre, il est clair que la famille est un facteur important dans la réinsertion sociale d'un individu. Ainsi, ce projet vise à mieux comprendre le vécu des membres de la famille d'un justiciable lorsqu'il réintègre le milieu familial après une période d'emprisonnement en milieu carcéral. Pour ce faire, votre accord est nécessaire afin de pouvoir approcher votre parent ou un membre de votre fratrie qui vous a hébergé après votre emprisonnement. Au total, l'étudiante compte recueillir le vécu de 10 adultes ayant vécu cette situation.

2. Participation à la recherche

Votre participation directe à ce projet n'est pas sollicitée. Vous n'aurez donc pas à être interviewé ni à être présent lors de l'entretien. Toutefois, pour répondre à la question de recherche, votre consentement est nécessaire puisque l'étudiante compte interviewer un membre de votre famille immédiate pour une durée de 60 à 90 minutes. Au cours de cette entrevue, cette personne aura à répondre à trois questions concernant le ressenti et les impacts qu'elle a vécus lorsque vous avez réintégré le milieu familial après votre incarcération. Elle aura également à remplir une fiche signalétique de 20 questions dont la majorité se répond par « oui » ou « non ». Cette fiche permettra de mieux comprendre votre situation sans toutefois permettre de vous identifier.

Avec votre autorisation ainsi que celle de votre proche, l'entrevue sera enregistrée sur support audio pour ensuite faciliter la transcription. Le lieu et le moment de l'entrevue seront choisis avec l'étudiante, selon les disponibilités du membre de votre famille.

3. Risques et inconvénients

Votre participation à la recherche ne devrait pas comporter d'inconvénients significatifs.

4. Avantages et bénéfices

Vous ne retirerez aucun avantage direct à participer à ce projet de recherche. Cependant, votre participation contribuera à l'avancement de la recherche, plus précisément à mieux comprendre le vécu des membres de familles ayant vécu le retour d'incarcération d'un proche judiciairisé.

5. Confidentialité

Dans le cadre la recherche, l'étudiante n'aura pas accès à la base de données de l'Agence communautaire Maisonneuve. Elle se basera uniquement sur les informations recueillies durant l'entrevue avec le membre de votre famille. Ces informations resteront strictement confidentielles et ne pourront pas être utilisées contre vous. Cela signifie que, advenant le cas où des informations laissent croire que vous agissez à l'encontre des lois et/ou de vos conditions légales, elles ne seront pas transmises aux professionnels assignés à votre dossier et aucune conséquence légale n'en découlera. Par contre, la confidentialité est levée s'il y a un danger imminent pour une tierce personne. Dans un tel cas, seules les informations nécessaires à la compréhension du professionnel seront transmises et seuls les professionnels nécessitant d'être informés le seront.

Durant ce projet de recherche, l'étudiante et la directrice du projet garderont, dans un dossier de recherche sécurisé, les renseignements concernant et nécessaires pour répondre aux objectifs scientifiques de ce projet. Les renseignements personnels recueillis demeureront strictement confidentiels. Aucune information permettant de vous identifier ou d'identifier le membre de votre famille participant au projet ne sera publiée.

Les données seront conservées dans un lieu sûr et seules l'étudiante et la directrice du projet en prendront connaissance. L'enregistrement sera transcrit et détruit, ainsi que toute information personnelle, 7 ans après la fin du projet. Seules les données ne permettant pas de vous identifier seront conservées après cette période.

Prenez note que les résultats généraux du projet pourraient être utilisés dans des publications ou des communications, mais toujours de façon anonyme.

6. Compensation

Étant donné que ce projet de recherche ne reçoit aucun financement, vous ne recevrez pas de compensation financière pour votre participation. Toutefois, si vous en faites la demande, une copie des résultats généraux du projet pourra vous être acheminée après la publication.

7. Droit de retrait

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Vous êtes donc libre de refuser d'y participer. Vous pouvez également vous retirer de ce projet à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raisons. Toutefois, nous vous prions d'en informer l'étudiante via courrier électronique ou au numéro de téléphone indiqué ci-dessous..

À votre demande, tous les renseignements qui vous concernent pourront aussi être détruits. Cependant, après le déclenchement du processus de publication, il sera impossible de détruire les analyses et les résultats portant sur vos données.

B) CONSENTEMENT

Déclaration du participant

- Je comprends que je peux prendre mon temps pour réfléchir avant de donner mon accord ou non à participer à la recherche.
- Je peux poser des questions à l'équipe de recherche et exiger des réponses satisfaisantes.
- Je comprends qu'en participant à ce projet de recherche, je ne renonce à aucun de mes droits ni ne dégage les chercheurs de leurs responsabilités.
- J'ai pris connaissance du présent formulaire d'information et de consentement et j'accepte de participer au projet de recherche.

Signature du participant : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Engagement du chercheur

J'ai expliqué au participant les conditions de participation au projet de recherche. J'ai répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et je me suis assurée de la compréhension du participant. Je m'engage, avec la directrice du projet, à respecter ce qui a été convenu au présent formulaire d'information et de consentement.

Signature de la chercheuse : _____ Date : _____
(ou de son représentant)

Nom : _____ Prénom : _____

Pour toute question relative à l'étude, ou pour vous retirer de la recherche, veuillez communiquer avec Laura-Li Doyon au numéro de téléphone 514-257-9494, poste 215 ou à l'adresse courriel Laura-Li.Doyon@umontreal.ca.

Pour toute préoccupation sur vos droits ou sur les responsabilités des chercheurs concernant votre participation à ce projet, vous pouvez contacter le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences par courriel à l'adresse ceras@umontreal.ca ou par téléphone au 514 343-7338 ou encore consulter le site Web <http://recherche.umontreal.ca/participants>.

Toute plainte relative à votre participation à cette recherche peut être adressée à l'ombudsman de l'Université de Montréal en appelant au numéro de téléphone 514 343-2100 ou en communiquant par courriel à l'adresse ombudsman@umontreal.ca (l'ombudsman accepte les appels à frais virés).

ANNEXE VI : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT LIBRE ET ÉCLAIRÉ AU MEMBRE DE LA FAMILLE



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

« VÉCU DES MEMBRES DE LA FAMILLE DU JUSTICIABLE LORSQU'IL RÉINTÈGRE LE MILIEU FAMILIAL À LA SUITE DE SON INCARCÉRATION »

Chercheuse étudiante : Laura-Li Doyon, étudiante à la maîtrise, École de criminologie, Université de Montréal

Directrice de recherche : Marion Vacheret, professeure titulaire, École de criminologie, Université de Montréal

Vous êtes invité à participer à un projet de recherche. Avant d'accepter, veuillez prendre le temps de lire ce document présentant les modalités et conditions de participation. N'hésitez pas à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document.

Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée. Prenez tout le temps nécessaire pour prendre votre décision.

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Dans le cadre de la maîtrise en criminologie, l'étudiante qui effectue son stage à l'Agence communautaire Maisonneuve désire en connaître davantage sur le vécu des membres de la famille de contrevenants, plus précisément à la suite de sa libération de détention. Présentement, l'état des recherches démontre qu'il y a peu d'informations à ce sujet. Par contre, il est clair que la famille est un facteur important dans la réinsertion sociale d'un individu. Ainsi, ce projet vise à mieux comprendre le vécu des membres de la famille d'une personne judiciarisée, plus spécifiquement lorsque celle-ci réintègre le milieu familial après une période d'emprisonnement en milieu carcéral. Pour ce faire, votre participation à titre de parent ou de membre de la fratrie est sollicitée. Au total, l'étudiante compte recueillir le vécu de 10 adultes ayant vécu cette situation.

2. Participation à la recherche

Votre participation à ce projet consiste à accorder une entrevue à l'étudiante précitée. Cette entrevue durera de 60 à 90 minutes et s'effectuera sans la présence de votre proche judiciarisé. Au cours de l'entrevue, vous aurez à répondre à des questions concernant le ressenti et les impacts que vous avez vécus lorsque votre proche a réintégré le milieu familial après son incarcération. De plus, il vous sera demandé de remplir un questionnaire de 20 questions dont la majorité se répond par « oui » ou « non ». Ce questionnaire permettra de mieux comprendre votre situation sans toutefois permettre de vous identifier.

Avec votre autorisation ainsi que celle de votre proche judiciarisé, l'entrevue sera enregistrée sur support audio pour ensuite faciliter la transcription. Le lieu et le moment de l'entrevue seront déterminés avec l'étudiante, selon vos disponibilités.

3. Risques et inconvénients

En parlant de votre expérience, il est possible que cela ravive des souvenirs liés à un moment difficile. Si tel est le cas, n'hésitez pas à en parler avec la personne responsable du projet dont les coordonnées apparaissent sur ce formulaire. Elle pourra vous suggérer des ressources de soutien. Vous pourrez à tout moment refuser de répondre à une question, mettre une pause à l'entretien ou même y mettre fin.

4. Avantages et bénéfices

Vous ne retirerez aucun avantage direct à participer à ce projet de recherche. Cependant, votre participation contribuera à l'avancement de la recherche, plus précisément à mieux comprendre le vécu des membres de familles ayant vécu le retour d'incarcération d'une personne judiciarisée.

5. Confidentialité

Dans le cadre la recherche, l'étudiante n'aura pas accès à la base de données de l'Agence communautaire Maisonneuve. Elle se basera uniquement sur les informations recueillies durant l'entrevue. Ces informations resteront strictement confidentielles et ne pourront pas être utilisées contre votre proche. Cela signifie que, advenant le cas où des informations laissent croire qu'il agisse à l'encontre des lois et/ou de ses conditions légales, celles-ci ne seront pas transmises aux professionnels assignés à son dossier et aucune conséquence légale n'en découlera. Par contre, la confidentialité est levée s'il y a un danger imminent pour une tierce personne. Dans un tel cas, seules les informations nécessaires à la compréhension du professionnel seront transmises et seuls les professionnels nécessitant d'être informés le seront. Également, en aucun cas votre proche aura accès aux données que vous aurez fournies à la chercheuse.

Durant votre participation à ce projet de recherche, l'étudiante et la directrice du projet garderont, dans un dossier de recherche, les renseignements vous concernant et nécessaires pour répondre aux objectifs scientifiques de ce projet. Les renseignements personnels que vous partagerez demeureront strictement confidentiels. Aucune information permettant de vous identifier ou d'identifier le membre de votre famille de quelconque façon ne sera publiée.

Les données seront conservées dans un lieu sûr et seules l'étudiante et la directrice du projet en prendront connaissance. L'enregistrement sera transcrit et détruit, ainsi que toute information personnelle, 7 ans après la fin du projet. Seules les données ne permettant pas de vous identifier seront conservées après cette période.

Prenez note que les résultats généraux du projet pourraient être utilisés dans des publications ou des communications, mais toujours de façon anonyme.

6. Compensation

Étant donné que ce projet de recherche n'est nullement financé, vous ne recevrez pas de compensation financière pour votre participation. Toutefois, l'étudiante est prête à se déplacer pour vous accommoder. Également, si vous en faites la demande, une copie des résultats généraux du projet pourra vous être acheminée après la publication.

7. Droit de retrait

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Vous êtes donc libre de refuser d'y participer. Vous pouvez également vous retirer de ce projet à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raisons. Toutefois, nous vous prions d'en informer l'étudiante via courrier électronique ou au numéro de téléphone indiqué ci-dessous.

À votre demande, tous les renseignements qui vous concernent pourront aussi être détruits. Cependant, après le déclenchement du processus de publication, il sera impossible de détruire les analyses et les résultats portant sur vos données.

B) CONSENTEMENT

Déclaration du participant

- Je comprends que je peux prendre mon temps pour réfléchir avant de donner mon accord ou non à participer à la recherche.
- Je peux poser des questions à l'équipe de recherche et exiger des réponses satisfaisantes.
- Je comprends qu'en participant à ce projet de recherche, je ne renonce à aucun de mes droits ni ne dégage les chercheurs de leurs responsabilités.
- J'ai pris connaissance du présent formulaire d'information et de consentement et j'accepte de participer au projet de recherche.

Signature du participant : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Engagement du chercheur

J'ai expliqué au participant les conditions de participation au projet de recherche. J'ai répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et je me suis assurée de la compréhension du participant. Je m'engage, avec la directrice du projet, à respecter ce qui a été convenu au présent formulaire d'information et de consentement.

Signature de la chercheuse : _____ Date : _____
(ou de son représentant)

Nom : _____ Prénom : _____

Pour toute question relative à l'étude, ou pour vous retirer de la recherche, veuillez communiquer avec Laura-Li Doyon au numéro de téléphone 514-257-9494 poste 215 ou à l'adresse courriel Laura-Li.Doyon@umontreal.ca.

Pour toute préoccupation sur vos droits ou sur les responsabilités des chercheurs concernant votre participation à ce projet, vous pouvez contacter le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences par courriel à l'adresse ceras@umontreal.ca ou par téléphone au 514 343-7338 ou encore consulter le site Web <http://recherche.umontreal.ca/participants>.

Toute plainte relative à votre participation à cette recherche peut être adressée à l'ombudsman de l'Université de Montréal en appelant au numéro de téléphone 514 343-2100 ou en communiquant par courriel à l'adresse ombudsman@umontreal.ca (l'ombudsman accepte les appels à frais virés).

ANNEXE VII : FICHE SIGNALÉTIQUE

Questionnaire à l'intention du participant

Le terme justiciable utilisé dans ce présent questionnaire correspond à l'individu que vous avez accueilli à votre domicile à la suite de sa libération de détention.

N'hésitez pas à questionner l'étudiante si vous avez besoins d'éclaircissements en rapport avec les questions demandées.

Prenez note que ces informations sont récoltées afin de faciliter la compréhension lors de l'analyse des données. Aucune information pouvant vous identifier ne sera utilisée.

1. Questions générales à propos de vous

1.1 Sexe :

Homme

Femme

1.2 Âge : _____

1.3 Combien de membres la famille immédiate comporte-elle : _____

1.4 Votre foyer compte combien d'individu : _____

2. Questions en lien avec la sentence du justiciable

Si vous ne connaissez pas les réponses exactes aux questions posées, veuillez y répondre au meilleur de votre connaissance.

2.1 Au moment où vous avez offert l'hébergement au justiciable, quel âge avait-il (il est possible que vous ayez à écrire plus d'un âge si vous avez vécu cet événement plus d'une fois) :

2.2 Quelle a été la période d'incarcération la plus courte : _____

2.3 Quelle a été la période d'incarcération la plus longue : _____

2.4 Quel(s) type(s) de délit le justiciable a-t-il déjà commis : _____

2.5 Après quel type de délit avez-vous repris le justiciable à votre domicile à sa sortie d'incarcération :

3. Questions en lien avec le justiciable

3.1 Quel est le lien qui vous unit : _____

3.2 Avez-vous déjà été la victime du justiciable dans une cause où un verdict a été rendu par la Cour :

Oui

Non

3.3 Le justiciable vivait-il avec vous durant la période précédant le temps d'incarcération :

Oui

Non

3.4. Avez-vous maintenu vos liens avec cette personne durant l'incarcération :

Oui

NON (passez à la question 3.5)

3.4.1 Si oui, quel(s) type(s) de lien avez-vous maintenu(s) avec le justiciable durant son incarcération et à quelle fréquence (si vous ne vous rappelez plus la fréquence exacte, allez-y approximativement) :

a) Téléphonique : _____

b) Par courrier : _____

c) Visites : _____

3.5 Si vous n'avez pas maintenu de liens avec le justiciable durant son incarcération, nommez la ou les raison(s) :

3.6 Qu'elles sont les raisons ayant motivé votre choix de vivre avec le justiciable une fois qu'il est sorti de l'établissement carcéral :

3.7 Est-ce la première fois que vous offrez l'hébergement au justiciable à la suite de sa sortie d'établissement carcéral (si oui, passez à la question 3.9) :

Oui

Non

3.8 Si non, combien de fois : _____

3.9 Offrez-vous un autre type de support a justiciable :

Oui

Non

3.10 Si vous avez répondu oui à la question précédente, encerclez le(s) type(s) de support que vous offrez au justiciable.

Monétaire

Alimentaire

Employabilité

Transport

Émotionnel

Autres (précisez) : _____

Merci de votre participation!

Pour toute question ou tout commentaire, n'hésitez pas à communiquer avec l'étudiante, Laura-Li Doyon, au 514-257-9494 #215 ou via Laura-Li.Doyon@UMontreal.ca

ANNEXE VIII : CANEVAS D'ENTREVUE

Questions

Questions posées lors de l'entretien :

1. Pouvez-vous me raconter comment vous avez vécu le retour de (*nom du proche judiciairisé*) à la maison lorsqu'il est sorti de détention?
2. J'aimerais savoir comment se passe la vie au quotidien depuis le retour de (*nom du proche judiciairisé*) au domicile?

Si l'individu a besoin d'éclaircissements, je ferai référence aux contraintes et aux conditions de la personne judiciairisée.

3. Je souhaiterais que vous me parliez des organismes avec qui vous auriez eu des contacts quelque temps avant le retour et au moment du retour de (*nom du proche judiciairisé*).

Si l'individu a besoin d'éclaircissement, je donnerai pour exemple les Services correctionnels, des services d'aide à l'emploi ou des services de soutien. Afin d'influencer le moins possible le participant, aucun organisme spécifique ne sera nommé.

Quelques questions de relance et d'éclaircissement, ainsi que quelques reformulations s'en suivront.

Après avoir faire un résumé des grandes lignes, je conclurai l'entretien avec l'une de ces questions :

4. Est-ce que vous aimeriez rajouter quelque chose avant la fin de notre entretien? OU
Y a-t-il d'autres informations que vous trouvez importantes que vous souhaitiez me partager avant la fin de notre rencontre?